



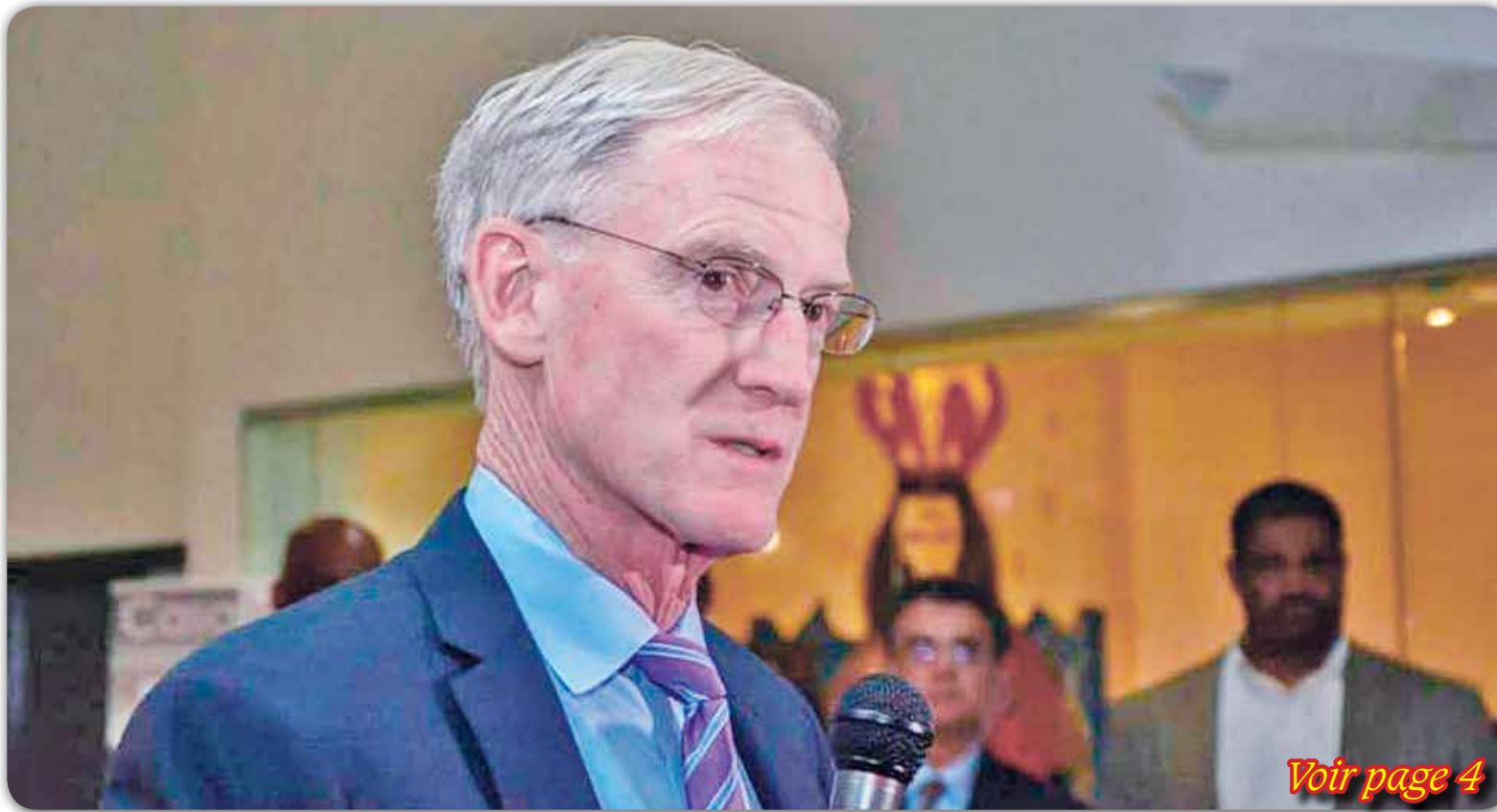
HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

THOMAS C. ADAMS DÉFINIT LA NOUVELLE OCCUPATION D'HAÏTI !



Voir page 4

Thomas C. Adams, Coordonnateur spécial du Département d'Etat américain pour Haïti a précisé que le rôle central que les États-Unis jouent n'est pas seulement dans les élections, mais dans la supervision des affaires gouvernementales haïtiennes

SIGNATURE DES MISSIONS D'OBSERVATION OU DE DÉCISION ÉLECTORALE ?



Voir page 4

Le Premier ministre de facto Evans Paul et Madame Manuela Riccio, chargée d'affaires de l'Union européenne en Haïti, à l'occasion de la cérémonie de signature du Protocole d'entente entre le gouvernement et la délégation de l'Union européenne, le 15 juillet 2015



Dakimaa

28 tyèm anivèsè masak peyizan Jan-Rabel yo!

Page 6

English Page 9



Quand le colonel Himmler Rébu se fait prophète de malheur...!

Page 7



« La jeunesse africaine doit lutter contre le néocolonialisme intellectuel »

Page 10



Le drapeau cubain flotte de nouveau sur Washington !

Page 17

Centenaire d'une agression permanente !

Par Berthony Dupont

Dans une semaine, ce sera le 28 juillet 2015, date marquante d'une agression humiliante pour notre patrie. Les Haïtiens qui ont vraiment le sang de Dessalines dans leurs veines ne devraient jamais oublier cette date néfaste, horrible cicatrice marquant à tout jamais leur chair, afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent de sorte qu'ils connaissent mieux le visage de l'impérialisme nord-américain, grand ennemi du genre humain.

A l'heure exacte du centenaire de ce cambriolage à main armée de notre souveraineté, de cette douloureuse invasion, des répercussions de cette violation cynique, odieuse et criminelle continuent encore à nous hanter, à dominer notre vie dans tous les aspects de notre existence parce que exploités, blessés, meurtris, dépouillés de notre terre, de notre identité et de notre souveraineté.

Malheureusement, face à un pareil tragique anniversaire, il n'y a qu'une poignée de compatriotes progressistes et certaines organisations anti-impérialistes en Haïti comme à l'extérieur à se sentir concernés, à devoir justement se mobiliser pour marquer cette date, la conjurer de sorte qu'elle ne passe pas comme une lettre à la poste.

Il importe de rappeler que cela fait un siècle depuis que le pays est tombé sous les griffes de l'aigle étoilé, l'oiseau méchant dévorant tout sur son passage sans exception aucune. Quelque soit le pays où il a posé ses serres maudites de colonisation, il remet en question les mécanismes de développement déjà à l'œuvre, faisant accélérer ainsi l'effondrement social et national par la mise en place de l'exploitation des couches laborieuses et le pillage des richesses du pays. Ce système a permis aux pays occidentaux de bâtir et de faire prospérer leur économie qui repose foncièrement sur l'exploitation permanente des plus pauvres par les plus riches et des plus faibles par les plus forts.

Comment est-ce que le peuple haïtien ne compte-t-il pas profiter de ce centenaire pour exprimer son dégoût et son indignation de l'affreuse domination qui persiste en organisant une grande manifestation pareille à celle que vient de réaliser la société civile en solidarité aux déportations des haïtiens et des dominicains de la République Dominicaine ? Ce peuple qui a tant souffert, qui fut tant opprimé et exploité par les forces occupantes, qui a fait face à un nombre incroyable de cruautés, d'exécutions sommaires, d'assassinat de nos glorieux et héroïques Cacos et soldats tels que Pierre Sully, Macédoine, Macius, Ledan, Occilius, Saintilus et le capitaine-adjutant Germain, des leaders Cacos comme Charlemagne Peralte et Benoit Batraverse, sans oublier le crapuleux et odieux massacre de Mar-chaterre. Ne réalise-t-il pas encore que les racines de cette présente crise viennent en particulier de l'occupation de 1915 qui a réduit notre pays à un état de parias pour nous empêcher d'avancer et pour nous avilir davantage !

La situation d'Haïti reste grave vu qu'aucune solution de

changement n'a encore été trouvée aux principaux problèmes auxquels nous sommes confrontés depuis cette domination impérialiste des Américains. Aussi longtemps que notre dépendance illégale, imposée, n'aura pas trouvé une solution satisfaisante, la situation en Haïti restera toujours de plus en plus tendue, le pillage de nos ressources continuera de plus belle à se faire à l'ombre de la protection qu'assure la force armée des néocolons : la Minustah.

Nous profitons également de cette occasion de lutte pour saluer le peuple cubain pour les glorieuses réalisations de sa révolution née des idéaux du 26 Juillet 1953. Cette révolution en 1959 brisa complètement la domination impérialiste dans le pays de José Martí. Et depuis lors, Cuba est devenu «*primer territorio libre de América*», le premier pays libre d'Amérique, un pays réellement indépendant, capable d'accomplir entièrement son programme économique et social dans le contexte de ses options socialistes et révolutionnaires.

Pour nous autres, en cette année du centenaire de l'occupation de 1915 et de la domination continue, il est évident que les élections ne seront qu'un affranchissement de facto, elles ne nous conduiront nulle part, si ce n'est qu'à une liberté fictive toujours sous la dominance et dans le collimateur de l'impérialisme américain.

N'est-ce pas le moment idéal de saluer aussi le courage exemplaire de Solon Ménos, de Jacques Nicolas Léger, de Tertulien Guilbaud et d'un éminent leader politique farouchement anti-impérialiste le Dr Rosalvo Bobo ? Ils ont tous refusé de compromettre les intérêts fondamentaux de la patrie en déclinant leur candidature à la présidence du pays occupé après le renversement de Vilbrun Guillaume Sam.

Bobo pour sa part, dès le mois d'avril 1915 demanda à la population de prendre les armes contre les américains. Pour lui, «*livrer aux américains nos douanes afin qu'ils contrôlent nos finances et qu'ils nous dirigent, jamais ! Que le pays disparaisse plutôt que d'accepter une mise sous tutelle* » avait-il déclaré.

Voilà un vrai fils de Dessalines. Le Dr Rosalvo Bobo, chef des cacos et leader de la révolution contre le régime de Vilbrun Guillaume Sam, a préféré laisser tomber sa candidature plutôt que de collaborer avec les forces occupantes. Combien de candidats actuels sont prêts à embrasser une décision pareille aussi héroïque ?

C'est vraiment regrettable, à la fois écœurant et scandaleux, une injure même à la Nation de voir, malgré la présence des forces occupantes de la Minustah, assurant la domination des puissances impérialistes, que plus de 56 candidats se soient positionnés en marionnettes comme l'avait fait le vulgaire Philippe Sudre Dartiguenave pour servir les forces du mal au détriment des intérêts de la Nation.

Quand le peuple haïtien finira-t-il par déclencher sa guerre de libération nationale pour reconquérir sa liberté et recouvrer sa dignité afin de mettre un terme à l'agression, à l'oppression, à l'exploitation et à la spoliation auxquelles il a été soumis depuis ce glorieux premier janvier 1804 ?

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Daniel Tercier
Oxygène David
Bissainthe Annesseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest
Edmond Bertin

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Haiti, chronique d'une crise électorale (62)

Ils arrivent !

Par Catherine Charlemagne

Il y a des signes, dit-on, qui ne trompent pas. Cela est aussi vrai dans le domaine électoral et particulièrement en Haïti. Depuis les élections catastrophes des années 2010 et 2011, ils étaient tous rentrés dans leurs pays respectifs. Et personne en Haïti n'avait entendu parler d'eux. Ils occupaient leur temps à arpenter d'autres « Terra incognita » à travers la planète où ils ont pour mission d'imposer les points de vue des gouvernements pour lesquels ils travaillent. Leurs terres de mission, les Etats faillis du genre Haïti ou les Républiques bananières d'Amérique latine. Le sous-continent indien. Naturellement, le continent africain où ils n'ont pas de limite. Enfin, certaines nouvelles Républiques de l'Europe de l'Est du type Ukraine où ils ont reçu l'ordre de déstabiliser tous les gouvernements pro-Russes. Après quatre années passées loin d'Haïti à donner les résultats des élections bidon ou « sélections », ils reviennent sur cette contrée qu'ils connaissent bien et où tout semble possible pour eux. Leur retour a un sens.

Cela signifie que le scrutin pour le premier tour des législatives du 9 août aura bien lieu. Dans quelles conditions ? C'est une autre interrogation. L'essentiel est qu'ils sont là. Et ils arrivent en force. Leur présence est un message que les trois entités - gouvernement haïtien, Conseil Electoral Provisoire et forcément, Communauté internationale - envoient aux organisations politiques, aux acteurs de tout bord et à la population. Selon ce message, les élections sont sur les rails et tant pis si les trains n'inspirent confiance à personne. Ils arrivent de partout et de tout hémisphère. Du continent américain qui compte un nombre incalculable d'organisations régionales et continentales. D'Europe bien entendu, avec sa toute puissance Union européenne qui compte aussi beaucoup d'ONG travaillant en satellites. L'Asie qui commence à pénétrer petit à petit, mais sûrement l'espace haïtien par le biais des pays comme le Japon, la Chine, l'Inde, etc. Et pour donner un peu de couleur locale, le continent mère, l'Afrique, qui délègue quelques organisations d'observation juste pour le décor.

En réalité, les africains ne travaillent pas pour eux-mêmes et n'en tirent aucun profit de cette ouverture internationale. Ces anciennes colonies sont, en fait, en mission commandée principalement pour la France qui



Signature entre le gouvernement avec l'Union européenne de l'un de ces fameux accords permettant à la mission dépendante de l'Union de jouir de tous les privilèges que même les haïtiens n'ont pas sur leur territoire



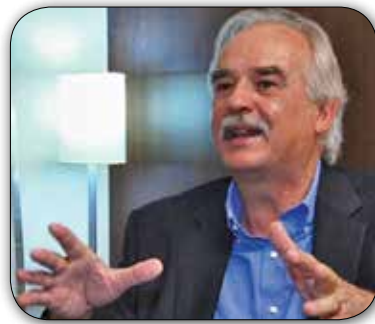
Signature d'un protocole d'entente entre le CEP et l'UE

prend en charge tous les frais logistiques et financiers. Et l'on comprend vite qui donne les ordres et consignes et où vont les rapports de mission. S'ils sont là et continuent d'arriver avant leur déploiement sur tout le territoire national, c'est qu'il se passe quelque chose ou des choses vont se passer dans les jours à venir. Absents durant les quatre années de la présidence de Michel Martelly et ce, même pendant que la crise préélectorale était à son plus haut niveau, le retour de ces « barbouzes » maintenant apporte la preuve que la Communauté internationale savait qu'il ne se passait rien avant. Même si elle faisait semblant d'encourager le Président Martelly dans son entreprise de mettre en place des CEP en tout genre. Elle mettait en place, comme certains l'avaient toujours affirmé, son propre agenda. Ce qui porte à croire que jusqu'à présent personne ne sait pas plus sur le vrai plan de ces véritables décideurs pour Haïti.

Enfin, qui sont ces « ils », ces extraterrestres n'arrivant qu'au moment opportun ? Bien sûr tout le monde a compris qu'il s'agit de ces observateurs électoraux internationaux. Intégrant ce qu'on appelle « Missions d'Observation Electorale » (MOE). Ces missionnaires font corps avec les structures dans lesquelles ils évoluent. En fait, devait-on parler de ces missions où les observateurs demeurent des exécutants purement et simplement. Quel citoyen sensé aujourd'hui pourrait imaginer une seconde que ces missions viennent uniquement pour le bien ou pour les beaux yeux de ces Haïtiens perdus sous les tropiques tout en végétant dans la misère et la pauvreté ? Il n'existe personne sur terre pour croire à une telle plaisanterie. Une telle farce. Chaque mission dispose son plan et son champ d'action dans le pays.

Evidemment, nous priorisons ici sur le cas d'Haïti. Mais cette approche est transposable et identique pour tous les autres pays qui ont le malheur d'entrer dans le champ de vision des Etats observateurs. Les Missions d'Observation Electorale ont, à quelque chose près, la même caractéristique que les ONG ayant très souvent les mêmes buts. Sauf que, les ONG sont pérennes dans les pays où elles évoluent. Alors que, pour les Missions d'Observation Electorale, leur mission s'étale sur une courte période. Et surtout l'objectif n'étant pas de détourner l'attention de la population sur la vie qu'elle mène au quotidien comme font les ONG, mais d'orienter non pas le vote de la population, mais subtilement les résultats du scrutin. C'est pourquoi d'ailleurs, les Etats n'envoient que des professionnels des joutes électorales sachant manipuler par le verbe et des promesses mirobolantes ceux chargés de proclamer les résultats. Subtiles mais efficaces surtout dans les pays du Tiers-monde où la misère et l'enrichissement personnel demeurent la règle.

Ce n'est pas nous qui avons apporté la preuve ni confirmé ce que tout le monde avait remarqué lors des résultats du scrutin présidentiel haïtien de 2010 et 2011. Le premier qui a vendu la mèche est un membre de cette



L'ambassadeur Ricardo Seitenfus

fameuse Commission d'Observation Electorale. Un professeur d'université brésilienne, faisant partie de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Il se nomme Ricardo Seitenfus. Ce monsieur, grand diplomate devant l'Eternel, a reconnu publiquement dans un livre cette manipulation des résultats des élections de 2010 et 2011. Il ne se contente pas d'écrire. Ricardo Seitenfus a poursuivi avec ses déclarations fracassantes à travers l'ensemble des médias haïtiens et dans des conférences où il a fait salle comble. Point par point, cet ancien diplomate de l'OEA démontre comment il y a eu manipulation, mensonges et pressions diplomatiques et politiques pour que le CEP publie de faux résultats et pour que le Président René Préval accepte ces résultats tout en sachant qu'ils sont faux. Sans faire la promotion de cet ouvrage, nous conseillons fermement à ceux qui peuvent se le payer de se le procurer.

La vérité vient du conspirateur lui-même. D'autre part, peut-être libéré du poids du secret par les révélations de l'ambassadeur Ricardo Seitenfus, c'est l'actuel Président du CEP, M. Pierre-Louis Opont en personne qui s'est livré comme au confessionnal pour dire tous les péchés qu'il portait sur sa conscience. Opont, sans langue de bois et sans crainte, a déclaré in-extenso que les résultats que l'organisme électoral dont il était Directeur de l'opération avait publiés n'étaient pas les vrais. En clair, Michel Martelly n'était pas celui qu'avait élu la population haïtienne en 2011. Mirlande Manigat, en buvant ces paroles amères de Pierre-Louis Opont, après avoir lu et relu l'ouvrage de l'un des Représentants de l'ONU, a dû certainement avoir envie de se jeter par la fenêtre. Aujourd'hui, c'est confirmé, ceux qui étaient soi-disant déployés à travers le pays pour surveiller le vote des citoyens et garantir le résultat sorti des urnes n'étaient pas là pour le travail qu'ils étaient censés faire, mais tout simplement pour se mettre au service d'une autre cause : celle des intérêts des Etats par lesquels ils ont eu mandat. Le plus révoltant de tout cela, après toutes ces révélations de la part des acteurs de premier plan du processus est que, personne d'influent n'a rien dit de concret à Port-au-Prince sur cette escroquerie.

Aucun leader politique victime de cette machination n'a levé la voix, voire porté plainte même pour la forme contre ces organisations internationales qui prennent en fin de compte tous les haïtiens pour des idiots. Pour des imbéciles incapables d'intenter quoi que ce soit contre elles. Plus grave encore, et là c'est le comble, ce sont ces mêmes organisations qui s'apprentent à déployer comme au bon vieux temps une batterie d'observateurs électoraux internationaux sur l'ensemble du territoire en vue, naturellement, de surveiller le bon déroulement des scrutins et bien sûr cautionner les résultats justes et équitables qui sortiraient des urnes. C'est carrément scandaleux. Que celui qui a pris une promotion en passant du poste de Directeur des opérations au titre de Président du Conseil Electoral Provisoire, Pierre-Louis Opont, puisse faire son mea-culpa soit. Dans l'état actuel des choses, difficile de le mettre aux

arrêts car il est forcément protégé par ceux-là qui ont facilité sa nomination/promotion.

Mais voir que des acteurs politiques dont la plupart ont été victime de ces missions d'observation qui sont aujourd'hui à pied d'œuvre dans le cadre de ce processus en 2015, acceptent ces faiseurs de « Présidents », il y a vraiment un problème avec les dirigeants et futurs dirigeants de ce pays incapables de déplaire aux ordonnateurs étrangers. En tout cas, Pierre-Louis Opont en grand Président du CEP qu'il est, parafait, signe et approuve les conventions, accords et protocoles avec des dizaines de Missions d'Observation Electorale qui se précipitent une fois encore au chevet d'Haïti afin de l'aider à asseoir sa démocratie avec de bonnes élections et des résultats sans contestation. Selon ces accords, le Conseil Electoral Provisoire donne « la garantie et la liberté totale de mouvement aux observateurs partout dans le pays ». Ce qui est plus grave dans cet abandon de souveraineté nationale, ce simple protocole d'accord donne aussi aux organismes internationaux impliqués dans le processus électoral un « libre accès aux bureaux de vote ».

Après la signature, mercredi, entre le gouvernement et le CEP avec l'Union européenne de l'un de ces fameux accords permettant à la mission dépendante de l'Union de jouir de tous les privilèges que même les haïtiens n'ont pas sur leur territoire, un groupe de compatriotes qui assistaient de loin au manège ont crié : les blancs débarquent. Faisant allusion à la série d'ouvrages de l'historien Roger Gailard sur l'histoire du débarquement des Marines américains en juillet 1915 en Haïti, dont l'on commémore cette année 2015 le centenaire de cette occupation. Outre l'Union européenne avec sa MOE (Mission d'Observation Electorale) sans oublier les nerfs de la guerre avec une petite enveloppe de cinq (5) millions d'euros au budget électoral accompagné d'une aide technique comme d'habitude, les autres poids du secteur se déploient eux aussi calmement dans le paysage haïtien. L'USAID à travers une foudroyante de micro-organismes occupe déjà les points stratégiques. Pour être présente en permanence dans le pays, l'USAID connaît parfaitement tous les rouages de la politique, des institutions et des organisations haïtiennes.

Cette organisation américaine sait d'avance où se positionner afin de mener à bien sa mission de détournement de vote des électeurs et du résultat. Elle sait surtout où et à qui s'adresser. Les plus vulnérables. Les plus affamés. Et bien sûr ceux qui sont à la recherche d'un visa pour leurs enfants, leurs petites copines, etc. Les gens de l'Organisation des Etats Américains (OEA) et de l'Organisation des Nations Unies (ONU) ainsi que l'ancien ambassadeur Ricardo Seitenfus, on voit de quoi ils sont capables. Ne reculant devant aucune demande de Washington, ces organisations hémisphériques et internationales ont une longue pratique de la politique haïtienne. Elles savent qu'à l'inverse d'autres Etats membres, Haïti est le maillon faible. Loin derrière des micros-Etats qui ne représentent pas grand-chose sur l'échiquier diplomatique. Sauf que les dirigeants de ces pays ne se laissent pas tourner en dérision comme leurs homologues haïtiens. L'OEA et l'ONU jouent un rôle de premier ordre dans l'observation électorale en Haïti depuis la chute des Duvalier.

On voit aussi le résultat. D'ordinaire, c'est l'organisme continental qui dispose de loin, plus d'observateurs électoraux. En revanche, une organisation

Suite à la pae (15)

AVIS

PAR CES MOTIFS, le Tribunal, après examen sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre son époux, à l'audience précitée pour le profit, déclare fondée la dite action ; Admet en conséquence, le divorce de la dame Chantale Atilus d'avec son époux Yves Revet pour injures graves et publiques aux torts de l'époux, prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre ladite épouse ; Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de Pointe-à-Raquettes, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers, s'il y échet, commet l'huissier Vilneret Gabriel pour la signification de ce jugement, compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Jacques Hermon Constant, Juge en audience civile et publique de ce jugement, en date du seize Octobre deux mille quatorze en présence de Me. Ronald Pierre, Substitut Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Joseph Pierre Louis.

Il est Ordonné etc...

En Foi de quoi etc...

Pour expédition conforme, collationnée
Greffier, Joseph Pierre-Louis

Thomas Adams définit la nouvelle occupation d'Haïti !

Par Kim Ives

La semaine dernière, la séance sur l'Haïti du sous-comité sénatorial des relations étrangères à Washington ne s'est pas transformée en un enchevêtrement partisan entre les deux partis Républicains et Démocrates comme nous l'avions prévu.

Au lieu de cela, le sénateur Marco Rubio, un cubano-américain farouchement opposé à la Révolution cubaine et candidat républicain à la présidentielle, président du Sous-comité pour l'hémisphère occidental de la criminalité transnationale, de la sécurité civile, de la démocratie, des droits de l'homme et des questions relatives aux femmes dans le monde a ouvert l'audience en présentant un examen banal de la situation politique et économique d'Haïti, sans la moindre critique ou remise en cause de la politique de l'administration d'Obama en Haïti.

En soulignant : « Je crois que Haïti est d'un intérêt vital pour la Floride, pour les États-Unis en général, et à l'ensemble de l'hémisphère occidental », a déclaré Rubio. « Si Haïti est stable et prospère, c'est à l'avantage des États-Unis. Lorsque Haïti est instable, non sécurisée, et sans des possibilités à son peuple, elle crée des vides où des bandes criminelles peuvent y fonctionner, cela peut conduire à des embarcations aux États-Unis à des tragédies désastreuses et meurtrières en haute mer » ajouta-t-il.

Pendant, l'audience de 45 minutes contenait quelques remarques intéressantes par son seul témoin, Thomas C. Adams, Coordonnateur spécial du Département d'Etat américain pour Haïti. En effet, il a précisé que le rôle central que les États-Unis jouent n'est pas seulement dans les élections à venir, mais dans la supervision des affaires gouvernementales d'Haïti.

Ses propos les plus étonnants se ramènent à l'admission catégorique par Adams que Washington et son agence d'exécution budgétaire, le Fonds monétaire international (FMI), supervisent directement la conduite financière du gouvernement haïtien.

Affirmant que la « perception et la réalité de la corruption sont très élevées » et le système de comptabilité haïtienne « pas très transparent », Adams se plaint qu'« Haïti a commencé [sous le régime de Martelly] avec plus de 500 comptes bancaires pour le gouvernement, qui ont été mal utilisés ».

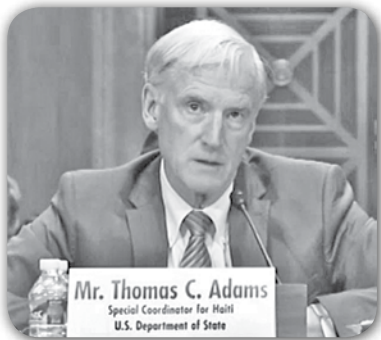
Sauf que, l'ancien « premier ministre [Laurent] Lamothe [qui a démissionné en Décembre] dernier était d'accord avec nous pour faire quelque chose à ce sujet » en concluant un arrangement avec Washington selon lequel « nous aurons un conseiller du [Département de la] Trésorerie [US] à travailler sur cette affaire avec le FMI pour réduire le [nombre de] comptes et de mettre en place des unités comptables dans chaque ministère, et que ça marche as-



Le sénateur Marco Rubio

sez bien maintenant ».

Ainsi, tout comme sous l'oc-



Thomas C. Adams



Adams à l'appareil de contrôle

cupation des Marines US de 1915-1934 (dont on va marquer le centenaire le 28 juillet), en Haïti aujourd'hui il y a encore des superviseurs américains qui veillent sur les affaires gouvernementales haïtiennes.

Adams a également expliqué que « parfois ce [régime sous occupation étrangère] est au point mort parce que beaucoup de gens du pays détestent la supervision. Cependant à un des moments critiques, le premier ministre [Lamothe] est venu et a réuni tous les ministres et leur a demandé "d'obéir." »

Adams a également fait quelques remarques révélatrices sur les prochaines élections à savoir : « Comme la planification électorale continue », a-t-il dit, « les États-Unis soutiennent le CEP, les Nations Unies, l'OEA [Organisation des États américains] et le Gouvernement d'Haïti (y compris sa police nationale) dans leurs efforts pour coordonner et exécuter avec succès les élections ». D'une manière très nuancée, il a placé le CEP, seule et indépendante autorité électorale d'Haïti, sur un pied d'égalité avec deux organismes étrangers et un gouvernement partisan corrompu dans « l'exécution » des élections.

Adams a poursuivi pour dire : « Permettez-moi de souligner que les États-Unis n'ont pas de candidats à ces

élections et ne supporteront aucun candidat ou groupe de candidats ».

« Est-ce que l'administration croit que le Président Martelly est capable d'administrer des élections libres et honnêtes pour le peuple haïtien, et croyez-vous qu'il va se retirer après l'élection du prochain président d'Haïti? » a demandé Rubio.

Adams a répondu que le CEP « a démarré en retard en raison d'une impasse politique » et maintenant « ils jouent un peu de rattrapage, mais je pense qu'ils sont sur la bonne voie pour tenir le premier tour des élections le 9 août, et nous les soutenons certainement dans cet effort ».

Quant à Martelly, Adams a déclaré : « Je pense qu'il est profondément attaché, comme une partie de son héritage, à avoir des élections libres et honnêtes. Il veut les avoir parce qu'il veut coûte que coûte quitter en Février. Il me l'a dit à de nombreuses reprises ».

Le lendemain de l'audience du 15 juillet à Washington, Adams s'est rendu à New York pour participer à la conférence des donateurs au quartier général de l'ONU le 16 juillet, avec Sandra Honoré, chef de la Mission des Nations Unies pour stabiliser Haïti (MINUSTAH), Evans Paul, le Premier ministre de facto et le président du CEP Pierre-Louis Opont. Plusieurs pays, dont les États-Unis, ont apporté leur soutien financier aux prochaines élections.

Malgré l'affirmation ouverte d'Adams de l'implication américaine dans le gouvernement et l'élection d'Haïti, le président du sous-comité semblait préoccupé par une autre implication étrangère.

« Est-ce que le Venezuela joue un rôle quelconque dans l'organisation de ces élections? » a demandé Rubio.

« Le Venezuela a mentionné qu'il le pourrait, » répondit Adams avec prudence. « Je pense qu'il pourrait faire un don demain pour soutenir financièrement les élections ».

« Mais seront-ils impliqués au-delà en termes de... » lui a demandé Rubio « Non », a affirmé Adams avec la conviction d'une idée qui n'est pas claire et certaine.

« Parce que au Venezuela, le gouvernement actuel n'est pas tout à fait sincère à des élections libres et honnêtes, voilà pourquoi je le demande », a expliqué Rubio.

« Je comprends bien, » répondit Adams, avec un sourire narquois. « Oui monsieur. »

En fin de compte, Adams a terminé en affirmant que seuls les

Suite à la page 13

Signature des missions d'observation ou de décision électorale ?



Allocution de Madame Manuela Riccio, chargée d'affaires de l'Union européenne en Haïti, à l'occasion de la cérémonie de signature du Protocole d'entente

Par Marie Laurette Numa

Comme l'avait signalé le Secrétaire de l'OEA José Miguel Insulza, l'OEA va envoyer une mission pour observer les prochaines élections-sélections haïtiennes. C'est Jeudi dernier que Luis Almagro, le Secrétaire Général de l'Organisation des États américains (OEA), a nommé les deux chefs des Missions d'Observation des Élections (MOE), que l'institution enverra en Haïti pour les prochaines élections législatives et présidentielles. Il s'agit de l'ancien Ministre des Affaires étrangères du Costa Rica José Enrique Castillo, qui conduira la MOE pour les joutes du 9 Août. Cependant pour les élections présidentielles et municipales du 25 Octobre, la mission d'observation sera dirigée par l'ancien Ministre brésilien des Affaires Étrangères, Celso Amorim.

Ainsi en date du 16 juillet dernier, l'Accord de mission d'observation, est dûment signé par le Ministre des Affaires Étrangères de la République d'Haïti Lener Renauld et Luis Almagro Lemes, Secrétaire général de l'OEA,

Dans cette même veine, suite à une invitation formulée par les autorités haïtiennes, l'Union européenne va également déployer sa Mission d'Observation Electorale (MOE UE) afin d'observer les prochaines élections présidentielles, législatives, locales et municipales en Haïti.

Ainsi Federica Mogherini, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et Vice-présidente de la Commission européenne, a désigné Mme Valenciano membre du Parlement européen en tant que Chef Observateur de la mission.

En cette circonstance Mogherini a déclaré : "L'UE est au côté des Haïtiens dans leurs efforts de consolidation de la démocratie. Il est important que tous les acteurs garantissent la tenue d'élections transparentes, inclusives, crédibles et rejettent toute



Elena Valenciano

forme de violence. Je suis confiante que la Mission d'observation électorale fournira une contribution importante au processus électoral, sous la conduite de Mme Valenciano, membre du Parlement européen, en tant que Chef Observateur de la mission. "

Mme Valenciano, membre du Parlement européen, pour sa part a fait savoir que : "La Mission d'Observation électorale fait partie intégrante du soutien que l'UE octroie à Haïti. Cette mission démontre la solidarité des citoyens européens avec Haïti et notre engagement pour le soutien d'une démocratie moderne et consolidée, essentielle pour la reconstruction et le développement du pays. Nous ne venons pas pour interférer dans le processus électoral ; mais pour faire en sorte que la volonté du peuple haïtien soit reflétée le plus fidèlement possible dans les résultats électoraux, en toute transparence. Dès aujourd'hui, nous observerons toutes les étapes du processus électoral que nous soutenons activement. Je souhaite aux candidats et candidates une bonne campagne."

Signalons que les premiers observateurs de la MOE de l'UE sont déjà arrivés à Port-au-Prince depuis le 12 juillet, soit un mois avant le jour des élections. C'est à ces fins que l'OEA et l'UE ont signé chacune un protocole d'accord avec le gouvernement de facto de Martelly-Paul pour superviser les élections et sans doute décider du résultat également comme à l'accoutumée.

Law Office of
DENNIS MULLIGAN

DENNIS MULLIGAN, Attorney-at-Law

All aspects of Immigration Law

- TPS
- Residency
- Citizenship

Over 20 years experience

Nous parlons français

11 Broadway
New York, NY 10004
(near all trains)
646-253-0580

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

Marie Carmelle Robillard
Attorney At Law

2747 Coney Island Avenue
Brooklyn NY 11235
(347) 470-2575

- * Immigration
- * Guardianship
- * Personal Injury
- * Real Estate
- * Closing
- * Divorce
- * Special Education
- * Wills

NOU PALE KREYÒL

Des botanistes en exploration en Haïti !

Voici de larges extraits d'un article du journal le New York Times, relatant le séjour en Haïti de deux botanistes américains en 1903. Un compte-rendu plus « impérial que botanique », que nous pouvons considérer comme les prolégomènes de l'occupation américaine de 1915.

Myrtha Gilbert, juillet 2015

Des horticulteurs de Bronx ont eu d'intéressantes expériences au cours de leur expédition d'herborisation à l'intérieur de la république nègre d'Haïti

George Valentine Nash, jardinier en chef du Jardin Botanique du Parc de Bronx, accompagné de son assistant Harry Baker sont revenus d'une expédition visant à collecter des plantes en Haïti. Il s'agit de la première expédition d'herborisation jamais entreprise par une institution sur cette île. Ce fut une visite hautement intéressante, celle de cette fameuse République Noire où vont de rares américains et qui est la moins connue de toutes les îles.

L'île d'Haïti mesure 300 miles de long et comprend deux Républiques : la République Dominicaine qui occupe les deux-tiers de l'île à l'Est et la République d'Haïti qui occupe le tiers occidental. Cette dernière établie sous le leadership du fameux Toussaint Louverture en 1804 est plus densément peuplée avec une population d'environ 1 million 350 000 habitants.

M. Nash a passé son temps exclusivement en Haïti et l'histoire de sa visite ressemble à un chapitre d'un conte autour d'une île imaginaire comme celle de Zenda, dont l'existence à seulement 1300 miles de New-York paraît irréaliste presque incroyablement.

Cette île aux vastes chaînes de montagnes atteignant 8000 pieds de haut, se chevauchant, s'entrelaçant dans une inextricable confusion, dépourvues de chemins de fer, traversées uniquement par des sentiers à peine tracés, est recouverte d'extraordinaires forêts tropicales dont les splendides arbres de construction valent leur

pesant d'or sur le marché mondial, meurent de vieillesse sans qu'ils soient touchés par la hache.

Partout dans ces montagnes on trouve de petites huttes en paille surplombant des falaises ou au bord de quelque ravin, ce sont les maisons des paysans noirs qui cultivent leur jardin de bananes où ils mènent une vie presque aussi primitive que celle de leurs ancêtres, au cœur de l'Afrique. C'est une terre de sommets en aiguilles, et ces pics élevés, clairs au soleil du jour, s'élevant comme des îles brumeuses au milieu d'une mer houleuse d'un après-midi nuageux, offrant une vue imprenable d'une sauvage et magnifique scène de montagnes. C'est une terre d'or, d'argent, de cuivre, de fer et de charbon... une terre aux possibilités infinies qui ne pourra jamais être développée dans les conditions actuelles : une terre dirigée par l'homme noir non par le mulâtre, mais par l'homme noir.

Partout dans la République d'Haïti, la population est noire, aussi noire que les plus noirs des américains noirs. Les quelques mulâtres viennent de la Jamaïque ou de la République Dominicaine voisine. L'homme blanc est exclu par des lois rigoureuses de la possession de la terre. L'homme noir entend conserver le pouvoir dans ce pays pour lui-même. Dans la capitale Port-au-Prince, cet homme noir quand il a plein pouvoir, est un homme cultivé, raffiné, teinté de culture française, il a étudié à Paris et fréquente assidûment cette ville, il habite une coquette villa, conduit une belle voiture, parle souvent à de distingués étrangers blancs qu'il invite à dîner. Au fond des montagnes, cet homme noir, absolument illettré continue à organiser les cérémonies vaudou et s'adonne aux sacrifices humains au cœur de la forêt.

Les passeports sont nécessaires

Aucun étranger ne peut fouler le sol haïtien sans détenir un passeport de son gouvernement, visé par



Un groupe de cacos



Rosalvo Bobo

le Consul haïtien au port de sortie. Au bureau du navire à New-York, on ne vous vend pas un ticket, si vous ne montrez pas votre passeport, car le bateau a été retenu plusieurs fois par le Consul haïtien qui refusait d'octroyer des visas pour des passeports non valides à bord. Cette formalité une fois accomplie, M. Nash est parti avec dans sa poche, des lettres de recommandations du Gouverneur des provinces septentrionales d'Haïti. Ce dernier lui a remis des lettres pour chacun des vice-gouverneurs de son département, lesquels à leur tour lui fournissent des guides officiels qui jouent aussi le rôle de protecteurs. Sans cette protection, ces voyages deviendraient dangereux, pas tellement à cause d'une mauvaise disposition des gens mais à cause de leur ignorance.

Par exemple, M. Nash était en train un jour de collecter des fleurs et des feuilles de quelques arbres quand soudain surgit un natif natal brandissant une machette... et s'adressant à lui dans un langage violent, en un patois français incompréhensible.

Mon ami chrétien lui dit le botaniste, il serait nécessaire que vous parliez anglais ou du moins français pour que nous puissions dialoguer.

Le natif ne comprenait pas et la situation devenait dangereuse, quand le guide apparut. Il expliqua qu'apparemment, le belligérant s'apprêtait à tailler M. Nash en pièces et son cadavre allait servir de fumier à la terre. La raison de cette posture belliqueuse s'explique par le fait que le botaniste avait marqué plusieurs arbres et que le

natif croyait qu'il voulait revenir le déposséder par des moyens légaux de sa terre. Quand tout lui fut expliqué, il devint pacifique, et assura M. Nash qu'il pouvait prendre les échantillons qu'il voulait et même l'arbre s'il en avait besoin.

C'est là un exemple de ce qui peut arriver à un explorateur parcourant l'intérieur de ce pays sans protection... Les gens ont une vision très correcte que l'homme blanc ne laissera rien aux haïtiens.

« Leur position est correcte de leur point de vue » dit M. Nash. Cependant, le pays ne peut pas continuer ainsi. Le gouvernement fonctionne à partir des emprunts aux taux de 18 à 30%...

L'église dans chaque village constitue la chose la plus imposante de toute la zone. Dans l'une de ces constructions, le chœur était recouvert de tuiles importées de France. Le port le plus proche se situait à 50 000 des lieux et chaque tuile a été transportée à pied sur la tête des femmes noires.

Les petits villages sont construits autour d'une place centrale... un palmier est planté : l'emblème d'Haïti. Cet emblème se retrouve sur toutes les pièces de monnaie avec la devise « Liberté, Égalité, Fraternité ». La gourde est l'unité monétaire et 50 cts de gourde valent 17 cts or. C'est la valeur d'une journée de travail. Les pièces d'une, de deux et de trois cts sont couramment utilisés et la dernière est la plus courante.

Une caractéristique curieuse de ces petits villages au fond des mornes, c'est la présence de petites

boutiques syriennes où quelques syriens détiennent le commerce de la communauté et ce sont eux qui détiennent l'argent.

L'explorateur s'est exprimé abondamment au sujet de la seule plantation blanche de l'île. Le propriétaire est un belge et le manager M. Casse, un danois qui habite les lieux. La plantation mesure 1000 acres, plantées en caoutchouc et cacao. Les arbres à caoutchouc ne sont pas encore prêts pour la récolte. Pour protéger les jeunes arbres du soleil, des bananiers ont été plantés parmi eux. Il existe une usine de fabrication de confiture de bananes, fumées et préparés avec du sucre. C'est un produit concentré à valeur ajoutée commerciale beaucoup plus élevée que celle du fruit cru. Toute la production va en Europe. Il existe aussi sur la plantation des distilleries de rhum et de tafia...

Le jour des comptes n'est pas loin

Il est évident pour n'importe qui, que les États-Unis ne vont jamais permettre à aucune autre puissance de prendre possession de l'île. Il n'existe aucun pays dont l'occupation ferait autant horreur aux Haïtiens que les USA pour des raisons évidentes. Aussi, ils évitent les États-Unis dans le cadre de leurs voyages... Ils n'aiment pas les blancs.

The New York Times,
20 septembre 1903
Titre original : Botanists explore Haiti.
(Traduction libre) Myrtha Gilbert, Juillet 2015

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: 718-703-0168 * Cell: 347-249-8276

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

RINCHER

Translations
Cheapest in Town
Birth Certificate • Resume
• Divorce/Marraige Certificates

Universal Book Store
Languages • Religious • Political
• History • Educational

Radio Optimum Mondiale
Advertising • Radios • Annonces • Nouvelles

826 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 282-4033

Email: rincherexpress@gmail.com

Director: Florence Comeau

Interlink Translation Services

* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Resumé * Fax Send & Receive
* Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585

899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

JETCO Shipping

- Boxes, Barrels, Containers
- Cheapest Rates & Best Service
- Door to Door Service to All 10 Haitian Departments
- Shipping within 6 Weeks

Etienne Victorin

963 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226

Office: 718.856.2500
Cell: 347.998.7112

28tyèm anivèsè masak peyizan Jan-Rabel yo! Deklarasyon Tèt KoleTi Peyizan Ayisyen

23 Jiyè 1987-23 Jiyè 2015 sa ap fè 28 lane depi gouvènman Namphy, grandon, chef seksyon choukèt lawouze, makout te mare yon gwo konplo pou masakre 139 Ti peyizan Janrabel ak Mawotyè, youn nan pi gwo masak ki te fèt sou peyizan nan istwa peyi a. Dèyè masak sa a, te genyen enperyalis meriken ki t ap fè gwo manèv ak rimòt kontwòl li.

Masak ti peyizan Janrabel yo te òganize nan yon kontèks kote lennmi pèp ayisyen an te vle tenyen flanm lit ak rezistans tipeyizan yo ak mas popilè yo kont sa yo te rele " Plan lanmò meriken pou Ayiti." Yon plan ki t ap prepare pou pèmèt politik neyoliberal la ak politik ajisteman estriktirèl la layite kòyo. Louvri vant peyi a bay letranje pou pèmèt pwodui multinasyonal yo anvayi mache nasyonal la pou kraze pwodiksyon nasyonal la, mete Leta ayisyen sou kontwòl total kapital la epi fasilite sistèm dominasyon, esplwatasyon ak eskizyon fè piyay sou peyi a.

Lennmi pèp la te chwazi frapè peyizan Janrabel ak Bochan yo, paske nan moman sa a, yo te reprezante chen cho devan bann. Ak akonpayman ekip misyonè Janrabel ak Mawotyè nan aksyon yo, Gwoupman peyizan yo t ap konbat "Plan meriken pou Ayiti a." Yo te nan konba sa a chak fwa yo te levekanpe pou reklamen refòm agrè, yo manifeste kont prezans manje sinistre yo sou mache yo ak nan lekòl yo. Yo te nan konba kont Plan meriken an, chak fwa yo t al achte diri Latibonit pou fè kantin popilè nan 7 seksyon kominal Janrabel yo. Yo t ap konbat plan meriken an pou Ayiti a chak fwa yo te òganize yon manifestasyon pou rele chalbari dèyè chèf seksyon. Lame makout ak sistèm enjistis ak kraze zo makout divalyeris la, chak fwa yo te levekanpe kont taks sou machandiz yo ak taks sou zannimo disèt-wotè.

Kalite aksyon sa yo pa t ka fè grandon, gran nèg ak otorite restavèk yo plezi, men sitou yo pa t ka enkyete anbasad ameriken ansanm ak tout soubreka yo. Enkyetid yo te monte sitèlman wo, avan masak la, anbasad la pat ezite voye mennen ankèt sou aktivite ekip misyonè Janrabel ak gwoupman Tèt-ansanm yo. Menmjan an tou, kèk mwa avan masak jeneral Namphy te debake pèsònèlman nan bouk Jan-



rabèl la. Kidonk sosis ki te mare masak peyizan Janrabel yo te klè kon dlo kòk.

Jodi a nan lane 2015 ki fè 100 lane okipasyon ak dominasyon meriken nan peyi a " Plan meriken pou Ayiti" a ap rapouswiv epi rive nan yon faz kote gwo pisans enperyalis yo ak meriken alatèt yo ap chache rezoud sou do mas pèp la, kriz jeneral, system kapitalis la konnen nan monn lan jodi a. Nan akselere pwosesis dappiyanp sou tout richès natirèl yo; tankou tè ak min yo, pandan an menm tan yo vle refè system politik la, jiridik yo pou adapte yo pi byen ak pwòp bezwen ekonomik, politik, sosyal ak kiltirèl yo, yon jan pou ran Leta pi restavèk toujou epi febli pi plis toujou batay mas popilè yo.

Se anfas gwo defi ekonomik ak politik sa a mas popilè yo, peyizan ak peyizan yo anpatikilye twouve yo jounenjodi a, nan moman gouvènman anplas la ap pare l pou l òganize eleksyon nan peyi a, pou renouvle otorite Leta yo pou dirije peyi a tey-òrikman nan 5 pwòchèn ane yo. Yon eleksyon ki rete jiskaprezan yon posibilite parapò lòt opsyon enperyalis yo sanble genyen pou ta table pito yon gouvènman tranzisyon pou ta bayo plis tan pou rezoud anpwofondè pwoblèm egzeksyon, pwojè politik yo ta genyen pou peyi a. Se nan kontèks politik, ekonomik frajil sa a, TètkoleTi-peyizan Ayisyen yo ap make 28 lane masak Tìpeyizan Janrabel ak Bochan

Pozisyon MODEP sou konjonkti politik malouk peyi a

Mouvman Demokratik Popilè (MODEP) ap viv ak anpil kè sote kalfou difisil peyi a ap travèse jounen jodi a. Pandan pati politik yo lanse kanpay yo, san pran ankont kalandriye KEP a, sitirasyon lavichè a ap vale tèren. Jounen jodi a, se preske 60 goud pou genyen pou ka gen yon dola tonton sam. Sa ki lakoz pri pwodui yo kontinye ap monte disèt wotè. Mete sou sa, ekstrèm dwat dominiken ak konplisite dirijan ayisyen yo, ap pimpe voye tounen nan move kondisyon, yon dividal travayè ak travayèz ay-

isyen ak dominiken.

Pou nou nan MODEP, entènasyonnal la ak yon fraksyon nan gwo chab-rak ayisyen yo ap eseye reyini tout kalite pyon, pou lolo mas yo pi byen nan peryòd elektoral sa a epi kreye kondisyon pou pèp la bwè pi byen, remèd chwaf FMI ak Bank Mondyal yo, nan yon moman kote divès aktè nan peyi a ap prepare pou make 100 lane depi peyi a ap sibi okipasyon ak dominasyon enperyalis meriken.

Se nan kontèks sa a, MODEP ap mande tout pwogresis, tout òganiza-

syon popilè konsekan, tout jenn fanm ak jenn gason ki nan Inivèsite a ak nan katye popilè yo, tout fanm ak gason nan klas defavorize yo, pou yo rete viljan epi ranfòse kapasite òganizasyon ak mobilizasyon yo. Paske li klè, tout sa k ap pase jounen jodi a nan konjonkti a rantrè nan yon pwojè global, ki vize kontinye kenbe peyi a anba dominasyon epi kontinye piye tout richès li genyen tankou min lò, min kuiv, petwòl, richès ki anba lanmè elatriye.

Suite à la pae (13)

Nou pa bliye 28 Jiyè

Anpil tan pase jou va jou vyen ane pase ane tounen lapli tonbe tanpèt kraze brize lavalas bwote salte al jete nan lanmè men salte lawont 28 Jiyè 2015 lan nan pwèn anyen pou lave l se pa ti kras dlo k sot nan mòn koula nan larivyè al tonbe nan lanmè lanmè pa sere kras chak fwa nou wè

debrì salte lanmè pote tounen sou bòdlanmè d Ayiti nou sonje salte 28 Jiyè a anyen pa kab lave ki sa k pou fè n bliye merinkò meriken nou te rele lakay USMC n kreyòl ize san mwenn kontwòl ki t ap janbe lanmè ak yon kokomakak bat pran tout ti peyi konsa yo te poze lapat sou yon ti peyi tou piti ki rele Ayiti

kilakyèl pretèks blan yo vle met devan pou esplike abi 28 Jiyè 1915 nou pa gen dwa bliye dat sòlda yanki tankou chen anraje te debake nan Pòtoprens san menm di onè pou n ta reponn respè montre papye w sè wat dekyèl papye gad non niga papye se bagay nou menm blan nou mande sal nèg

Suite à la pae (13)

Pyè Sili

M pap ekri anyen pou moun Kenbe lan kè apre san tan Se jounen jodi Moun ap chache Chimen lonè, Bagay byen bèl, Bèl mèvyè sou latè.

Pyè Sili
Wi, se li.

Lan chalè koze Kote y ap fè ti dije boule Chonje li Pou nou kaba dlo lan je.

Yo te vin chavire lèt nou Sou dife.
Li di : Fe ! sou lèlmi.

Li rantrè nan listwa

Senp sòlda ak yon bal nan kè. Men listwa gen tèt di, Li pa di si li mouri Fas anlè osnon fas anba. Sa sa ka fè ? Li mouri pou lonè.

Pyè Sili
Wi, se li, wi

Georges Castera

yo. Nan kontèks sa a li enpòtan pou peyizan yo, mas popilè yo ak pèp ayisyen anjeneral konprann nan kontèks jounenjodi a, reyalye eleksyon, osinon tabli yon gouvènman tranzisyon se degouden an senkant kòb pou noumenm mas popilè yo, paske òganizasyon politik ak òganizasyon sosyal ki ta repre-

zante enterè nou pa nan kondisyon pou fè respektè vizyon ak volonte politik mas popilèyo nan kèlkeswa ka a.

Se pou sa, men sa ki dwe rete pi enpòtan pou nou nan sektè demokratik popilè pandan peryòd elektoral sa a :

- 1- Evite kite pasyon ak chalè elektoral fè nou pèdi tèt nou.
- 2- Konstriksyon ak ranfòs-

man inite nan mitan òganizasyon nou yo dwe okipe premye plas nan mitan nou, pandan n ap goumen pou egzèze dwa vòt epi òganize nou pou fè defann bilten vòt nou.

3- Kontinye travay pou konstwi epi ofri yon altènativ politik ak ekonomik nan kad yon pwojè politik konsekan ki dwe sèvi mas popilè yo.

RADIO PA NOU
1685 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
67 Khz
www.radyopanou.com
Depuis 2002
• Nouvelles
• Analyse
• Publicité
Fondateur: Jude Joseph
Bureau:
(718) 940- 3861
Studio:
(718) 701- 0220 • (718) 856- 8702
(718) 928- 7022 • (718) 462- 0992
(718) 469- 8511

Radio Soleil d'Haïti
Nouvelles • Opinion
Analyse • Musique
www.radiosoleil.com
1622 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
(718) 693-1025
(718) 693-5100
(718) 693-7806

Allo Miami!
Perspectives
RADIO SHOW
WSRF 1580 AM
Monday - Friday
2:00 - 3:00 p.m.
• News • Analysis
• Culture • Advertising
MVP
Master V Productions
Wilner Valcin,
Master V Productions, CEO
786.213.9663
mastervproductions.com
perspectives@mastervproductions.com

LEARN A NEW LANGUAGE with RINCHER'S SYSTEM
Spanish • English • French • Kreyòl
Kits contain a BOOK and 2 or 3 CDs
Price range:
only \$25 - \$35
Write, call, email, or visit:
Universal Book Store
(formerly Rincher's Book Store)
826 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
718.282.4033
Email: rincherexpress@gmail.com

RADIO Omega
98.3 FM SCA
96.3 FM SCA
www.radioomegasca.com
Former - Informer - Transformer
Audio Now: 712 432 6353
Vladimir Petit-Frère, Journaliste
Directeur Général
486 East 34th Street
Brooklyn, N.Y 11203
vladimirpetitfrere@yahoo.com
(561) 670 0122
Studios:
347 985 2028
347 985 2029
347 985 2030
Office: 347 985 2031

Quand le colonel Himmler Rébu se fait prophète de malheur...!

Par Robert Lodimus

Je viens de lire dans le quotidien « Le Nouvelliste », la publication du 17 juillet 2015, « Élections 2015 – illogiques et injustes ».



L'ex-ministre de Martelly-Lamothe, Himmler Rébu

Cette critique inquiétante de la situation pré-électorale, des conditions socio-économiques exécrables des Haïtiens des classes moyennes et pauvres, et surtout du pourrissement politique devrait retenir l'attention des principaux dirigeants de la « famille gouvernementale » dont fait partie son rédacteur, le colonel réformé Himmler Rébu. Le bateau coule. Il le dit clairement. Auront-ils la sagesse d'enfiler les gilets de sauvetage qu'il leur a lancés ? L'initiative – j'en suis presque convaincu – pourrait bien ne pas obtenir la faveur des oreilles du « prince » de la débauche et des avarices auquel semble destinée la teneur spirituelle des réflexions alarmantes. Toutefois, l'auteur de la publication a quand même vidé son cœur à la limite de sa colère, de sa déception et de sa frustration. J'ai noté. Et surtout retenu que, cette fois-ci, les linges sales ne peuvent plus se laver en famille. Mais au bord de la rivière. Depuis cette journée néfaste de l'année 2011, n'est-ce pas la passion démentielle qui domine sur la raison pure ? L'expression « grandeur patriotique » ne fait plus partie du champ sémantique des politiciens haïtiens. Cette race amorale de vipère qui a émergé après le 7 février 1986 ne cherche-t-elle pas toujours à « vaincre sans péril et à triompher sans gloire » ?

Dans un langage simple, accessible, M. Rébu a brossé avec franchise un tableau exhaustif qui ne laisse aucun doute sur la gravité des maladies dont souffre la République d'Haïti et qui la rapprochent à chaque seconde de sa fosse en terre battue. Les « cadavres » des « misérables » n'ont ni caveau ni épitaphe. Et Parfois même, ils sont descendus sans « cercueil » dans la gorge de la terre. Le diagnostic désespérant du colonel rejoint celui de plusieurs compatriotes qui sacrifient la nuit leur sommeil réparateur pour penser au devenir funeste d'un peuple à bout de souffle, écrasé sous les bottes d'un État bourgeois, pris pour cible par les « barons » de l'« Injustice sociale », tenu au collet par les oligarques que Varoufakis, l'ex-ministre de la Grèce appelle les « terroristes » de la finance internationale. Une clique de bandits sans moralité. Et sans âme. Malgré les pleurs et les grincements de dents des innombrables victimes, ils refusent de

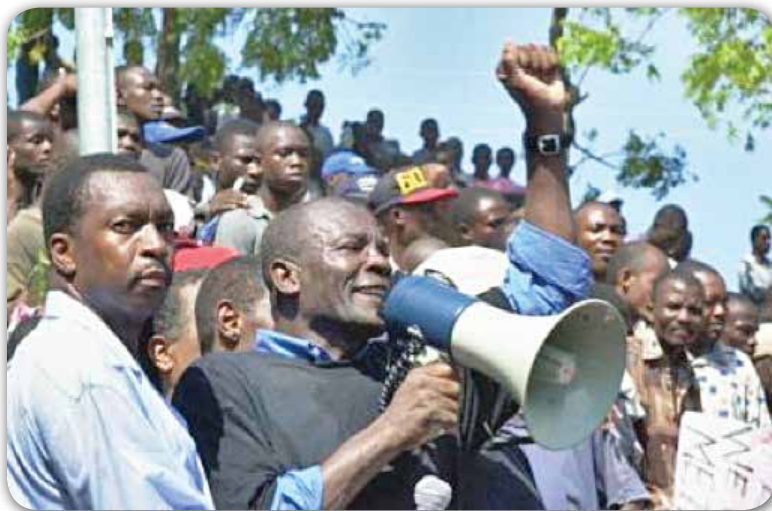
manifeste ce brin de conscience dont fit montre Javert, le persécuteur inflexible de Jean Valjean, dans l'œuvre immortelle de Victor Hugo. Les puissances politiques qui maintiennent les « pauvres » dans la déréliction mortifère sont incapables de pitié, de contrition et de repentance. Le cas de la Grèce « tsiprasienne » étouffée par ses créanciers impassibles, sans humanité, dont l'Allemagne d'Angela Merkel, semble être une évidence des sentiments de mépris et de méchanceté qui caractérisent les bailleurs de fonds internationaux, détenteurs du « capital » globalisé, et qui les poussent à humilier les nations fragilisées par les conditions dégradantes de l'endettement qui les étouffe.

Sans la moindre hésitation, le Fondateur du GREH a effectué une sortie en règle contre les héritiers indignes et illégitimes du pouvoir post-prévalien. Il a fustigé du même coup les attitudes cyniques des « néocolons » retranchés dans les missions diplomatiques et au sein de la Minustah qui imposent arrogamment une mise au pas à l'État. L'homme n'y est pas allé avec le dos de la cuillère. Comme le sorcier d'un village africain, le colonel a prophétisé sur les probabilités d'une issue endeuillée des élections de 2015 que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) est en train de brasser et de faire bouillir dans une chaudière de tromperie consciente. La recette est explosive. En bon prophète de malheur, M. Rébu prévoit déjà lui-même l'incorrigible et l'irréparable qu'il traduit par « enfer de violence ». Si un ancien colonel le dit, alors c'est peut-être vrai ! Car les forces armées d'Haïti n'ont-elles pas décroché la palme d'or en matière de coup d'État, de fraude électorale et de « bousillage » de processus de vote ?

10 mai 1950. Le colonel Paul Eugène Magloire passe les menottes aux poignets de Dumarsais Estimé et le catapulte vers l'exil avec ses proches. Il ravit le fauteuil présidentiel pour 6 ans. 22 septembre 1957. Le général Kébreau impose le taciturne « docteur du pian » au palais national. 29 novembre



Evans Paul et Himmler Rébu le 17 novembre 2002 au Cap-Haitien



Turneb Delpé et Himmler Rébu au Cap-Haitien le 17 novembre 2002

1987. Henry Namphy lâche ses fauves enragés à la ruelle Vaillant. Les malheureux votants sont déchiquetés par les tigres affamés, dévoreurs de chair humaine. Les États-Unis sourient dans sa barbe. Gérard Gourgue ne sera pas élu président. Le danger communiste est conjuré. Désinor, le candidat macoute écarté des bureaux de vote avait malheureusement raison. Le scrutin organisé par feu Jean-Robert Sabalat répandait réellement une senteur de cadavres. Une odeur de « grabuge », pour reprendre le mot menaçant utilisé par le vampire déchaîné ou le cyclope enragé. 17 janvier 1988. Henry Namphy cède sa place à Lesly François Manigat. Après 4 mois et 13 jours, le Chef du RDNP connaît le sort de Dumarsais Estimé. Il est chassé à son tour par les militaires. Le peuple ne réagit pas. Les affaires de « Satan » ne sont pas les siennes. Et ce n'est pas fini. 17

septembre 1988. Un sergent analphabète du nom d'Hébreu décide de faire aussi son cinéma politique. Avec Prosper Avril, le producteur coquin, dans le rôle principal. Quel beau palmarès en vérité pour la « Garde nationale » d'Haïti !

Ouf ! J'ai failli oublier. En avril 1989, il y a eu également la tentative du coup d'État avorté du colonel pour renverser le général putschiste Prosper Avril. Les médias nationaux et étrangers parlaient, à tort ou à raison, de cet événement politique raté – probablement improvisé ou mal planifié et organisé – en termes d'exploit héroïque. Quoique cette « affaire » bizarre nage jusqu'à présent dans une certaine profondeur de nébulosité, Himmler Rébu, Philippe Biamby, Guy François sont passés tout près, eux aussi, d'être les Napoléons d'une aventure politique au destin aléatoire.

M. Rébu figure parmi les rares « gendarmes » qui aient réussi leur réinsertion dans la société civile. Il faut dire aussi que son nom, comme militaire réformé, n'a pas été associé publiquement – jusqu'à présent – aux actes d'atrocité commis par le régime politique des Duvalier père et fils de 1957 à 1986. Cependant, les générations contemporaines et subséquentes absoudront difficilement Evans Paul, Himmler Rébu, Victor Benoît... du péché d'avoir accepté de devenir les marionnettes d'un « bouffon » ignare et minable. Comment peut-on revenir du cœur de la jungle sauvage sans être couvert de boue ?

J'avoue que je nourris moi-même un profond dégoût à l'endroit de cette « institution de brigands » à laquelle l'ex-ministre des sports des « crânes glabres » a appartenu. J'ai été emmené à la caserne à l'âge de 7 ans pour être interrogé par un capitaine délinquant. Pris de peur, les conséquences de mon silence ont coûté des séances de bastonnade et des semaines de prison à une pauvre dame qui ne s'est jamais relevée de son état d'humiliation. Les noms de Paul Eugène Magloire, Antonio Th. Kébreau, Franck Romain, Abel Jérôme, Albert Pierre, Raoul Cédras, Michel François, Philippe Biamby, William Régala, etc. dissonnent de déshonneur et de honte.

Sans aucun doute, l'histoire foudroyante ne manquera pas de remonter le lit de certaines carrières professionnelles qui s'étalent sur des périodes historiques sombres et tristement mémorables. En lisant le texte du colonel, je n'ai pas pu m'empêcher de penser à tous les noms des jeunes martyrs publiés dans le livre révélateur et accablant de Patrick Lemoine que le duvallérisme a assassiné, parce qu'ils avaient la bravoure, la vaillance de condamner exactement ce que lui, il dénonce aujourd'hui sans être inquiet : famine, analphabétisme, corruption, vol, népotisme, épidémie, assassinat, torture, chômage... Ils ont été poursuivis, persécutés, maltraités et incarcérés. Et certains d'entre eux, exécutés en public ou en cachette. Ne sont-ce pas les « gendarmes » et les volontaires de la sécurité nationale (VSN) qui ont aidé et soutenu François Duvalier dans son projet macabre de zombification et d'appauvrissement des masses ?

Beaucoup d'officiers qui ont servi dans l'armée contrôlée et dirigée par le dictateur ont parachevé leur formation à l'académie militaire de West Point dans l'État de New York. Ils sont les purs produits de l'idéologie militaire hégémonique du « dragon étoilé » cracheur de feu qui a dissout notre « armée indigène de Libération ». Et qui l'a remplacée finalement par une « gendarmerie » servile. Anti-peuple. 28 juillet 2015 marquera le centième anniversaire de l'« occupation meurtrière » qui a achevé de fouiller la tombe de la souveraineté nationale. 15 000 cas massacrés. Les horreurs indescriptibles commises par les Yankees nous ont laissé en héritage le sang de Charlemagne Péralte, Benoît Batraverse... Le Nicaragua n'a pas été non plus épargné par la doctrine de Monroe véhiculée dans le discours du 2 décembre 1823. Les sacrifices consentis par Augusto Calderón Sandino pour combattre à la même époque la présence des marines étatsuniens sur son territoire restent vivaces et profonds dans la mémoire des Nicaraguayens. J'aurais pu citer la République dominicaine dans la liste des pays occupés et outragés par Washington.

Je ne suis pas en train de m'ériger en juge suprême et inflexible de « passé » humain controversé et de « présent » individuel trouble. Le temps saura-t-il corriger les défauts d'ovalité des comportements qui renvoient à la philosophie kunderienne, Suite à la pae (15)

Greater Brooklyn Gastroenterology Care

Michel Jose Charles MD, FACC, AGAF
Board Certified Gastroenterology

Office Locations
3621 Glenwood Rd, Brooklyn NY 11210
9408 Flatlands Ave, Brooklyn NY 11236
1381-B Linden Blvd, Brooklyn NY 11212

By Appointment Only

Tel: 718-434-0202 / 718-869-1501
E-mail: charlesmjcharles@hotmail.com
"Giving care, one patient at a time."

Christine M. Mosse MD

Internal Medicine Board Certified

2336 Second Avenue (at 120th Street)
New York, NY 10035

Office hours by appointment

212.987.5200

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

Dany Laferrière et la néocolonisation d'Haïti par la culture !

Par Tontongi

Bien que les chefs de la Révolution Haïtienne fussent, à quelques exceptions près, des semi-analphabètes et ne parlent pas le français qu'approximativement, ils décidèrent, le moment venu de former un gouvernement, d'adopter le français et la culture franco-judéo-chrétienne comme langue nationale et référent identitaire de la nouvelle nation.

C'étaient 211 années de cela. Entre-temps, Haïti a connu une multiplicité de coups d'État, d'invasions et d'occupations étrangères, de révolutions et de contre-révolutions ; mais jamais le choix de la langue et de la culture franco-judéo-chrétienne comme langue et culture dominantes n'a été reconsidéré, malgré un piètre dossier et héritage d'échecs en termes d'alphabétisation et d'accès à la culture de la majorité de la population, qui ne parle que le créole haïtien ou l'haïtien.

Récemment, une politicienne canadienne d'origine haïtienne, Michaële Jean, a été élue secrétaire générale de l'OIF (Organisation internationale de la francophonie), seulement quelques mois après l'élection de Dany Laferrière, l'écrivain canado-haïtien, à l'Académie française. Quand on met ces deux événements, d'apparence séparés, dans leur contexte historique, c'est-à-dire dans une conjoncture historique où le français perd de plus en plus du terrain par rapport à l'anglais et où la France cherche éperdument à maintenir ses influences culturelles et politiques dans ses anciennes colonies, et si on y ajoute le fait que François Hollande, le président français, a déjà rencontré trois fois son homologue haïtien, Michel Martelly, au cours de ses trois années de fonction, on voit bien qu'il y a une campagne de charme par la France pour ancrer davantage Haïti dans sa sphère d'influence, spécialement à la lueur des nouveaux développements en matière linguistique qui ont eu cours en Haïti.

En effet, la France voit avec alarme l'actuel processus de conscientisation haïtienne vers un renouveau identitaire qui ne dépend en rien des dogmes légitimants dominants de l'impérialisme culturel de la France, et qui fonde sa légitimité sur la revalorisation linguistique et culturelle du créole et du vodou haïtiens, remettant en question, et espérant éventuellement abolir, l'ancienne épistémè colonialiste commencée depuis la fin du XVIIe siècle et qui se manifeste ces derniers temps par ce que j'appelle des *symbo-*

liques zombifiantes (comme l'élection à l'Académie française d'un nègre caraïbéen, après le nègre africain Léopold Sédar Senghor), c'est-à-dire des gestes conciliants et creux qui ne font que rejouer les anciennes interactions grand-blanc-et-petit-nègre qui perpétuent la problématique colonialiste et les rapports inégaux entre les humains et entre les nations.

Les jeux de miroir et les symboliques zombifiantes

À en juger par les déclarations de François Hollande durant sa visite en Haïti en mai dernier, il saute aux yeux que la France ne prend pas Haïti au sérieux. En témoigne sa déclaration en Guadeloupe que « *Quand je viendrai en Haïti, j'acquitterai à mon tour la dette que nous avons [envers Haïti]* », qui a fait croire à plus d'un qu'il entendait restituer la rançon de 150 millions de francs-or que la France avait soutirée à Haïti de 1825 à 1947 (dont la balance de paiement est passée aux États-Unis après l'occupation de 1915). Sa rectification du lendemain qu'il entendait par là « une dette morale » montre qu'il se moque du pays et que la France n'a pas encore pris la décision morale de corriger une injustice et forfaiture historiques qui ont désastreusement affecté Haïti. Il faut rappeler que cette indemnité a été imposée sous menace d'intervention militaire.

Voici ce que je dis en 2010 dans un article consacré à l'indemnité : « Nous appelons l'indemnité une escroquerie pour deux raisons particulières : Premièrement parce qu'elle a été demandée sur de fausses prémisses de droit, à savoir que les anciens colons avaient perdu des biens à cause de l'abolition de l'esclavage et que redresser leur était dû ; deuxièmement, parce que l'indemnité a été imposée sous la menace de l'invasion militaire. La France ne s'était même pas payé le luxe de l'apparence : Le 17 avril 1825, une flotte de 14 navires de guerre était à la remorque, là dans la rade de Port-au-Prince, prête à intervenir. Donc, c'était par l'utilisation de la violence, et non pas suite à un traité ou aux délibérations d'un tribunal international conséquent que l'indemnité a été demandée. Jean-Pierre Boyer, le président haïtien, pouvait certainement refuser et résister à toute attaque française, mais on peut aussi comprendre pourquoi il ne voudrait pas donner à la France une excuse de plus pour attaquer Haïti, d'autant plus qu'elle n'a cessé de menacer d'intervention militaire pour reprendre son ancienne colonie. » (1)

Ce n'est pas seulement une



L'installation de Dany Laferrière à l'Académie française en France

dette « morale » dont la France doit s'acquitter dans ce cas-là. C'est une obligation, vue d'une perspective de justice historique, incombée à la France non pas de repayer une dette morale, mais plutôt de consentir à la réparation d'une politique rapacitaire appliquée sur une durée de 122 années qui a beaucoup perturbé le projet de développement du jeune état libre haïtien.

L'offre par le président français d'aider à l'amélioration de l'éducation en Haïti n'a rien de nouveau. Elle ne fait que continuer l'ancienne formule de contrôle par l'éducation commencée depuis le Concordat de 1860 qui concède aux Frères de l'Instruction Chrétienne, une officine de l'Église catholique, le monopole de l'éducation en Haïti ; une décision qui consolidera plus d'un siècle et demi de zombification linguistique et d'impérialisme culturel français en Haïti. Le ton même de l'offre du président Hollande revêt un certain paternalisme de la part du « donateur » d'éducation et de culture à un peuple qu'il juge inculte.

En réalité, Haïti est culturellement auto-suffisant, dû en partie à sa riche tradition de productivité culturelle, et nous venons juste de réaliser que notre langue créole est un atout de développement et de complétude identitaire des plus libérateurs. En outre, il y a déjà en Haïti un grand nombre de spécialistes haïtiens très imbus de la question de l'éducation et de l'importance de la langue maternelle dans celle-ci.

Ce dont en revanche Haïti a grand besoin de la part de la France, c'est plutôt l'engagement à rembourser l'argent soutiré illégalement, un remboursement qui peut être réalisé soit par simple versement de la somme équivalente au taux actuel d'échange (une option qui doit être considérée avec

un minutieux examen étant donné la corruption administrative rampante existant en Haïti) ou par voie d'aide – équivalente à l'argent dû à Haïti – à la construction de l'infrastructure matérielle du pays, comme la construction d'efficaces réseaux routiers qui relient les départements géographiques, ou de l'aide à la production alimentaire, à la préservation de l'écosystème, au reboisement en particulier. Ces objectifs concrets, ciblés, rendront des services énormes au développement d'Haïti, contrairement aux fétiches, jeux de miroir et autres symboliques zombifiantes qui brouillent les enjeux.

Chaque empire a ses propres symboliques zombifiantes qu'il fait miroiter aux yeux des dominés pour leur faire rêver d'un monde meilleur, et accepter d'avaler d'autant la pilule amère de l'exploitation et de la dégradation. Jadis on avait évoqué la rédemption et la « mission civilisatrice » de la chrétienté pour inciter tout à tour les hérétiques et les « sauvages » du « Nouveau Monde » à recevoir – de gré ou de force – la délivrance divine que l'État impérial ou esclavagiste garantissait, souvent accompagnée par des petits privilèges accordés comme compensation terrestre. C'est un système que l'État esclavagiste à Saint-Domingue avait pratiqué à merveille, conférant titres, avantages et honneurs au *commandeur* de la plantation, qui épiait ses propres frères et sœurs de race, souvent celui-ci est beaucoup plus féroce que le maître.

Ce n'est pas seulement les empires et États esclavagistes qui pratiquent les procédés de la symbolique zombifiante, les dictatures et les corporations le font aussi. Par exemple, quand François Duvalier a remplacé le clergé breton par un clergé haïtien. En apparence, c'est une bonne chose,

des visages de prêtres noirs au lieu des visages de prêtres blancs dans la République noire d'Haïti. Mais quand on voit le processus de macoutisation qui eu lieu après coup au sein du clergé haïtien, y compris parmi les plus hautes figures de la hiérarchie comme les Mgrs François-Wolff Ligondé et Emmanuel Constant, et l'emploi de suppôt à la dictature dont la nouvelle configuration se complait à jouer, on comprend que son « indigénisation » n'a été qu'un prétexte pour des fins exécrables.

En effet, comme l'a dit Laennec Hurbon parlant des relations osmotiques entre culture et dictature en Haïti, particulièrement en relation à l'usage symbolique qu'en a fait Papa Doc durant l'entreprise de consolidation de son pouvoir dictatorial : « Il s'agissait pour lui de laisser courir des rumeurs sur son allégeance aux dieux du vaudou, et qu'ainsi les classes dominées puissent trouver une interprétation toute faite du pouvoir ou, plus exactement, que les classes s'engagent dans un processus de consentement à ce pouvoir. » C'était pour Duvalier un mouvement tactique au profit, non pas d'une vision centenaire pour « sauver la race », comme la propagande duvalériste le claironnait, mais pour des objectifs plus terre à terre : « La nomination d'évêques catholiques haïtiens, ironise Hurbon qui détecte le subterfuge zombifiant du système duvalériste, c'est cependant l'accession des masses à la lumière, l'acte par excellence du héros, du messie rédempteur de la race, à l'instar des héros de l'indépendance qui prouvent au monde blanc la valeur et la dignité – égale à la civilisation (blanche) – du monde noir. » (2)

L'instrumentalisation de Dany Laferrière

Il y a un proverbe haïtien qui dit : *Se gwo non ki tye tichen* (« C'est son gros nom pompeux qui tue le petit chien »). On l'a ébloui avec tant d'honneurs glorifiants qu'il finit par perdre son équilibre, son âme, sa vie. L'élection de Dany Laferrière à l'Académie française aurait été une source de fierté aux Haïtiens si elle était un effort sérieux de la part de l'intelligentsia française à rendre hommage à la littérature haïtienne d'expression française, et non pas une mise en scène propagandiste pour étaler la bonhomie française. Malheureusement, comme je l'ai dit dans un précédent article sur cette élection, les arrières-pensées françaises sont moins généreuses : « En fin de compte, l'élection de Dany Laferrière à l'Académie française – vue

Suite à la page 16)

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

RUSH SERVICE
SAME DAY MOST

TRANDUCTIONS
TRANSLATIONS
RESUME PREPARATION

FAX SERVICE
HAITI & CARIBBEAN

TAXES EMPLOYEE
DRIVERS
BABYSITTERS
CURRENT & BACK YEARS SELF-EMPLOYED
FILED YEAR-AROUND

K-EXPRESS
lakay se lakay

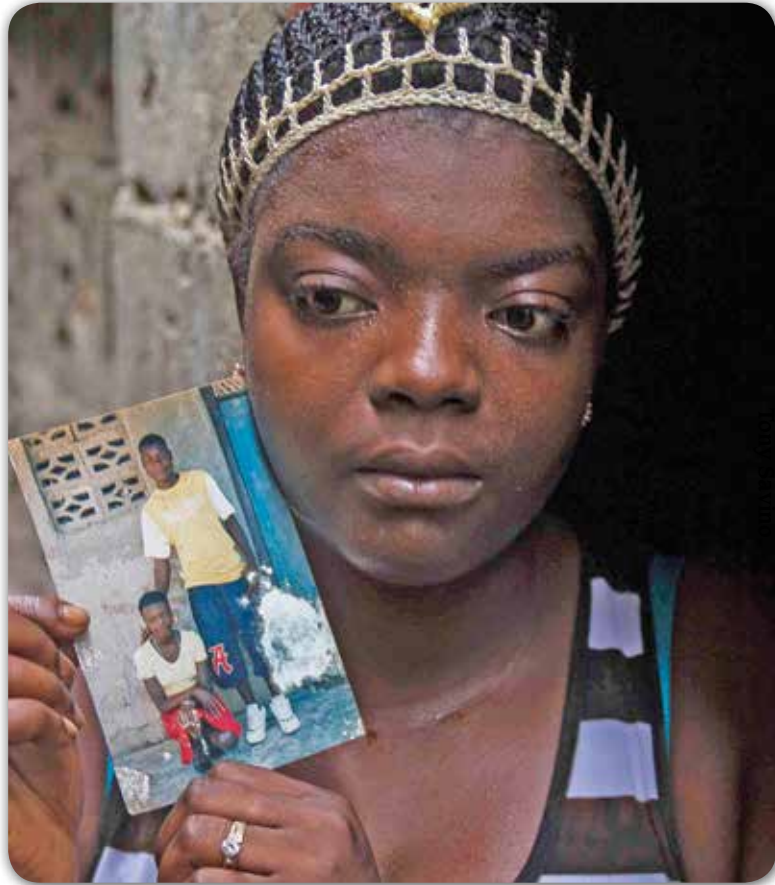
1864 NOSTRAND AVE
CORNER NEWKIRK, BROOKLYN, NY
OPEN MON-SAT 9 AM-6 PM
347-406-7823 / 718- 284-3156
FAX 347- 529-2593

AVIS

PAR CES MOTIFS, le tribunal après examen et après en avoir délibéré au vœu de la loi, le ministère public entendu dans ses conclusions écrites en la forme et au fond, favorable à l'action du requérant, accueille l'action intentée en divorce par le sieur Pierre Antoine Jeanty contre son épouse née Vilcia Virgile en la forme maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience du treize (13) Avril deux mille quinze (2015) à trois (3) heures de l'après-midi ; ce pour n'avoir pas été rebattu aux termes de l'article 287 du code de procédure civile Luc. D. Hector admet le divorce du sieur Pierre Antoine Jeanty et la femme née Vilcia Virgile pour injures graves et publiques, ce, au vœu de l'article 217 du code civil haïtien. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux tout en ordonnant à l'officier de l'Etat civil de Miragoâne sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages-intérêts envers les tiers et de rédiger l'acte de divorce des époux précités ; Commet l'huissier Morale Jean Pierre de ce siège pour la signification du présent jugement aux fins de droit tout en compensant les dépens en raison de la qualité des partis. Donné de nous, Me. Rubin Sylvestre, Juge du Tribunal de Première Instance de Miragoâne en audience publique et en ses attributions civiles de divorce du vingt-sept (27) Avril deux mille quinze (2015) ; An 212e de l'Indépendance, en présence du Ministère public représenté par Me. Mesner Elisme, Av. Subs. Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du greffier Emmanuel Désir du siège. Il est ordonné à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du ministère public près les tribunaux civils d'y tenir la main, aux commandants et autres officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi la minute du présent jugement est signée du Juge et du Greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée.
Au nom de la loi Vu la loi n'empêche.
Parquet de Miragoâne, 12 juin 2015
Me. Mesner Elisme, Av.
Me. Emmanuel Desir, Greff.

Dominican Republic: Widow of Lynching Victim in Dire Need



Erzulia Selima holds up a picture of her late husband Tulile with their daughter Yulisa

by Kim Ives and Roy Laforest

The widow of Henry "Tulile" Claude Jean, a 35-year-old Haitian shoeshine and cobbler was found lynched in a park in Santiago, Dominican Republic on Feb. 11, is sick, destitute, and living in fear in a Santo Domingo shanty town. She also longs to see her children, from whom she's been separated for over five months.

Photo journalist Tony Savino, a Haïti Liberté collaborator, visited Erzulia Selima, 22, at the home of her parents in the Dominican capital's suburban barrio of Rosa Carito.

"The apartment is in a basement with no windows, and at the time, there was no electricity," Savino reports. "The heat and humidity were unbearable."

Erzulia moved to the Dominican Republic with her parents from Plaisance when she was 11 years old, so she has spent half her life in the country. But she fears the repression and deportation campaign which Dominican authorities are currently waging against Haitians and Dominicans of Haitian ancestry.

After her husband was killed, Erzulia contracted first malaria and then typhoid fever. Now she has kidney stones, which make it difficult for her to bend over or do any strenuous lifting. Furthermore, she recently broke a tooth and now has a serious mouth infection.

With Tulile, she had two girls: Yulisa Jean, 10, and Juliana Jean, 8. After the lynching, both daughters were sent to Haiti for their safety and have not been told that their father is dead. Juliana has been asking for him, Erzulia says. The sick mother doesn't even want to tell Yulisa, who may be old enough to understand, for fear that she may tell her younger sister, traumatizing her.

In her dire state, Erzulia says she has only received some help from Edwin Paraison, a former Haitian consul and long-time Haitian activist in the DR.

Erzulia is appealing to the world for financial help so that she can visit her daughters. People can contribute to her by going to the Go Fund Me appeal at <http://www.gofundme.com/ztp7t8r> or can send money directly to her via Tony Savino's PayPal account at tonyfoto1@yahoo.com.

At Senate Hearing: Adams Spells Out U.S. Oversight of Haitian Affairs

by Kim Ives

Last week's U.S. Senate Foreign Relations Subcommittee hearing on Haiti did not turn into a partisan scuffle as we had expected.

Instead, Sen. Marco Rubio (R-FL), a Republican presidential candidate and chairman of the Subcommittee on Western Hemisphere, Transnational Crime, Civilian Security, Democracy, Human Rights, and Global Women's Issues, opened the hearing with a banal review of Haiti's political and economic situation and without the slightest criticism or questioning of the Obama administration's policies in Haiti. He believed that Haiti is of vital interest to Florida, to the United States, and to the entire Western Hemisphere," said Rubio in his prepared statement. "When Haiti is stable and prosperous, America benefits. When Haiti is unstable, insecure, and lacking the opportunities for its people, it creates vacuums where criminal gangs or worse can operate, and it can lead to migratory pressures in the United States or disastrous and deadly tragedies on the high seas."

Senators Barbara Boxer (D-CA), David Perdue (R-GA), and Cory Gardner (R-CO) also took part in the hearing but didn't have anything serious to say or question, except a short rant by Boxer about the child servants known in Haiti as *restaveks*.

However, the 45-minute long hearing did contain some interesting remarks by its sole witness, Thomas C. Adams, the U.S. State Department's Special Coordinator for Haiti. He made clear the central role that the U.S. is playing not just in the upcoming elections, but in overseeing Haiti's sovereign governmental affairs.

Most stunning was Adams' admission that Washington and its fiscal enforcement agency, the International Monetary Fund (IMF), are directly supervising the Haitian government's financial conduct.

Asserting that the "perception and reality of corruption are very high" and the Haitian accounting system "not very transparent," Adams complained that "Haiti started out [under Martelly] with over 500 bank accounts for the government, that were poorly policed."

But then former "Prime Minister [Laurent] Lamothe [who resigned in December] agreed with us to do something about this" and made an arrangement with Washington whereby "we have a [U.S.] Treasury [Department] advisor working on this along with the IMF to reduce the [number of] accounts and to set up accounting units in each ministry, and that's going pretty well."



Sen. Marco Rubio (left), the U.S. Republican presidential candidate, questioned the State Department's Thomas C. Adams during a Senate hearing on Jul. 15.

So just like under the 1915-1934 U.S. Marine occupation (which will mark its centennial on Jul. 28), today's Haiti also has U.S. supervisors watching over sovereign Haitian affairs.

Adams also explained that "at times this [foreign oversight regime] has stalled because a lot of people don't want to see this. At critical times, the prime minister [Lamothe] came in and got the ministries together and said 'Do it.' And they're continuing now through the Ministry of Finance," under the direction of Marie Carmelle Jean-Marie, who had resigned due to regime corruption in 2013 only to be brought back (due to Washington's dismay) in a cabinet reshuffle in 2014. She is today to the regime of President Michel Martelly what former World Bank official Marc "Mr. Clean" Bazin was to the regime of President for Life Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier in 1982: the U.S. State Department's deputy.

Adams also made some telling remarks about the upcoming election. "As electoral planning continues," he said, "the United States supports the CEP, the United Nations, the OAS [Organization of American States] and the Government of Haiti (including its national police) in their efforts to coordinate and execute successful 2015 elections." In a very nuanced way, he placed the CEP, Haiti's sole and independent electoral authority, on an equal footing with two foreign agencies and a corrupt partisan government in the "execution" of the elections.

The Haitian party Dessalines Coordination (KOD) and several Haitian popular organizations have expressed skepticism about the electoral process precisely because of the central role being played by the UN and OAS, who intervened at Washington's behest in the 2010/2011 election to lay the ground for Martelly's "victory."

Perhaps foreseeing the nationalist reaction he might provoke, Adams went on to say: "Let me stress that the United States has no vote in these elections and does not support any candi-

date or group of candidates."

"Does the administration believe that President Martelly is capable of administering free and fair elections for the Haitian people, and do you believe that he will step aside after the next president of Haiti is elected?" Rubio asked.

Adams replied that the CEP "got started late because of political gridlock" and now "they're playing a little catch up, but I think that they are on track to hold the first round of elections on Aug. 9, and we are certainly supporting them in that effort."

As for Martelly, Adams said: "I think he is deeply committed as a part of his legacy to having free and fair elections. He wants to have them and he wants to leave in February. He has told me that on numerous occasions."

The day after the Jul. 15 hearing in Washington, Adams traveled to New York for a donors conference at the UN General Headquarters on Jul. 16, with UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) chief Sandra Honoré and de facto Haitian Prime Minister Evans Paul in attendance. Countries, including the U.S., pledged financial support for Haiti's elections to cover what Adams said was a \$50 million shortfall.

Despite Adams' open assertion of U.S. involvement in Haiti's government and election, the subcommittee chairman seemed concerned about other foreign involvement.

"Is Venezuela playing any role in helping them conduct these elections?" asked Rubio, a Cuban-American fiercely opposed to the Cuban Revolution.

"They have mentioned they might," answered Adams cautiously. "I think they might make a pledge tomorrow to support the elections financially," which Venezuela in fact did.

"But will they be involved beyond that in terms of the actual..." Rubio pressed.

"No," Adams asserted with the conviction of an unclear authority.

"Because in Venezuela, *continued on page (14)*

On Campaign Trail, Martelly Pledges to Restore Disbanded Military Force

by CEPR

After launching the electoral campaign of his political party, Parti Haïtien Tèt Kale (PHTK), in Cap-Haïtien last week, Martelly has renewed his 2011 campaign pledge to restore the Armed Forces of Haiti (FAH), reports *Le Nouvelliste*. In a rally held in the Palmes region in the Southeast department over the weekend of Jul. 18, Martelly stated that his previous pledge was not false. He added that since his mandate began, "I have been around the world to meet with representatives of major countries on the issue."

In February 2014, Martelly formally requested technical advice on the creation of a military from the Washington D.C.-based Inter-American Defense Board (IADB), a body of the Organization of American States. Former President Jean-Bertrand Aristide disbanded the military in 1995 as the force was involved in numerous human rights violations and coup d'états. Nevertheless, on June 25, 2015, the IADB met with Haitian authorities in Port-au-Prince to officially present a "white paper" outlining the formation of a new defense force. The process has been led by Haitian Minister of Defense



President Martelly appears committed to pushing through the newly constituted Haitian Armed forces, demobilized since 1995, before his term expires in early 2016

Renauld Lener, himself a former major in the FAH.

The Director General of the IADB, Vice Admiral Bento Costa Lima Leite de Albuquerque Junior, in announcing the finalization of the "white paper" told the audience:

"The principle innovation of the Haitian White Paper, with respect to others, is that it covers the global interests of security, without limiting exclusively to questions of defense. It defines the strategic guidelines of security and national defense that give answers to 'all the risks and threats that *continued on page (14)*

«LA JEUNESSE AFRICAINE DOIT LUTTER CONTRE LE NÉOCOLONIALISME INTELLECTUEL»

INTERVIEW DE AZIZ SALMONE FALL

Coordonnateur de la campagne internationale Justice pour Thomas Sankara (CIJS), membre influent du Groupe de Recherche et d'Initiatives pour la libération de l'Afrique (GRILA), Aziz Salmone Fall est de tous les combats qui visent l'autonomisation du continent et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants. Dans cette interview exclusive accordée au Journal de l'Afrique, l'auteur du film documentaire « Africom go home » fustige la présence des bases militaires étrangères en Afrique, donne des détails sur l'évolution du dossier Sankara au Burkina Faso, etc. Il invite les jeunes générations africaines à rester vigilantes et surtout à s'organiser pour être à l'avant-garde de la libération en cours. Propos recueillis par Olivier Atemsing Ndenkop.



Le film « AFRICOM go home » s'interpose contre la présence de toutes les bases étrangères, pas seulement les installations américaines en Afrique.



Le général Rodriguez, commandant d'AFRICOM

Le Journal de l'Afrique (JDA) : Pouvez-vous faire une brève présentation du Groupe de Recherche et d'Initiatives pour la Libération de l'Afrique (GRILA) dont vous êtes le président ?

Aziz S. Fall : Merci de votre invitation. Il n'y a jamais eu de président au GRILA durant ces 30 ans. Nous fonctionnons sans hiérarchie et transversalement par des collectifs. Je suis donc seulement un membre du collectif contre l'impunité où j'ai l'honneur de coordonner depuis 20 ans la Campagne Internationale justice pour Sankara, une équipe d'avocats et de militants. Le GRILA est un organisme autonome et sans but lucratif qui fonctionne grâce à la contribution matérielle et intellectuelle de ses sections composées de membres et de sympathisant-e-s. Dans sa vision d'un monde universaliste, il tente de contribuer à l'émergence et à la consolidation du développement autocentré en Afrique et à la solidarité internationale qu'il requiert.

Concrètement, ce travail s'accomplit par la sensibilisation et par des actions sélectives dans des pays du centre, tout comme en Afrique. Le GRILA y soutient activement des forces démocratiques et progressistes qui luttent pour la destruction de toutes formes de racismes et d'ethnocentrismes ainsi que le respect des droits collectifs et de la personne ; le renversement des régimes alliés de l'impérialisme ; des ruptures sélectives avec le système mondial capitaliste ; un équilibre des revenus villes-campagnes, l'autosuffisance alimentaire, et la satisfaction pour tous des biens essentiels ; l'émancipation des femmes, l'amélioration de leurs conditions de vie et le changement des mentalités masculines ; la participation populaire et civique, la démocratie populaire et la promotion de la jeunesse ; un développement autocentré et plus écologique ayant une gestion patriotique des fonds publics ; l'avènement d'Etats panafricains régionaux et ultimement une confédération panafricaine ; Les personnes intéressées peuvent visionner cette vidéo qui marquait notre quart de siècle, écouter nos émissions hebdomadaires Amandla ou visiter le site d'archives Addax.

JDA : Malgré les actions engagées pour la libération de l'Afrique, le pillage de ses ressources continue en s'accroissant, la croissance économique ne profite qu'aux multinationales étrangères et à leurs relais locaux. L'Union Africaine se caractérise par

un manque de vitalité et de vivacité. Les jeunes Africains meurent par centaines dans la Méditerranée en tentant de rejoindre l'Europe. L'Afrique est-elle maudite ?

Aziz S. Fall : Je ne crois pas à l'existence d'une imprécation, fut-elle divine ou autre. Ce genre d'image fait partie du problème. Il s'agit simplement de problèmes humains, que les humains peuvent résoudre.

Pour l'Afrique, le « nouvel ordre mondial » ou la mondialisation n'est qu'un redéploiement sélectif du capitalisme de l'ère précédente. Il n'y permettra même pas l'émergence d'un « projet national bourgeois ». Quelques pays de ce continent au vil prix de la compradisation, pourront s'ajuster aux exigences du système mondial. Les autres, en dépit de leur croissance, vivront à son crochet et y seront progressivement marginalisés ou mis en réserve. Dans tous les cas, il n'est pas possible de se développer significativement avec les maigres redevances que paient les firmes transnationales pour nos ressources, sans compter l'incurie et les formes de corruption locale. L'ordre ou le désordre mondial est impitoyable pour l'Afrique malgré ses slogans d'émergence et de futur reluisant. Plusieurs pans des formations sociales africaines seront marginalisés et condamnés à la mendicité et soumis au règne cupide de castes de prédateurs. Les autres formations sociales qui auront la possibilité d'être intégrées au marché mondial ne le seront qu'au prix de la compradisation et de l'ajustement permanent aux conséquences, forcément de plus en plus cruelles, des exigences insatiables du grand capitalisme. C'est le sort que réserve actuellement le capitalisme à l'Afrique, c'est-à-dire la possibilité d'une vie décente à une infime minorité de privilégiés, la multitude des autres, vivant aux crochets d'une économie informelle de produits en fin de vie et des rebuts et, pour le tiers restant, la survivance dans la misère. Le désordre mondial s'acharne à gérer l'insupportable. Le marché mondialisé permet la circulation des biens, des services et des marchandises à travers les frontières, mais restreint la circulation humaine, toujours plus triée, avec la fuite de cerveaux et de bras corvéables. Les murs et les frontières des archipels de prospérité de par le monde, y compris en Afrique, s'érigeront toujours plus haut et les hordes de jeunes aux horizons bloqués s'évertueront à les franchir. Malheureusement, la plupart des pays africains, malgré l'échec des 3 dernières décennies, s'évertuent à poursuivre une hypothétique sortie de crise orchestrée par les institutions financières et les voraces transnationales du grand capital. La lutte effrénée des élites pour l'appropriation des moyens d'enrichissement, de pouvoir et de violence ravage le continent.

La dépolitisation entretenant des pans entiers de la société par des diversions culturelles et sportives et la fragmentation des pans politisés empêchent aussi une riposte collective organisée.

Bien que les aspirations populaires qui contestent cette voie dominante ne disposent pas de l'espace politique pour être concrétisées, des forces progressistes s'organisent pour qu'elles y parviennent. Il faut plus d'engagements politiques, élargir la marge d'action de l'Etat, recouvrer les espaces de souveraineté et sauvegarder le bien commun. Bref, la démocratie et les stratégies progressistes devraient être orientées dans le sens du développement autocentré et populaire.

JDA : Vous avez réalisé un film sur le quadrillage militaire de l'Afrique par les USA avec pour titre « AFRICOM go home ». Quel est le message que vous vouliez passer à travers le film ? Avez-vous l'impression qu'il a été bien reçu par le public ?

Aziz S. Fall : Le film s'interpose contre la présence de toutes les bases étrangères, pas seulement les installations américaines. Il peut être vu gratuitement sur le web en français, en anglais, et en allemand.

C'est un document de contre-propagande et de sensibilisation, aux fins non commerciales, et d'usage d'archive et de consultation. Ce document vidéo est une interprétation personnelle de l'enjeu géopolitique africain et mondial. Il n'engage que moi et nullement la responsabilité du GRILA et de ses membres. Le film s'adresse aux dirigeants africains, aux panafricains, aux internationalistes et à la jeunesse africaine préoccupés de la condition de l'Afrique dans le système monde. Il compare la vision des pères progressistes du panafricanisme à celle des tenants de la domination et leurs alliés locaux. L'objectif de ce document est une contribution subjective au suivi de la déclaration AFRICOM go home, produite en une dizaine de langues, signée par une cinquantaine de personnalités et d'organisations africaines et allemandes qui s'opposent à la présence de l'AFRICOM en Allemagne comme en Afrique. Les versions multilingues de la déclaration sont sur www.grila.org

Ce document audiovisuel est articulé sur des images du WEB dont les auteurs ne portent aucune responsabilité dans le traitement du film. Le document audiovisuel est bâti sur les enjeux fondamentaux suivants : le suivi de la déclaration *Africom Go home* et le bien-fondé de cette déclaration ; l'histoire et l'évolution de la présence militaire impérialiste et néocoloniale en Afrique sur les 50 ans ; l'avènement de l'AFRICOM, son décryptage et celui des rivalités et visées impérialistes sur le continent, mais aussi leur surveillance réciproque et leurs contradictions dans la lutte contre le terrorisme. La dénonciation de l'extension rampante et faussement humanitaire de l'AFRICOM en Afrique et sa position en Allemagne ainsi que dans toute une série de bases. Les contradictions des Africains et leurs organisations pour se défendre contre les conflits liés au pillage des ressources et l'accès au territoire. La nécessité de la résistance panafricaine et interna-

tionnaliste et la repolitisation démocratique de notre jeunesse

JDA : Dans le film, vous indiquez qu'une nouvelle recolonisation de l'Afrique est en cours. Comment se manifeste-telle ?

Aziz S. Fall : Les puissances impérialistes sont préoccupées de la coopération internationale proactive que fournissent les Chinois, les Indiens et autres pays émergents tout aussi insatiables en ressources. Incapables de poursuivre la chimère de la coopération internationale, qui de toute façon n'a jamais rempli les exigences du 0,7% de leur PIB, les pays de l'OTAN dans une hystérie guerrière ont, depuis la période de la guerre froide et de la lutte en Af-



Aziz Salmone Fall est de tous les combats qui visent l'autonomisation du continent et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants.

ghanistan, instrumentalisé l'Islamisme et ses variantes, tout comme ils ont su, durant la lutte contre l'apartheid, soutenir Pretoria et ses sbires et donner au monde l'impression du contraire. Bref, pour tempérer leur déclin économique et coopter les bourgeoisies des pays émergents dans leur sillage, il y a une surenchère terroriste qui leur permet de justifier leur parrainage de tous les pays qui ne peuvent se défendre contre le péril terroriste. Ils sont les premiers responsables de la boîte de Pandore terroriste qui désormais rhizome dans des terres fertiles du sous-développement et de la frustration ou le ressentiment antioccidental, et les agendas contradictoires s'épanchent. La conditionnalité sécuritaire est donc venue se greffer à la conditionnalité politique des ajustements économiques, dite gouvernance. Les élites africaines mystifiées et apeurées de nos Etats, qui ont été dessaisies de leurs attributs de souveraineté par les ajustements, cautionnent cette mise en tutelle et repoussent, parfois à contrecoeur, les gestes fermes d'autodéfense et de souveraineté panafricaine. Il y a donc désormais une constellation de bases où les intérêts de la Françafrique côtoient les dispositifs de l'OTAN, de l'AFRICOM, des réseaux d'intelligence de logistique et de coopération totale de nos armées et de nos leaderships politiques. Avec la dépendance technologique et la servitude volontaire de pans entiers dépolitisés ou désinformés de nos tirailleurs modernes, j'ai le sentiment que nous sommes moins préparés à résister à ce phénomène complexe que nous ne l'avions été pour résister contre la colonisation du vingtième siècle.

JDA : Devant le Congrès étasunien en mars 2014 le général Rodriguez, commandant d'AFRICOM a révélé que cette composante de l'armée US a mené en Afrique 55 opérations, 10 exercices et 481 « activités de coopération dans le domaine sécuritaire », votre commentaire ?

Aziz S. Fall : Je crois que les ténors de l'AFRICOM, en recherche permanente de financement, commencent à reconnaître ouvertement ce qu'ils dissimulaient depuis longtemps. Ils se comportent en terrain conquis. Nous avons révélé tout cela dans le film avant que le commandant ne le divulgue à l'opinion publique. En Alle-

magne, nous avons réussi à convaincre des députés de soulever la violation de la constitution allemande par les exactions de l'AFRICOM. Nous avons expliqué que ce pays ne pouvait pas, après Berlin en 1885 et maintenant Stuttgart, recoloniser l'Afrique. Nous continuons de dire qu'il faut fermer la base de l'AFRICOM à Stuttgart ainsi que toutes les bases et facilités des États-Unis et de l'OTAN sur le continent. L'Union africaine doit faire courageusement volte-face et non rester sous tutelle. Tout cela est relaté dans le film qui vieillit bien et reste d'actualité. Les Africains américains qui aiment l'Afrique, l'Afrique consciente et panafricaine doivent se réveiller avant qu'il ne soit trop tard. C'est David contre Goliath, et il nous faut beaucoup plus de David.

JDA : En enfermant Laurent Gbagbo à la Haye, en assassinant Mouammar Kadhafi, l'Occident n'est-il pas en train de passer un message fort à d'autres dirigeants qui seraient tentés de s'opposer à ses intérêts en Afrique ?

Aziz S. Fall : Je ne raisonne pas en termes d'Occident. Il y a un système monde à dominante capitaliste où l'essentiel de nos propres élites collaborent. Il y a un système multilatéral désuet, où perdurent l'impunité et la justice à deux vitesses, où il a des droits et peu de devoirs. Les forces qui sont au-dessus des lois qui ont complété contre Gbagbo et Kadhafi sont connues et arrivent d'ailleurs à leurs fins sans avoir à recourir à ces instances. Nous montrons aussi cela dans le film. L'Afrique a le record de martyrs tombés pour sauvegarder la souveraineté de son peuple. La lutte continue et de nouvelles générations apprennent qui est Sankara, Fanon, Cabral, Ben Barka ou Chris Hani et poursuivent la résistance.

JDA : Kadhafi était un grand contributeur de l'UA et payait d'ailleurs la part des Etats défaillants. Son assassinat n'a-t-il pas brisé le rêve du panafricanisme qu'il incarnait et paralysé l'UA ?

Aziz S Fall : La honte c'est l'Union africaine, principalement financée par des bailleurs étrangers et soutenue à bras le corps par les politiques volontaristes et intéressées du leader de la Jamahiriya. Ce temps est révolu, mais c'est à nous de collectivement nous doter d'une monnaie continentale, d'une armée continentale, d'un marché intérieur de biens de consommation de masse. Le rêve du panafricanisme que Kadhafi a découvert en cours de route de son cursus politique est né dans les diasporas au début du 20e siècle, il ne peut mourir. Moi, je suis le produit biologique d'un Sénégalais et d'une Égyptienne. Mon père était naturalisé congolais et c'est lui qui a ramené la famille de Lumumba en Égypte lorsque Patrice Lumumba a été assassiné par les mêmes qui recolonisent l'Afrique aujourd'hui. Vous voyez bien que le panafricanisme vit. Je suis optimiste parce que panafricain ! C'est l'Afrique, avec ses valeurs vitales écologistes, sa solidarité et sa chaleur humaine et son optimisme, malgré leur érosion, qui donnera la réponse humaine et adéquate à la mondialisation prédatrice ou hélas le monde s'éteindra !

JDA : Que sont devenus les projets panafricanistes portés par Kadhafi : Fonds monétaire africain, Banque centrale africaine, etc. ?

Aziz S. Fall : L'Union africaine a lancé plein de projets de façon volontariste sous sa houlette. Sur le principe, ils demeurent corrects. Mais l'élite de l'union africaine malgré l'évidence de l'impasse du NEPAD y croit encore. Aujourd'hui on a une stratégie pour 2050, reprenant le jargon de la Banque mondiale : des États compétents gardiens de la sécurité, des institutions fortes, avec primauté de la gouvernance et du droit, tous taillés pour

Suite à la pae (14)



100èm ANIVÈSÈ OKIPASYON MERIKEN AN AYITI (1915-2015)



**Bay kou bliye...
pote mak sonje!**



Samdi 25 Jiyè, 10 am – 6 pm: Konferans

Franklin Midy, Frantz Leconte, Jean-Claude Icart, Alex Dupuy, Berthony Dupont, Cauvin Paul

Dimanch 26 Jiyè, 6 pm – 9 pm: Sware Kiltirèl

“The Forgotten Occupation” (Alain Martin), Michèle V. Marcelin, Eric Faustin, Gwoup Kiltirèl Gran Chimen, Buyu Ambroise ak gwoup jazz li, Alix (Tit) Pascal



IS 246: 72 Veronica Place

(Ant Snyder Ave. & Albermarle Road) toupre Rogers Avenue, Brooklyn

<https://www.facebook.com/IPatriyotik>

Patriotic Initiative to Mark the 100th Anniversary of the U.S. Occupation of Haiti (1915-2015)

Saturday and Sunday, July 25–26, 2015

I.S. 246 72 Veronica Place, Brooklyn, NY 11226

(between Snyder Ave. & Albermarle Road) – Subway: B,Q,2,5 to Church Avenue

Buses: B35,B41 to Church Ave/Flatbush Ave; B44 to Nostrand Ave/Church Ave; B49 to Bedford Ave/Church Ave

Saturday, July 25th

from 10:00 am to 6:00 pm

Conference Participants:

Franklin Midy (UQAM):

La marche d’Haïti vers une occupation américaine annoncée

Frantz Leconte (CUNY):

Comment appréhender Le Choc (1932), roman de Léon Laleau

Jean-Claude Icart (UQAM):

Jacques Roumain et l’occupation

Alex Dupuy (Wesleyan):

1915-2015: The Contribution of the U.S. Occupation to the Underdevelopment of Haïti

Berthony Dupont (Haïti Liberté):

Objektif Okipasyon 1915 lan ap kontinye toujou

Cauvin Paul (CUNY):

Haïti est mal partie

Sunday, July 26th

from 6:00 pm to 9:00 pm

Cultural Program:

First Part:

10 min. Trailer “The Forgotten Occupation”

Alain Martin

Second Part:

Michèle V. Marcelin

Eric Faustin (Atis Endepandan)

Gwoup Kiltirèl Gran Chimen

Buyu Ambroise Jazz Ensemble

Alix (Tit) Pascal

Tuesday, July 28, 2015

from 6:00 pm to 9:00 pm

John Jay College

524 West 59th Street

New York, NY 10019

(between 10th & 11th Avenues)

Subway: All trains to 59th Street/ Columbus Circle

First Part:

10 min. Trailer “The Forgotten Occupation”

Followed by a talk with film director Alain Martin

Second Part:

Father Barrios (John Jay College)

Alex Dupuy (Wesleyan):

1915-2015: The Contribution of the U.S. Occupation to the Underdevelopment of Haïti



Inisyativ Patriyotik pou Make 100èm Anivèsè Okipasyon Meriken ann Ayiti (1915-2015)

<https://www.facebook.com/IPatriyotik>

Pourquoi j'ai voté contre (le 3ème Mémoire) !

Par Yanis Varoufakis

J'ai décidé d'entrer en politique pour une raison : pour être aux côtés d'Alexis Tsipras dans la lutte contre la servitude de la dette. De son côté, Alexis Tsipras me fit honneur en me mobilisant pour une raison : une conception très précise de la crise fondée sur le rejet de la doctrine Papaconstantinou [conseiller économique (2004-2007) puis ministre des Finances (2009-2012) de Papandréou, NdT], selon laquelle entre la faillite désordonnée et les emprunts toxiques, l'emprunt toxique est toujours préférable.



Varoufakis à la Vouli, le Parlement. Photo Yannīs Panagopoulos/EUROKINISSI

Il s'agit d'une doctrine que je rejetais en tant que menace constante dont le but était d'imposer, via la panique, des politiques qui garantissent une faillite permanente et, en fin de compte, la servitude par dette. Mercredi soir, au Parlement, j'ai été appelé à choisir entre (a) adopter la doctrine en question, en votant pour le texte que les « partenaires » avaient imposé à la manière d'un coup d'État et avec une brutalité inouïe à Alexis Tsipras lors du sommet européen, et (b) dire « non » à mon Premier ministre.

« S'agit-il d'un vrai ou d'un faux chantage ? », c'était la question que nous a posée le Premier ministre, exprimant ainsi le dilemme de conscience odieux qui se posait à nous comme à lui-même. De toute évidence, le chantage était vrai. Je l'avais ressenti pour la première fois, dans mon bureau, où M. Dijsselbloem me rendit visite pour me placer face au dilemme « mémorandum ou banques fermées ». Nous savions dès le départ à quel point les créanciers étaient sans scrupule. Et nous avons décidé ce que nous nous disions l'un à l'autre, encore et encore, lors des longues journées et des longues nuits à Maximou [résidence officielle du Premier ministre, NdT] : nous ferions ce qui est nécessaire pour obtenir un accord viable sur le plan économique. Nous ferions un compromis sans finir par nous compromettre [sic, NdT]. Nous reculions autant que nécessaire pour atteindre un accord au sein de la zone euro. Mais, si nous étions vaincus par la logique destructrice des mémorandums, nous livrerions les clefs de nos bureaux à ceux qui y croient pour qu'ils viennent appliquer les mémorandums quand nous serions à nouveau

dans les rues.

« Y avait-il une alternative ? », nous a demandé le Premier ministre mercredi dernier. J'estime que, oui, il y en avait. Mais je n'en dirai pas plus. Ce n'est pas le moment d'y revenir. L'important est que, au soir du référendum, le Premier ministre a estimé qu'il n'existait pas d'alternative.

C'est pourquoi j'ai démissionné, afin de faciliter son voyage à Bruxelles et lui permettre d'en ramener les meilleurs termes qu'il pourrait. Mais pas pour que nous les mettions en œuvre, quels qu'ils fussent !

Lors de la réunion de l'organisation centrale du parti, mercredi dernier, le Premier ministre nous a demandé de décider ensemble, de partager la responsabilité. Très correct. Mais, comment ? Une solution aurait consisté à faire, tous ensemble, ce que nous disions et répétions que nous ferions en cas de défaite. Nous dirions que nous étions soumis, que nous avions apporté un accord que nous considérons non viable et que nous demandions aux hommes politiques de tous les partis qui considèrent cet accord au moins potentiellement viable, de former un gouvernement pour l'appliquer.

Le Premier ministre a opté pour la deuxième solution : que le premier gouvernement de gauche reste en place, même au prix de l'application d'un accord - produit de chantage - que le Premier ministre lui-même considère inapplicable.

Le dilemme était implacable - et il l'était également pour tous. Comme Alexis Tsipras l'a bien affirmé, nul n'est en droit de prétendre être confronté à

un dilemme de conscience plus fort que le Premier ministre ou les autres camarades. Mais, cela ne signifie pas que ceux qui se sont prononcés en faveur de l'application de l'« accord » inapplicable par le gouvernement lui-même sont habités par un sens plus fort des responsabilités que ceux qui, parmi nous, se sont prononcés en faveur de la démission, remettant l'application de l'accord à des hommes politiques qui le considèrent potentiellement applicable.

À la séance plénière du Parlement, la réalité a été parfaitement bien décrite par Euclide Tsakalotos qui a expliqué que ceux qui estimaient ne pas pouvoir mettre à charge du gouvernement de Syriza la ratification de cet accord disposaient d'arguments aussi puissants que ceux qui estimaient que le gouvernement Syriza est tenu, face au peuple, de mettre en œuvre ce mauvais accord pour éviter la faillite désordonnée.

Personne parmi nous n'est plus « anti-mémorandum » qu'un autre, et personne parmi nous n'est plus « responsable » qu'un autre. Tout simplement, lorsque l'on se trouve à un carrefour aussi dangereux, sous la pression de la (mal)Sainte Alliance du Clientélisme International, il est parfaitement légitime que certains camarades proposent l'une ou l'autre voie. Dans ces conditions, il serait criminel que les uns traitent les autres de « soumis » et que les seconds traitent les premiers d'« irresponsables ».

En ce moment, en plein milieu de désaccords raisonnables, ce qui prévaut, c'est l'unité de Syriza et de tous ceux qui ont cru en nous, en nous accordant ce grandiose 61,5%. La seule façon de le garantir c'est de reconnaître mutuellement les arguments, partant du principe que les dissidents réfléchissent de manière aussi bonne, aussi responsable et aussi révolutionnaire que nous.

Partant de ces points, la raison pour laquelle j'ai voté « non » mercredi dernier était simple : nous aurions dû avoir remis les clefs de Maximou et des autres ministères, comme nous disions que nous le ferions en cas de capitulation. Nous aurions dû avoir remis les clefs à ceux qui peuvent regarder le peuple dans les yeux et lui dire ce que nous ne pouvions pas : « l'accord est dur ; mais il peut être appliqué d'une manière qui laisse un espoir de reprise et de renversement de la

Suite à la pae (15)

Un jour noir pour la démocratie en Grèce et en Europe !

Discours historique de la Présidente du Parlement grec Zoe Konstantopoulou

Mesdames et Messieurs, chers collègues,



Zoe Konstantopoulou Présidente du Parlement grec

Je voudrais commencer par remercier l'expert indépendant de l'ONU pour la Dette et les Droits humains, monsieur Bohoslavsky, qui est intervenu aujourd'hui, pour la troisième fois ce dernier mois et demi, avec son appel public à protéger la population grecque des nouvelles réductions de ses droits sociaux, droits sociaux qui ont déjà été minés et violés.

Je voudrais aussi remercier le coordinateur scientifique du Comité pour la Vérité sur la Dette Publique, monsieur Éric Toussaint qui, avec son intervention publique aujourd'hui à nouveau, indique et propose une solution pour la Grèce, pour le peuple grec. Cette solution présuppose la suppression de la dette odieuse, illégale et illégitime ; cette dette que certains essayent par tous les moyens de faire porter au peuple grec et aux nouvelles générations. Ces générations qui ne vous doivent rien, messieurs de la Nouvelle Démocratie et du PA.SO.K, vous qui avez gouverné pendant 40 ans et faites porter aujourd'hui, à chaque nouveauté, dès son premier souffle, une dette de 32 500 euros.

Aussi, je voudrais remercier ces personnes, ces mouvements et forces politiques en Europe qui s'activent et se mobilisent en disant que ceci est un coup d'État contre la Grèce, mais aussi contre son gouvernement. Je voudrais aussi remercier tous ces économistes, ces hommes de la culture, des arts, des lettres, ces intellectuels, qui ne sont pas corrompus par le pouvoir et la lie des programmes d'austérité, mais qui s'y sont opposés en affirmant qu'il est inacceptable, dans une civilisation contemporaine, en 2015, qu'une action de vengeance autoritaire et antidémocratique ait lieu contre ce peuple et ce gouvernement de la gauche et de l'opposition au mémorandum.

Mesdames et Messieurs, collègues, ce soir est un jour noir pour la démocratie en Grèce et en Europe. Mais c'est aussi un jour noir pour le Parlement grec, parce qu'avec un pur chantage, provenant de l'Union européenne et s'adressant d'abord au gouvernement et ensuite aux députés, le Parlement est appelé à ratifier, en 2h30 et sans discussions de fond, l'enterrement de sa propre fonction, de céder la souveraineté nationale, et d'hypothéquer les biens publics, en ayant comme horizon leur liquidation par un nouveau et bien plus monstrueux TAIPED (Fonds privé de gestion des biens publics), que mon parti, Syriza, appelait et appelle un « élevage de scandales ».

Il est aussi appelé à assumer l'ensemble de la dette et la prise en charge de la totalité des obligations qui y sont liées, alors que cette dette n'est pas soutenable, elle est odieuse, illégitime et illégale. Plus encore, il est appelé à ratifier davantage de réductions des retraites, des réductions qui ont été jugées anticonstitutionnelles par le Conseil d'État et qui avaient été votées en novembre 2012, quand le groupe parlementaire de Syriza entier est sorti avec des panneaux qui disaient 'Vous détruisez le pays, partez maintenant', et s'est uni ainsi au peuple et à la société, d'où il provient et à qui il appartient.

Le Parlement est appelé à ratifier davantage de réductions sur les dépens-

es publiques, malgré le fait que ces dépenses sont en dessous de la moyenne européenne, malgré l'acceptation d'excédents primaires irréalisables qui mèneraient à une plus grande récession, malgré l'acceptation du fait que la procédure démocratique du référendum a généré une perte de la confiance. Il est aussi appelé à ratifier le rétablissement de la confiance par une législation sur commande, avec des échéances irréalisables et avec l'acceptation humiliante de dé-légiférer, d'abolir des lois que nous avons votées ici au Parlement.

Si ce projet de loi, qui contient des références à un troisième mémorandum à venir, était apporté par les partis de ce pays qui sont pro-mémorandum, c'est-à-dire la Nouvelle Démocratie, le PA.SO.K, Potami, DIM.AR, et LA.O.S, je me serais adressée au Parlement avec un discours dénonçant une à une toutes ses dispositions. Cependant, c'est le gouvernement de la gauche et des forces anti-mémorandum qui amène ce projet de loi, c'est le gouvernement de Syriza et d'AN.EL, qui n'a jamais eu comme objectif d'introduire et d'appliquer des mémorandums, mais au contraire, d'en épargner la patrie. Ce gouvernement qui ne croit pas que les mémorandums de la soumission et de l'austérité sont un remède pour l'économie, mais qui soutient depuis plusieurs années qu'il s'agit bien de la mauvaise recette, du poison qui tue la société, et qui sait à quel point ceci est destructeur.

Il n'y a aucun doute que le gouvernement agit sous la contrainte, que le Premier ministre a subi le chantage le plus cruel et le plus impitoyable, avec, comme outil de chantage, la survie de son peuple. Et il n'y a aucun doute que si ce chantage est ratifié ce soir, rien n'empêchera sa répétition, non seulement contre nous, mais aussi contre d'autres peuples et d'autres gouvernements. D'ailleurs nous ne sommes pas les premiers, Chypre nous a précédés en mars 2013, le même mois où deux étudiants ont péri à Larissa par les fumées d'un réchaud, car ils n'avaient pas d'argent pour se chauffer autrement, la même année où un jeune de 18 ans a perdu la vie pour éviter le contrôle des tickets de bus car il n'avait pas les moyens de payer, la même année où Sarah, une fillette de 10 ans, a perdu la vie à Thessalonique, elle aussi à cause des émanations d'un réchaud, dans la maison où elle a vécu pendant depuis des mois sans électricité avec sa mère immigrée.

Le mémorandum a provoqué une crise humanitaire en Grèce, et nos soi-disant partenaires le savent. Ils n'ont aucun droit de menacer le gouvernement et le Premier

Suite à la pae (15)

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

FRANTZ DANIEL JEAN FUNERAL SERVICES INC.

- Funerals in All Boroughs
- Transportation of Remains
- Cremation

Nou pale kreyòl.

**5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203
718.613.0228**

grangou papye blan se fizi l viza mouche touris blan se koulè po l se boulèt kannon l epi ou vle m bliye 28 jiyè 1915 mouche blan pat vin mande azil politik se pa pou move tretman tonton makout meriken yo t ap kouri okontrè yo te vin pote move tretman montre ki jan yo griye bounda nèg sou platin kasav cho vide galon dlo lanmè nan lestonmak nèg nwè ak yon antonnwa nan dyòl ti zòrèy fè chen sivilize manje dèyè gason kanson epi ou vle n bliye sovajri sa yo bliye 28 jiyè 1915 merikò meriken pat mande rezidans yo te pran rezidans san yo pat pote bay imigrasyon peyi n santi moso tè Desalin ak Zansèt yo sanble se pou meriken li ye yo fè men bas sou Lanavaz yo make l Etazini sou kat yo yo bat banda yo jan yo pi pito vire tounen ale vini jis tan gwo zwazo lèg voras la lage yon pichon san renmèd sou Ayiti Ayisyen konn manje manje bliye Men fòk li sonje 28 Jiyè 1915 men fout mal kou mizè vye nèg pa vye chen fòk meriken sonje tou yo pat antre lakay

tankou nan jaden bannann yo te jwenn mezi pye yo devan rezistans vanyan gason k te pote fal yo devan fizi devan mitray ansasen piyajè yo pou di non sa pap pase konsa w ap pase sou kadav pou volè tè k pa pou ou epi yo kwè Ayisyen k ap bliye 28 jiyè 1915 ti nèg te mouri tankou fwonmi nan dlo savon merikò ansasinen yo ak zam k pa ret ak zam oto blendi vonmi bal si ou konnen lagrèl plato santral pou kisa letènèl pou poze lapat sou yon ti peyi tou piti si zaing ti miyòt moso tè men ki konsekan pou yo yo touye n pou li ki moun ki ka mande n bliye 28 jiyè 1915 patriyòt tout bon yo k pat gen anyen pou yo pèdi chato pat alamòd pantkò gen gou bèl oto bèl jwisans san fen te sakriye lavi yo pou di peyi n se pa n se pa kado yo te fè n kado l se swè ak san n k mete l kanpe menm swè ak san k te wouze plantasyon blan franse k ap kontinye wouze tè n yo pou fè bannann ak patat nou yo donnen pou rekòt mayi ak pitimi nou yo bèl fòk pa plis lè sa a nou sonje 18 novanm 1803

nou pa bliye tou envazyon 28 jiyè 1915 tan vanyan gason ale li pa tounen se listwa k rakonte sa nèg save chante l tou nan bèl lang franse nan bèl lang franse nan bèl pwezi papalas dorilas nou deside chante l tou nan bèl lang manman n nan men tonné nou pa ka rete nan pwezi tilintintyuet sèlman ki kote eritye gason brav yo ye eritye Pyè Sili Chalmay Peral Benwa Batravail ak tout lòt brav nan Plato Santral Maribawou Monben Kwochi Montòganize k te di nou pap fè kòve Fimen mouri Nan mwen lòt Fimen pou deklare Desalin pa vle wè blan èske nou disparèt san kite tras nou gran nèg fò yo nasyonalis deside k te fèt sere nan deng lokipasyon nan repo kote n al lonje kò k nan nou pa ka bliye 28 jiyè 1915 68 an apre merikò fwa sa a debake Mòl Sen Nikola èske pa gen patriyòt ankò onnon sila k ap vante dimansyon kokennchenn melon ap trennen nan sak yo èske yo aksepté

twoke vye frè ak sè n yo k ap sikile nan lari tout peyi ak sèt peche kapito meriken kole sou do yo pou kèk ti moso katon vèt si pe ke ryen imigrasyon ap pase devan dyòl Ayisyen tankou chen grangou timoun aryennafè ap fè filalang men fout twa fwa Gran Mèt la di non mèt granbwa mèt kalfou lesen lèmò marasa a ak tout lwa Ginen yo di non non e non sakriyè 1804 yo tout di non si alemye alatrane ta gen tandans fè n bliye 28 jiyè 1915 Desalin ap kanpe ak tout lòt Zansèt yo tout nasyonalis lontan yo tout bann abitan Peral yo l ap vin ak yon bwa chandèl tou limen pou klere je tout jwisè anndan kou andeyò peyi a tout moun k santi yo mouye zannanna kou pengwen pou yo ka li nan listwa tan lontan k ap sanble ak tan jodi pou n ka bat lestonmak nou twa fwa sèmafòt epi rive konprann vanipye yo pat mouri pou tè D Ayiti te tounen yon ma chan diz Pyè Aman (Pierre M. Armand) (Moso nan « Chan Madoulè », powèm kreyòl Pyè Aman ekri an egzil)

capitalistes occidentaux peuvent sauver Haïti à travers «l'investissement direct étranger.» Ce diplomate fatigué des administrations américaines au cours des 50 dernières années rejette la puissance créatrice et transformatrice du peuple haïtien lui-même, entravé par la déstabilisation politique, le chantage économique, la violence contre-révolutionnaire, et l'occupation militaire. Mais en dernier lieu, Adams lui a offert cette évaluation de la situation:

« Haïti a besoin de beaucoup de nouvelles lois. Ils ont beaucoup de lois archaïques. Ils ont besoin de beaucoup de choses qui feront de ce pays un endroit attrayant pour les investisseurs. Bien que nous ayons les actes législatifs HELP et HOPE pour le faire, mais il n'y a pas assez d'aide étrangère ou de transferts de fonds pour réparer le pays. Si Haïti ne peut pas attirer les investissements directs des étrangers, ça va être la même vieille histoire. Il y a eu une bonne croissance économique depuis le tremblement de terre. Quarante ans avant le tremblement de terre il y avait un taux de croissance négatif en Haïti, légèrement négatif. Cela fait environ 3 ou 4 pour cent depuis lors, mais il doit être de 7 pour cent pour éradiquer la pauvreté. Pour cela, ils doivent fixer vraiment plusieurs de leurs institutions, leur système judiciaire, et passer à la modernisation des lois, et nettoyer la corruption. S'ils le font, je pense qu'ils vont obtenir l'investissement direct de l'étranger qui finira par résoudre leurs problèmes économiques. »

En clôturant l'audience, le sénateur Marco Rubio a déclaré au diplomate Thomas Adams sans la moindre trace d'ironie: « Nous tenons à vous remercier pour services rendus à votre pays et également à Haïti »

An n fè yon ti tounen sou keksyon dola k ap vale teren ak keksyon bann ak pakèt ayisyen ak dominiken nwa, gouvènan Dominiken ap voye an Ayiti. Zafè dola a kap vale tèren sou goud la, se yon chwa politik Leta ayisyen fè depi fen lane 1980 yo. Chwa politik sa a lage bak peyi a nan men espèkilatè ki nan bank yo ak boujwazi revandèz la, k ap fè tiyon nan politik baryè lib, san yo pa pwodui anyen nan peyi a. Se pa san rezon yon seri ekonomis liberal di aklè, jan to dola a ye jounen jodi a, se vrè to de chanj lan. Kidonk, nou dwe klè, degrengolad goud la se yon bagay planifye. Nan espikasyon tèt chat gouvènè Bank Santral la bay sou kesyon an, li anonse yon seri mezi petefyèl ki ta dwe pran. Pou gouvènè a, Leta ta dwe sispann depanse nan EDH epi monte pri gaz la. Sa vle di pou gouvènè a, Leta ta dwe bay pèp la plis blakawout oubyen likide EDH bay raketè prive. Sou dosye Ayiti-Repiblik Dominikèn nan, tout sa gouvènan Mateli/Pòl la ap di jounen jodi a nan enstans entènasyonal yo, se demagoji, se bri sapat. Gouvènman an epi prezidan an anpatikilye, te toujou montre mepri yo genyen pou dosye sa. Paske

sa pa menase ni enterè klik yo, ni enterè yon gwo fraksyon nan boujwazi ayisyèn ak dominikèn nan. Se sa ki fè, malgre arè rasis tribinal konstisyonèl dominiken an, pouvwa Tèt Kale a, te pito negosye zafè komès yo ak repiblik dominikèn, olye yo te chita sou pwoblèm travayè ak travayèz ayisyen. Nan espektak maskarad ki t ap fèt sou channmas la, prezidan an te montre aklè kesyon depòtasyon an se pa yon pwoblèm, paske dapre li, se tout tan lòt peyi tankou Bayamas ap voye ayisyen tounen. Depi nan moman masak 1937 la, Leta ayisyen te toujou montre karaktè antipopilè, antitravayè li genyen. Se menm leta sa a ki nan lane 1982 sou Divalye, te kòmanse vann chak ane ofisyèlman fòs travay ayisyen yo nan batey dominiken pou ale travay tankou esklav. Se menm leta sa a ki apre katastòf 12 janvyè a, te rantrè nan konfyòl ak konpayi dominiken pou bayo pifò kontra wout ak konstriksyon yo. Se menm leta sa a ak boujwazi ki kanpe dèyè l la, ki te toujou kanpe bò kote Campellan, lè ouvriye nan Zòn franch Maribawou tap leve kanpe paske yo vle fè yo tounen esklav nan zòn franch lan. Leta pouri, raketè, piyajè sa a, pa janm sonje

pran okenn mezi, okenn politik ekonomik, sosyal, kiltirèl, anviwòmantal ak diplomatik ki nan enterè majorite popilasyon an. Kalte Leta sa a paka fè anyen serye nan dosye dominikani an, san gwo mobilizasyon pwogresis ki nan peyi a, ki sendomeng ak sila yo ki nan dyaspora a. Ki desizyon ki nesèsè nan kontèks sa a? Lè nou konsidere jan konjonkti a ap deplòtonnen la a, jan lavi a ap vin pi chè chak jou pi plis, MODEP kwè li ijan pou òganizasyon ouvriye yo, ògnaizasyon etidyan konsekan yo, ti peyizan, chomè, jenn fanm ak jenn gason kap bat dlo pou fè bè nan peyi a, timachann yo makonnen fòs yo ak vwa yo ansanm, pou kouri dèyè tout demach ki vize plonje peyi a pifon nan sityasyon restavèk ak mandyansite li ye a. Se pou sa nou dwe batay pou peyi a soti anba okipasyon epi pou etranje sispann chwazi moun ki pou dirije peyi a. Pou koumanse atake pwobèm mizè a ak pwoblèm refijye ayisyen yo, nou egzije Leta pou li pran mezi sa yo : 1) Monte salè minimòm nan suivan kou lavi a : 2) Fikse pri pwodui premyè nesèsite yo, pou bizisman raketè sis-

pann monte pri pwodui yo jan yo vle; 3) Fè tout sa l konnen pou kanpe emoraji to chanj lan, yon fason otonòm sa vle di pandan lap mete akote resèt Fon Monetè Entènasyonal yo; 4) Kanpe sou politik louvri baryè a ak liberalizasyon nan tout nivo a, patikilyèman fèmen vàn Sendomeng nan ak vàn Etazini an kap detui pwodui ti peyizan ak atizan yo; 5) Jere mache dola nan koumanse elimine tranzaksyon kap fèt andola nan peyi a; 6) Itilize Bank Nasyonal Kredi ak Bank Popilè Ayisyèn, ki se bank Leta, pou oryante pi byen politik monetè a ak politik kredi nan avantaj mas pèp la olye se yon ti klik fanmiy kap vin pi rich chak jou sou do popilasyon an 7) Fè demach pou ayisyen ki tounen yo rekiperè byen yo kite an dominikani 8) Sispann negosye zafè komès ak dominikani sou do pèp ayisyen an 9) Pote plent nan enstans entènasyonal yo, kont move tretman frè ak sè nou yo ap sibi Pou MODEP: Guy NUMA, Boumba NIXON

Immaculée Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn



Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue (entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue (entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

A seed-based supplement hailed as one of the most important anti-aging antioxidants ever discovered!

An ELIXIR of Black Raspberry Seed, Black Cumin Seed, Chardonnay Grape Seed & D-ribose.

Detoxify • Prevent & Lower High Blood Pressure • Reduce Cancer & Cardiovascular Disease • Improve Brain Function • Prevent Hearing Loss • Keep Bones Strong • Lose Weight • Improve Digestion & Vision • Increase Energy, Performance & Stamina • Lower Bad Cholesterol • Reduce Infection • Much, Much More.

BUY SINGLE PACKETS FOR ONLY \$4 EACH AT:
Tony's Health Food & West Indian Products, 2923 Glenwood Road (corner Nostrand), Brooklyn, NY
Potential Vegetal Herbs & Vitamins, 1358 Flatbush Avenue (corner E. 26th St.), Brooklyn, NY
Vitamin & Mineral Club Detox Spa, 2710b Avenue D, Brooklyn, NY
Haïti Liberté, 1583 Albany Avenue, Brooklyn, NY

Call: (203) 679-9292 • www.mypainlife.com/rejuvenation


TAP TAP HAITIAN RESTAURANT




TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

TECHNIC DRIVING SCHOOL



LEARN TO DRIVE
CAR, BUS, TRACTOR TRAILER



30 HRS BASIC DRIVER COURSE
CPR & FIRST AID TRAINING
5 HR CLASSES
6 HR DEFENSIVE DRIVING
19A CERTIFICATION

1207 ROGERS AVENUE
BROOKLYN, NY 11226
718.282.7792

could make the life of the nation vulnerable' and the interweaving with the economic development and social sustainability of the country. The field of national security includes defense policies, but doesn't limit itself to it. Other policies, like the exterior policies and the economic policies, also contribute directly to national security.

"Therefore, we understand that the Haitian White Paper of also [sic] defines a concrete space of international cooperation in the future, to the extent that the document ordered, systematized and establishes axes and sets areas of priorities for the country."

When Martelly first came to office pledging to restore the Haitian military, the plan was met with fierce resistance, both within and outside of Haiti, with key donor governments including the U.S. opposed to the idea. Reed Brody of Human Rights Watch told the Associated Press in 2011: "The Haitian army has basically been an army that's been used against the Haitian people ... It was there as an instrument of repression, so it's hard to see what Haiti gains by bringing back the army."

A document leaked to the AP in 2011 pointed to internal security as a key aspect of the newly planned force, stating, "The fragility of the Haitian state now makes it vulnerable to the risks of internal unrest that could plunge the country into anarchy." The "white paper" presented last month has not been made public.

But whereas Martelly's initial pledge to restore the military was met with resistance from the in-

ternational community, this latest move appears to have the backing of key regional and international organizations. The IADB Director General thanked both member countries of the Organization of American States and the United Nations for their assistance in the development of the "white paper." This latest push coincides with the planned drawdown of UN troops in Haiti, and indeed Martelly hinted that the new force would be able to replace the UN troops, in his speech this weekend.

Martelly appears committed to pushing this newly constituted force through before his term expires in early 2016. In his speech, he said, "Recruitment for the re-mobilization of the Armed Forces of Haiti (FAd'H) will start beginning in October," adding that recruitment will focus on the youth of the country. This echoes his comments from the campaign trail in 2011 when he told the Toronto Star that he envisioned an army that would "create employment" and "integrate youth."

With elections four-years delayed, Martelly currently is able to rule by decree, preventing legislative oversight of the process guiding the reconstitution of the army. Under pressure from the international community, Martelly has limited his decree power to scheduling elections. Top State Department officials in Washington, however, have indicated that Martelly has a strong desire not to be a "lame duck" during his last months in office. Will reconstituting the FAd'H be Martelly's final act as president?

the current government there is not very good at free and fair elections, that's why I ask," Rubio explained.

"As I understand," Adams replied, smiling. "Yes, sir."

In the end, Adams closed by asserting that only foreign capitalists can save Haiti through "direct foreign investment." This tired mantra of U.S. administrations over the past 50 years discounts the creative and transformational power of the Haitian people themselves, who have been hobbled by political destabilization, economic blackmail, counter-revolutionary violence, and military occupation.

But Adams offered this assessment:

"Haiti needs lots of new laws. They have a lot of antiquated laws. They need a lot of things that will make that country attractive to investment. While we have the Help and Hope Acts that do that, but there is not enough foreign aid or remittances to fix Haiti. If Haiti can't attract more foreign direct investment, it's going to be the same old story. There has been good economic growth in Haiti since the earthquake. Forty years before the earthquake there was a negative growth rate in Haiti, slightly negative. It's been about 3 or 4 percent

since then, but it needs to be 7 percent to eradicate poverty. For that to happen, they have to really fix a lot of their institutions, their judicial system, and pass a raft of modernizing laws, and clean up corruption. If they do that, I think they will get the foreign direct investment that will ultimately solve their economic problems."

In closing the hearing, Sen. Marco Rubio told the faithful State Department official Adams without the slightest trace of irony: "We want to thank you for your service to your country and your service to Haiti."

Suite de la page (10)

le secteur privé. Personnellement, je suis sceptique. Je propose le «panafricentrage», un désengagement sélectif du marché mondial, une construction autocentrée, une autonomie collective du continent et des échanges Sud-Sud.

C'est un grand sacrifice, certes, mais la majorité de la population y aspire, la Chine l'a fait douloureusement et l'Afrique peut faire encore mieux.

JDA : Vous êtes par ailleurs le coordonnateur de la campagne internationale Justice pour Thomas Sankara (CIJS). Comment avez-vous accueilli le renversement de Blaise Compaoré et qu'est-ce qui a changé depuis le 30 octobre 2014 ?

Aziz S. Fall : Avec soulagement. L'exhumation des 13 tombes des martyrs du 15 Octobre 1987, incluant la tombe présumée de Thomas Sankara au cimetière de Dagnoën, a fourni des pièces à conviction et des données légistes. Elles sont sous la responsabilité du juge d'instruction, du Pr Robert Soudré et du Dr Norbert Ramdé, experts près la Cour d'appel de Ouagadougou, et du Pr Alain Miras, médecin légiste expert requis et œuvrant près la cour d'appel de Bordeaux en France. La tombe présumée de Sankara, impunément profanée à deux reprises dans le passé sous le régime du Président Compaoré, jouxtait alors une décharge et des immondices. Ce travail de mise en œuvre du processus judiciaire détonne avec les pratiques d'impunité de la magistrature du régime Compaoré qui a finalement été renversé par une insurrection populaire. Après 20 ans de vaines procédures au Burkina, la CIJS avait obtenu de l'ONU des droits à la veuve Sankara et à ses enfants, marquant une première contre l'impunité en Afrique et au sein du système des Nations Unies dans le cas du meurtre d'un chef d'État. L'identification de la tombe de Thomas Sankara, une pratique d'exhumation peu africaine, n'a pour but que de faciliter la manifestation de la vérité. Ce qui importe, c'est que la page de l'impunité soit tournée,

que la justice soit rendue afin que le Burkina puisse sereinement parachever sa réconciliation.

JDA : Au-delà des discours, que font les nouvelles autorités du Burkina Faso pour que justice soit faite sur l'assassinat du Président Sankara ?

Aziz S. Fall : Le régime du président Kafando et du premier ministre Zida a décidé que le prince s'occuperait de cette question. Un juge d'instruction a été nommé. Nos avocats veillent et jusqu'à présent l'instruction suit son cours. Le peuple aussi, comme le reste de l'Afrique, est vigilant et observe ces autorités qui ont enfin commencé ce qui a été refusé pendant 28 ans. Nous savons que les assassins et leurs commanditaires sont là, les intimident et rôdent. Mais la puissance du peuple qui en a chassé quelques-uns est notre plus grande assurance.

JDA : Où trouvez-vous les moyens financiers pour payer la vingtaine d'avocats qui défendent le dossier Sankara ?

Aziz S. Fall : Comme je vous l'ai dit, nous sommes des Africains organisés et autonomes, et nous en avons fait de même lors de la lutte contre l'apartheid. Personne ne nous aide, nous nous autofinçons par nos événements et notre force est la solidarité internationaliste. Nos avocats travaillent pro bono. Tout cela n'a pas de prix et n'a que de la valeur.

JDA : Le Nigéria, première puissance économique, vient de connaître une nouvelle alternance dans la transparence et la paix. Votre réaction ?

Aziz S. Fall : J'ai une pensée pour notre ami Ken Saro Wiwa. Le pays est sommé de redistribuer la rente. La communauté internationale est aussi responsable de faire la lumière sur ceux qui, à l'origine, ont soutenu Boko Haram etc... Le Nigeria doit rester entier et éviter la spirale guerrière. Ceux qui ont comploté pour faire le Biafra, comme ceux qui veulent y imposer le chaos, savent en

réalité que ce pays est une des 3 locomotives de l'Afrique. Les Nigériens savent que nous tous sommes aussi Nigerians.

JDA : Un message à la jeunesse africaine ?

Aziz S. Fall : Le désordre mondial s'acharne à gérer l'insupportable, produit par le capitalisme néolibéralisé des 30 dernières années. C'est le temps et la tranche de cette jeunesse, souvent déshantée et aliénée, qui garde une grande capacité d'indignation, mais hélas une faible organisation. L'ordre militariste nourrit les culturalismes et entretient surtout cette radicalisation qui bascule dans le terrorisme ; ce qui justifie davantage sa répression constante et l'exigence de mise sous tutelle sécuritaire. Fuyez les sectes et les faux prophètes. Il s'ensuit une instrumentalisation croissante et une zizanie qui empêchent le vivre ensemble. Le réveil fasciste qui constitue la réponse du capitalisme sénile à sa propre crise hypothèque votre avenir. Un développement plus équilibré est la tentative de compter sur ses propres forces dans une perspective internationaliste et panafricaniste, c'est notre sortie de crise. Il s'agit de soumettre les relations extérieures aux exigences internes du développement de nos pays. Mais les consciences de plus en plus homogénéisées par les valeurs dominantes du système mondial contemporain sont incapables d'envisager cette solution. Les jeunes doivent œuvrer contre le néocolonialisme intellectuel, pour une repolitisation démocratique, la désaliénation des consciences, et la canalisation d'une intelligentsia organique capable d'épauler des projets de société alternatifs au désordre sévissant en Afrique. Un panafricanisme proactif en diaspora et sur le continent permet de s'organiser, de résister et d'imposer un autre monde.

Source : Le Journal de l'Afrique
Investig Action 8 juillet 2015

UNITY COOL CORP.
4021 AVE. J. BROOKLYN, NEW YORK 11210
Tel: (718) 377-2171 * Fax: (718) 258-0926
Email: UnityCoolCorp@aol.com
WE SPECIALIZE IN
COMMERCIAL & RESIDENTIAL
SERVICES FOR
HEATING & COOLING SYSTEM

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School
836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226
Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

**VLC
AUTO
REPAIR**

- Engines • Transmissions
- Brakes • Starters
- Oil Change • Alternators
- Inspections

547 Albany Ave. Brooklyn, NY 11203
Nou pale kreyòl!
718.363.2873

**BED STAR
Car & Limo Service**

- 24 Hour Radio Dispatched
- Fast Response • All Airports

528 Empire Blvd., Bklyn, NY 11225
718.771.2299

**GREAT LEGACY
AUTO SCHOOL**

**"At Great Legacy We Convert
Your Fears Into Confidence"**

8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
(718) 676-4514
(718) 942-4242

**Martine Dorestil, Owner
Danny Dorestil, General Manager**

5 Hour Classes
Defensive Course Saturday 9AM

catastrophe sociale ».

Le gouvernement de gauche ne peut pas prendre, face à l'Europe officielle, des engagements dont il sait qu'il ne pourra pas les réaliser. Le bien suprême que le gouvernement de Syriza doit protéger est la promesse que nous donnions quand nous nous rendions dans les capitales européennes : contrairement à nos prédécesseurs, nous ne vous ferons pas de promesses (par exemple, un excédent primaire précis) irréalisables. Le gouvernement de gauche n'a pas, en même temps, le droit de piller encore plus les victimes des cinq ans de crise sans pouvoir au moins répondre par l'affirmative à la question : « Avez-vous au moins obtenu quelque chose qui compense les mesures récessives ? »

Plusieurs camarades me disent : « N'est-ce pas mieux que ce soit nous qui tenons les rênes ? Nous qui aimons notre pays et qui avons de bonnes intentions concernant la lutte contre la corruption et l'oligarchie ? » Oui, c'est mieux. Mais, avec quels outils travailler ? La décision du Sommet européen fixe et étend l'absence totale de contrôle social sur les banques, alors que la société sera chargée de 10 à 25 milliards supplémentaires de dettes pour renflouer celles-ci.

Et, comme si cela ne suffisait pas, l'accord crée un super-TAIPED (fond d'exploitation de la propriété publique), entièrement sous le contrôle de la troïka (indépendamment du lieu où se trouve le siège de ce fond), qui privera une fois pour toutes la République hellénique du contrôle sur ses avoirs publics. Et comment l'austérité sera-t-elle vérifiée lorsqu'un trait de plume d'ELSTAT (agence des statistiques de Grèce, que nous avons cédée à la troïka mercredi dernier) déterminera la taille de l'excédent primaire ?

Et, quand la société commencera à ressentir dans ses tripes l'état des résultats de la nouvelle austérité désastreuse, quand les jeunes et les moins jeunes prendront les rues ou resteront, désespérés, chez eux, confrontés à ces résultats -ces gens dont jusqu'à présent nous portions la voix- qui les représentera dorénavant dans l'arène politique ? Le parti ayant introduit ces mesures au Parlement pourra-t-il le faire tandis que ses ministres bien-intentionnés sont forcés de défendre ces mesures, au parlement et sur les chaînes de TV, en se faisant la risée de l'opposition au mémorandum ?

« Mais, ne sers-tu pas le plan de Schäuble, en votant contre l'accord ? », me demande-t-on. Je réponds en posant ma propre question : « Êtes-vous certains que cet accord de capitulation ne fait pas partie du plan de Schäuble ? »

Le dernier rapport du FMI prévoit une dette publique supérieure à 200% du PIB, ce qui interdit au FMI d'accorder de nouveaux prêts,

L'exigence de l'ESM, sur ordre de Schäuble, que le FMI accorde de nouveaux prêts, pour prêter lui aussi à la Grèce,

Le spectacle d'un gouvernement grec qui vote pour des réformes auxquelles il ne croit pas mais, en plus, qu'il qualifie de produit de chantage,

Le spectacle d'un gouvernement allemand qui passe au Bundestag un accord avec la Grèce, un accord qu'il qualifie lui-même de non fiable et d'échec a priori.

Ne conviens-tu pas, cher lecteur, que ce qui vient d'être énoncé ce sont de puissants arguments « alliés » de Schäuble ? Existe-t-il en effet une manière plus sûre de défenestrer le pays de la zone euro que cet

Suite à la pae (18)

Un jour noir pour la démocratie en Grèce et en Europe !

Suite de la page (12)

ministre d'une destruction humanitaire totale, avec un réel holocauste, qu'ils ont eux-mêmes orchestré par leur refus d'approvisionner les banques en liquidités, afin d'obliger le Premier ministre à "enlever sa peau", et à consentir à tout ce à quoi il s'est opposé, à tout ce contre quoi il s'est battu avec constance. Il s'agit là d'un coup d'État, de l'abolition de la démocratie, de l'abolition de la fonction constitutionnelle, et d'une imposition de conditions de vie qui mèneront de façon certaine - en partie ou totalement - à la destruction (d'une partie ou de l'ensemble) de la population grecque. Il s'agit ainsi d'un crime contre l'humanité et d'un génocide social.

Je crois que le Premier ministre a fait tout ce qui lui était possible pour s'opposer à ce chantage. Personne ne peut le nier. Et personne ne peut diminuer la part de courage, de désintéressement et de grandeur morale dans son intention - aujourd'hui - de procéder à son autodestruction politique, considérant qu'ainsi il servira le peuple et la société. Je considère que le Parlement et le groupe parlementaire de Syriza ne devraient pas permettre qu'une telle chose se produise.

Je considère que le Parlement doit empêcher la réalisation du plan de la "parenthèse de gauche", mis en œuvre par des esprits pervers, qui veulent transformer le gouvernement

de gauche en réalisateur et en exécutant du mémorandum. Ceux qui veulent nous obliger, un par un et une par une, à dire et à faire l'opposé de tout ce pour quoi nous nous sommes battus, qui veulent nous humilier au point que nous ne puissions plus nous reconnaître nous-mêmes et que la société, notre allié naturel, ne puisse plus nous reconnaître comme le peuple, dont nous sommes chair de sa chair.

Nous n'avons pas le droit de laisser faire une chose pareille. Pas à cause d'une soi-disant fierté ou d'un dogmatisme idéologique, mais par la conscience profonde qu'il s'agira d'une plaie inguérissable pour le moral collectif et social, pour ce qui palpite et s'enhardit et surtout se déchaîne et grandit dans les jeunes générations. Pour tous ceux et celles qui ont cru en nous, non pas pour leur avoir promis des embauches et des privilèges, mais parce qu'ils ont fait confiance à notre constance, notre désintéressement, nos luttes et nos engagements.

Le plan de la "parenthèse de gauche", est le même plan qui voudrait que le gouvernement de la gauche et de la lutte contre le mémorandum soit discredité. Le plan qui veut que le peuple devienne désespéré et soit dépourvu de ses appuis. Qui veut la société insurgée. Et qui veut que certaines puissances de déstabilisation, comme celles que nous avons vu agir à répétition dans notre pays, revendiquent la haute main. Il

veut voir les intérêts du système de corruption agiter leurs marionnettes, désigner leurs représentants à la tête d'ELSTAT, où nous risquons de conserver monsieur Georgiou qui est responsable de la soumission du pays au mémorandum, au siège de la Banque de Grèce où nous subissons encore monsieur Stourmaras, à la tête du Fonds de stabilité financière et du TAIPED (Fonds privé de gestion des biens publics). Ce plan veut que ceux qui ont détruit le pays reviennent ressuscités, et en tant que donneurs de leçons, alors qu'ils devraient rendre des comptes à l'histoire et à la justice. Et il veut encore, malheureusement, que les forces de l'extrême droite et du fascisme, sorties tout droit de notre passé horrifiant, revendiquent la représentation authentique de la société et usurpent les luttes du peuple. Personne n'a le droit de prétendre ne pas le voir. Cette séance est d'ailleurs le prélude à tout cela.

Mesdames et messieurs, chers collègues, et ici je m'adresse à mes camarades de SYRIZA. En démocratie, il n'y a pas d'impasse. Le peuple a parlé. Il a dit un grand NON aux ultimatum, aux chantages, aux intimidations, à la propagande et à la terreur. NON aux mémorandums. Nous n'avons pas le droit de transformer ce NON du peuple en OUI avec notre vote. Nous n'avons pas le droit non plus de l'interpréter en tant que

Suite à la pae (18)

Suite de la page (7)

lorsqu'elle met en scène et en lumière « *l'insoutenable légèreté de l'être* » ? J'entends déjà les « apprentis » de Jésus qui rétorquent « *Que celui qui n'a jamais péché jette la première pierre !* » Mais moi, je dis : « **Heureux celui qui a le pouvoir de vivre parmi le diable sans qu'il le soit lui-même !** » Et, comprenez bien, l'exploit est rare. Mais pas impossible !

Plusieurs « *chefs rebelles* » qui ont tracé « *les chemins de la Liberté* » proviennent des forces militaires occultes, odieuses et franchement répressives. Le défunt **Hugo Chavez** en demeure un exemple parmi quelques uns. **Mouammar Kadhafi**, exécuté lâchement en 2011, en est un autre. Dans l'approche révolutionnaire trotskyste, cette tactique est conseillée et utilisée pour « détruire et conquérir l'État dictatorial de l'intérieur ». Seuls les « *Cherea* » - par leur position de proximité avec les « *César* » - peuvent détruire les « *Caligula* »...

Que les fameuses élections du Conseil électoral provisoire (CEP) de Pierre-Louis Opont débouchent sur un carnage, provoquent du grabuge, cela ne surprendra personne ! Les Haïtiens en ont pris l'habitude. Car ce ne serait ni le premier ni le dernier incident grave de cette nature. Avec un peuple analphabète, qui troque généralement son vote pour un quartier de cassave et un verre de clairin, quelle est la signification rationnelle d'un scrutin électoral dans un pays livré à la dépravation, dans une « *citépoubelle* » devenue un vaste repaire

de « *bandits légaux* » et de « *parias soulards* » qui ne rêvent que de *mardi gras* et qui ne parlent que le langage de la grossièreté et du sexe sale.

Napoléon Bonaparte reste dans l'histoire de la France un militaire génial et un intellectuel raffiné. Lavalette lui apprend :

« À Paris, ce sera un triomphe. On se pressera dans les rues que vous emprunterez. »

« Bah, dit Napoléon, le peuple se porterait avec autant d'empressement sur mon passage si j'allais à l'échafaud. »

Les « *chefs de bouquement* » malades de pouvoir, les « *Boutenègre* » qui « *s'occupent de politique depuis l'emprè Choulouque* », pour faire un clin d'œil à Justin Lhérisson, commencent déjà à inciter les couches vulnérables et naïves de la population à participer à la mascarade des mois d'août et d'octobre orchestrée par les instances de la communauté internationale présentes à Port-au-Prince. Ils en porteraient l'entière responsabilité, au cas où la journée de déroulement du scrutin serait étampée, entachée du sang regrettable des électeurs innocents.

Quant à moi, je fais partie de ceux qui n'ont pas de « *maître* », donc je ne vote pas. **Mes paroles vont ou va le vent.** Au péril d'une vie que, de toute façon, je perdrai un jour... **Révolution d'abord...!** Élection ensuite...!

Dans *Le comte de Monte Cristo* d'Alexandre Dumas, le personnage de l'abbé Faria est illuminant. En prison,

il déclare à Edmond Dantès victime de son alphabétisme qu'il doit penser à *s'instruire, maîtriser l'art de l'écriture, donc apprendre à se battre, avoir sa part de richesse matérielle* pour mériter une place parmi les nobles. Et le vieux religieux devenait le guide spirituel et intellectuel du jeune homme. Avec l'argent, on peut même acheter un titre de noblesse. La découverte de la « *connaissance* » et de l'existence d'un trésor caché aurait donc permis à Edmond Dantès de s'affranchir de l'ignardise aliénante et de la pauvreté humiliante pour se hisser au sommet de la société. Et même de retrouver sa fiancée et son fils.

L'avenir du peuple haïtien ne passe-t-il pas par le remplissage des conditions soulevées dans les considérations pertinentes de l'abbé Faria. Les peuples opprimés sont des Edmond Dantès. Il faut penser à les former, leur apprendre à se défendre, leur offrir la possibilité d'accéder à la richesse matérielle. C'est seulement ainsi qu'ils pourraient devenir des électeurs rationnels et remplir leur rôle de citoyennes et citoyens au sein de l'appareil sociétal. **Et seul un « État révolutionnaire » y pourvoira.**

Je rêve du jour où les universités haïtiennes penseront à introduire « *l'enseignement de l'art militaire* » dans leur curriculum. Au même titre que « *l'enseignement des religions* ». Et pourquoi pas avec l'aide du colonel Himmler Rébu ?

Robert Lodimus

Suite de la page (3)

comme la CARICOM plus indépendante que l'OEA, mais disposant de moins de moyens, demeure la plus objective. Ces missions d'observation restent dans le cadre strict de l'observation. Les observateurs gardent en général une neutralité qui agace parfois leurs homologues de l'ONU et de l'OEA surtout. La raison en est simple. Les Etats de la CARICOM n'ont pas d'ambition hégémonique sur Haïti et ils ne cherchent pas non plus à imposer leur politique sur un pays frère. Confrontés parfois aux mêmes problèmes que Haïti sur le plan économique, la plupart des Etats du bassin caribéen sont aussi pauvres que les haïtiens. Ceci explique peut-être cela. Il y a les Etats Latino américains y compris le futur géant du continent, le Brésil, qui, indépendamment de l'OEA et de l'ONU, cherchent à marquer leur présence non seulement en Haïti, mais dans d'autres Etats de la région caraïbes.

Pour le moment à part l'apport économique surtout commercial, le poids politique et diplomatique demeure quasi nul. Sauf peut-être pour le Brésil

très actif sur le dossier haïtien à travers la MINUSTAH. Les Etats du continent asiatique et le sous-continent indien par exemple se cherchent en influence sur le continent américain. Avec des Missions d'Observation Electorale, ils veulent seulement exister diplomatiquement sur le continent et dans les Caraïbes à travers des Etats parias et faibles institutionnellement comme Haïti. Sinon, rien de plus. L'Inde, le Japon, la Corée ou la Chine ne peuvent prétendre concurrencer les grands du continent américain. Ni le Canada encore moins les Etats Unis d'Amérique. Enfin, si Haïti reste un laboratoire grandeur nature pour chacun des Etats du monde ou continent de la planète, le moins visible est incontestablement l'Afrique. Sans ambition politique ni économique, la diplomatie de ces pays en Haïti est sans grande conséquence ni influence sur la politique haïtienne.

D'ailleurs les Misions d'observation électorale de ce continent ne sont que pure forme. Elles sont télécommandées par la France qui

les déploie en renfort avec ses propres missions en Haïti ou ailleurs. Les Etats africains, à l'exception de l'Afrique du Sud, vivent et évoluent pratiquement dans la même symétrie que leurs cousins haïtiens. On comprend alors qu'ils n'ont pas voix au chapitre. Ils ne le cherchent pas non plus. En fin de compte, les MOE d'Afrique sont en Haïti pour la galerie. En tout cas si les vrais et faux observateurs électoraux internationaux arrivent en cette période de l'année en Haïti, ils ne viennent certainement pas pour se prélasser sur les si jolies plages haïtiennes. Chacun d'eux dispose d'une mission spécifique et précise pour le compte de ses commanditaires respectifs. Aux Haïtiens de relever la tête comme les esclaves avant eux en 1803 et 1804 afin de dire ça suffit. Ou plus près de nous, Charlemagne Péralte le Résistant et ses camarades Cacos qui s'opposèrent en 1915 à l'occupation américaine avec les moyens dont ils disposaient.

C.C

MNN
Manhattan Community Media

Manhattan Neighborhood Network is Manhattan's public access cable network, with studios in Midtown and East Harlem.

We offer all Manhattan residents FREE state-of-the-art studios and equipment and media education classes in studio and field production and digital video editing. We also offer a youth program with production and internship opportunities!

MNN programs are created by you and reach Manhattan's over 620,000 cable subscribers.

We also stream all of our programs live online.

Visit mnn.org to learn more and for upcoming orientation dates at our 59th St Studios and the El Barrio Firehouse!

Connect with MNN
Facebook: MNN537 | Twitter: @MNN59
Instagram: MNNnyc | YouTube: MNN NYC
Vimeo: MNN | Email: info@mnn.org

Watch MNN in Manhattan on Time Warner 1995 | 1996 | 1997 | 1998 RCN 82 | 83 | 84 | 85
Verizon FIOS 33 | 34 | 35 | 36 and worldwide live streaming of all your favorite shows at MNN.org

de la perspective de l'aspiration nationale d'Haïti et du peuple haïtien à la liberté, à la dignité et au développement économique –, n'équivaldrait qu'à un jeu de mirage et de dupes, l'une de ces pseudo manigances honorifiques mises à profit par le maître colon pour flatter la vanité de l'esclave domestique. Il y a aliéné quand le bouffon du roi ne se rend pas compte de la tragédie derrière la comédie. » (3)

On comprend bien que la consécration de Laferrière ait suscité des émotions fortes chez ses concitoyens et lecteurs, mais une apologie publiée sur le site *Parole en archipel* du 5 juin 2015 l'a emporté en exagération, appelant Laferrière un « trublion », un homme qui « comme Toussaint Louverture [ou Jean-Jacques Dessalines], le fondateur de la nation, [...] n'a aucun complexe ni aucun devoir de reconnaissance envers la France ». (4)

Un trublion ? Laferrière peut bien être fier d'être Haïtien, mais il n'est certainement pas un trublion qui – comme je présume que l'auteur se réfère au sens nouveau du terme – signifie agitateur, perturbateur, empêcheur de danser en rond. À ce que je sache, ultérieurement à son départ d'Haïti en 1976, à part son anti-jeanclaudisme verbal à travers sa rubrique hebdomadaire au journal newyorkais *Haïti Observateur* au début des années 1980, Dany Laferrière n'a pris aucune action politique ou littéraire d'envergure qui le qualifierait de « trublion », un terme qui voudrait dire, dans le contexte politique et intellectuel actuel, une action qui défie l'ordre politique ambiant, c'est-à-dire les pouvoirs constitués, que ce soit en Haïti (après Jean-Claude Duvalier), aux États-Unis ou au Canada. À moins qu'on considère la publication de son livre *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer* comme une action de « trublion » !

Dans une interview qu'il a donnée à la chaîne de télévision TV5 Monde la semaine de sa réception à l'Académie française, parlant du créole haïtien, Laferrière affirme essentiellement qu'il ne s'embarasse pas de ne l'avoir pas utilisé comme langue d'écriture en guise du français et que s'exprimer ou écrire en créole haïtien n'a rien de spécial puisque les Tonton-macoutes eux aussi le parlaient. À la question « À quoi ça sert l'Académie ? », il répond qu'il espère qu'elle ne sert à rien, pour continuer sur une belle envolée rhétorique : « L'espère qu'elle sert à dire qu'il y a un espace qui négocie avec l'éternité. Vous savez, à force de ne plus rien faire qui dure plus de dix ans, l'esprit de mes contemporains ne peut même pas concevoir ce qu'est une cathédrale qui prenait des siècles pour se construire. On ne peut plus le concevoir. Pour moi ça sert à une interprétation de l'écriture qui dépasse le temporel, c'est-à-dire la politique. » Hum...

Le discours de réception devant être, selon l'usage de l'Académie française, un hommage du nouvel élu à l'« Immortel » dont il vient d'occuper la chaise, Laferrière parle naturellement de Hector Bianciotti, l'auteur argentin décédé en 2012. Cette partie du discours est bien intéressante même si un peu houleuse à cause de la longueur, mais Laferrière y fait jouer, là aussi, la magie du tour de phrase qui vous captive jusqu'au point où vous vous écoutez, fatigué.

Il commence avec une prose coulante, d'un ordre grammatical simple, limpide comme un ruisseau, à sa manière coutumière. Il fait des petits rappels historiques ça et là, comme l'aide d'Alexandre Pétion à Simon Bolívar en 1815 pour libérer l'Amérique latine de la colonisation espagnole ; ou l'occupation étatsunienne d'Haïti entre 1915 et 1934. Dans le long discours d'hommage à son prédécesseur, un discours qui met en vitrine sa grande érudition sur les grands textes de la nomenclature intellectuelle occidentale, je retiens ces beaux mots sur Bianciotti : « Ici, on se souvient d'Hector Bianciotti comme d'un homme généreux, élégant et cultivé. Trois qualificatifs qui reviennent dès qu'on apprend quelque part que j'entre à l'Académie française. "Au fauteuil de qui ?" "Hector Bianciotti." "Ah, me répond-on, vous êtes chanceux ! Ça va être facile d'en dire du bien. C'est un bon écrivain et un homme courtois." (...) Passerai-je l'examen ? (...) Comme dans un roman de Proust qu'il ne nomme pas souvent, lui préférant Alberto Savinio, mais dont la grande ombre s'étend sur son œuvre, on remarque chez Bianciotti

l'incessant exercice de mémoire où les détails s'accumulent et les analyses se bousculent jusqu'à couvrir parfois la musique intime qui relie les visages aux paysages. Une demi-douzaine de thèmes reviennent presque à chaque livre : la ferme du père, la monotone pampa dont il a tiré des sons plus proches de la musique classique que de la *milonga* locale, une famille fellinienne, en fait plus proche de Kusturica que de Fellini, avec de gros plans comme ceux sur la grand-mère qui montrent un goût certain pour le cinéma, les départs toujours précipités, l'errance dans les grandes villes, le retour avec son cortège d'émotions confuses, le temps circulaire qui appelle ces étourdissantes répétitions, tout cela fait penser à un enfant qui refuse de descendre du manège malgré une peur croissante. »

Les expressions d'excitation et d'apologie pour l'image rehaussée et positive que reflète le *standing* d'un Haïtien dans un centre culturel international respecté, sont bien compréhensibles. Ainsi, dans un article élogieux en l'honneur de Laferrière le poète Joël Des Rosiers a trouvé des mots profonds bien choisis pour rendre compte de la solennité du moment et de l'exceptionnalité de la cérémonie de réception à l'Académie française : « Et nous ressentons par une sorte d'intrusion surnaturelle toute borgésienne, peu coutumière sous la plume de Laferrière, lisant debout en costume vert dans le décor irréel de la Coupole baignée de lumière de fin d'après-midi, tout le pouvoir de la littérature. Ce qui aurait pu être un artifice littéraire, terriblement superficiel – prononcer l'éloge d'un écrivain dont on ne fréquente que l'œuvre –, devient alors un grand moment de connivences entre l'écrivain disparu, devenu à la fois le semblable et le proche de celui qui lui succède. Quand bien même Bianciotti et Laferrière divergent dans leur traitement de l'érudition, ce dernier poursuit son dialogue avec lui, au long du discours sur la capacité du langage à produire des symboles de l'exil. L'exil qui fait perdre à l'homme l'enfance, le monde et le langage. » Le « petit Dany » du quartier, pour reprendre le surnom affectueux que lui donne Marcus Garcia, ayant atteint de son vivant ses grands rêves de gloire littéraire, a ainsi inspiré de l'admiration parmi certains de ses pairs. C'est normal.

Il y a cependant une petite phrase dans l'hommage de Des Rosiers à Laferrière qui illustre notre inquiétude quant aux implications malheureuses du choix de siéger Dany Laferrière à l'Académie française : « Il y eut cet après-midi un moment de dignité. Les phrases fusaient à vrai dire avec l'espoir qu'elles se graveraient pour toujours dans le marbre de la Coupole. C'était comme si, à l'instar d'Hector Bianciotti, les victimes de l'esclavage n'étaient jamais vraiment mortes. » (5)

Et c'est justement là le danger : la possibilité qu'avec des gestes symboliques et un verbe complaisant la France puisse se dispenser de payer réparation ou compensation pour les crimes contre l'humanité commis durant l'esclavage, et après par voie de l'indemnité et des complots ultérieurs contre l'aspiration démocratique haïtienne.

À un public disposé à acclamer des nouvelles positives venant de ce coin malade de la terre qu'est Haïti, l'image d'un compatriote haïtien assis sur la chaise et dans le siège de la gloire littéraire française peut susciter d'intenses émotions, mais nous ne devons pas non plus oublier que l'Académie française est une institution française, qui sert essentiellement les intérêts de la langue et de la culture françaises.

Nous devons nous rappeler aussi que les prix littéraires tels le Médicis ou le Metropolis Bleu, que Laferrière a jusqu'ici gagnés et qu'on a souvent cités comme parcours légitimant qui le fait mériter la « montée » à l'Académie, sont des institutions culturelles respectivement française et franco-canadienne qui font la promotion de la francité telle exprimée dans la langue et la culture, et articulée, raffinée dans l'enseignement et la littérature. En tant que telles, elles font partie de l'arsenal d'abord de la colonisation française, ensuite de l'impérialisme ou du néocolonialisme français pour asservir et dominer les peuples par le triple emploi de l'armée, de l'économie et de la langue/culture.

En exceptant toutes gratifications propres à l'auteur, je ne vois pas en quoi l'élection d'un Haïtien à l'Académie fran-

çaise puisse servir les intérêts d'Haïti et sa problématique actuelle, dont le rapport d'inégalité entre le français et la langue haïtienne en est justement une des composantes.

Venant après l'installation de l'Académie du créole haïtien en décembre dernier à Pétion Ville, Haïti, un grand événement historique passé largement inaperçu par ces médias internationaux qui censent aujourd'hui l'« induction » de Dany Laferrière, on ne peut s'empêcher d'en soupçonner l'intention.

Pourquoi en effet ce tapage médiatique sur l'installation de Dany Laferrière à l'Académie française en France et tant de silence sur celle de l'Académie du créole haïtien en Haïti ? Cette juxtaposition de réactions aux deux événements montre déjà l'ampleur du décalage linguistique en Haïti. C'est une aliénéation qui a déjà trop duré, un mal qui a mis trop longtemps à être remédié. À supposer que la France voudrait vraiment reconnaître les 10% ou 15% d'Haïtiens qui parlent le français, pourquoi en faire un événement médiatique alors que l'événement médiatique vraiment extraordinaire – la création de l'Académie du créole haïtien – a été reçu avec grand silence ?

Il est vrai que l'image ou, pour employer un terme à la mode aujourd'hui, l'« optique » d'un Dany Laferrière, l'air fier, agréable, souriant, dans l'hémicycle de la vénérable institution est préférable à l'image coutumière des *boatpeople* haïtiens, l'air ahuris, peureux, misérables, fuyant leur nation dans des canots de malheur, et à celle des *tentpeople* vivant toujours sous les tentes ou simplement dans la rue, cinq ans après le tremblement de terre. En ce sens, la fierté ressentie par plus d'un est bien naturelle, excepté que le prix à payer pour ce sentiment de fierté pourrait être d'autant plus grave et dangereux qu'il est insidieux, camouflé sous les pompes de la gloire de la francité.

Moi aussi, il y a une part de moi qui applaudit l'élection de Laferrière avec grand émoi et qui dit « Bravo, mon compatriote, pour ce grand exploit ! », mais il y a aussi l'autre part de moi-même, mon petit surmoi critique qui répond : « Pourquoi une Haïti indépendante, et fière de l'être, serait-elle passible des institutions culturelles françaises dans le sens de la légitimation de sa propre validité culturelle ? »

Dans un monde où l'universalité de l'Être ne pose pas de problème, un nègre haïtien à l'Académie française serait un insignifiant sans grande conséquence parce que l'ethnicité de l'Être est transcendée par la pratique égalitaire parmi ses multiples manifestations ou représentations ; mais dans le monde réel où nous vivons, qui use la race, la nationalité, le statut socio-économique, le niveau d'éducation et d'accès à la culture comme facteurs d'exclusion, prétendre qu'un petit nègre haïtien qui siège à l'Académie française confère valeurs et légitimité, c'est accepter, sans esprit critique, les prémisses aliénantes de l'auto-centrisme de la colonisation européenne.

« Est-ce Dany Laferrière un Immortel ou un zombi littéraire ? »

Comme on peut le voir, les sentiments d'exaltation exprimés par plusieurs compatriotes ne proviennent pas seulement du « petit peuple », mais aussi d'un bon nombre de membres prééminents de la soi-disant intelligentsia, qui rivalisent d'apologies, sans souvent se garder d'exagérer le sens de l'événement, comme par exemple l'écrivain et médecin Jean-Robert Léonidas qui affirme : « Plus de 30 ans après Marguerite Yourcenar, la première femme à l'Académie Française, plus de trente-trois ans après Léopold Sédar Senghor, le premier Africain à y siéger, Dany Laferrière vient d'être effectivement admis sous la Coupole. Il y fait une entrée triomphale et avec lui toute une culture, tout un pays. Haïti existe bel et bien dans tous les secteurs. Elle est même devenue immortelle en littérature, après tant d'éclats réalisés dans le domaine par plusieurs de ses fils et filles. Mais Dany Laferrière a porté tout cela au paroxysme. (...) Cette montée en puissance d'Haïti au niveau des lettres, c'est un pied de nez à une certaine vision misérabiliste, au questionnement sans doute malencontreux de la réalité existentielle même du pays. » Plus loin dans ce texte, Léonidas estime que Laferrière « mérite » cet honneur, et qu'il est un homme généreux : « Pénétrer sous

la coupole sera glorieux pour lui, pour le monde et pour Haïti. Il aime Haïti et sa littérature. Il accueille les succès littéraires du pays, y compris le dernier prix Fémina attribué à Yanick Lahens. D'un point de vue personnel, c'est un collègue tellement généreux ! À la Porte de Versailles, au salon du livre de Paris 2013 il est même venu acheter mon dernier roman. À chacun son big-bang. Bravo Monsieur Laferrière ! » (6)

Naturellement, ce n'est tout le monde qui partage cette vision rosée de la « consécration » de Laferrière. En fait, seulement le lendemain, le professeur Gérard Bissainthe publie un court texte-réponse à l'article de Léonidas intitulé « L'écrivain Dany Laferrière est-il un Immortel ou un Zombi dans le firmament intellectuel et littéraire d'Haïti ? » Il ironise le sous-titre de l'article de Léonidas : « Il manque à ce pied-de-nez pour qu'il soit effectif une condamnation formelle de la tutelle inconstitutionnelle des Nations Unies à laquelle participe la France. » Bissainthe place l'élection de Dany Laferrière à l'Académie française dans le contexte de la lutte entre deux Haïti : « A) Une Haïti qui accepte l'occupation, à laquelle participe la France, du territoire national par la communauté Internationale. Comme il faut appeler les choses par leurs noms, c'est l'Haïti des Collabos, formellement notre Vichy. B) Une autre Haïti qui refuse et combat cette occupation : c'est l'Haïti Libre et Souveraine. La France n'ayant aucune autorité ni juridiction sur cette Haïti Libre, les Haïtiens qu'elle immortalise n'y sont, en fait, que des Zombis intellectuels, peu estimés, à moins qu'ils n'aient condamné haut et clair, urbi et orbi, cette occupation inconstitutionnelle d'Haïti. » Bref, Bissainthe voit toute la *masquerade* de la chose.

À la vérité Bissainthe n'est pas trop méchant envers Laferrière, il lui laisse une porte de sortie pour se racheter s'il consent à faire une seule chose : « Jusqu'à preuve du contraire, l'écrivain Dany Laferrière immortalisé par la France est pour l'Haïti Libre et Souveraine un Zombi Intellectuel. Son statut pourra changer, lorsqu'il fera haut et clair, urbi et orbi, une condamnation de l'occupation inconstitutionnelle d'Haïti, ce qui le dédouanera et lui permettra d'être apprécié à sa juste valeur par les Haïtiens de l'Haïti Libre et Souveraine et par l'ensemble du peuple haïtien libre et souverain. » (7)

C'est intéressant que Bissainthe emploie le terme « Zombi littéraire » [ou *Zombie, Zombi*], pour désigner Laferrière lui-même. Dans l'imaginaire haïtien un *Zombi* est quelqu'un qui est induit à l'état d'asservissement grâce à l'action de détournement et de dépersonnalisation d'une autre personne (un *bòkò*, sorcier).

Cette caractérisation rejoint, métaphoriquement parlant, l'analyse que je fais ici sur l'encensement de Laferrière par l'Académie française, que je vois comme un artifice, une *symbolique zombifiante* mise à profit par l'impérialisme culturel français pour l'amadouer dans le but d'aider à sa consolidation en Haïti. En ce sens, un *Zombi littéraire* est un terme ni trop fort, ni trop dur pour qualifier la sorte d'instrumentalisation dont Laferrière s'est laissé employer.

On peut certes objecter que cette caractérisation n'est pas si pertinente parce que l'état de zombification est toujours une *victimisation*, une action maléfique contre la volonté et l'appréhension d'une autre personne, alors que la consécration de Laferrière par l'Académie française a été instiguée et *voulue* par lui-même. C'est vrai, mais on ne peut pas oublier que l'opprimé, comme l'a montré Frantz Fanon dans le cas de Mayotte Capécia, l'auteur de *Je suis Martiniquaise* – œuvre d'auto-myopie et d'auto-dévaluation des plus exécrables –, peut passer de l'état d'asservissement à celui d'*auto-asservissement* quand son ascension dans la hiérarchie de valeurs instaurée par l'ordre dirigeant ambiant l'amène à *internaliser* les présumés justificateurs de cet ordre dirigeant. (8)

Le professeur Michel DeGraff est l'un des éminents intellectuels haïtiens qui voient l'élection de Dany Laferrière pour ce qu'elle est en réalité : une entreprise pour consolider l'emprise hégémonique du français en Haïti contre l'affirmation de la langue haïtienne : « On m'a appris à mépriser la langue créole depuis mon tout jeune âge sur les bancs de Saint Louis de Gonzague où le Frère Raphaël Berrou (un Blanc français) nous disait que le créole ne peut nous mener pas plus loin que La Gonâve. Et puis, les frères de Saint Louis nous enjoignaient

d'apprendre par coeur les poèmes de Carl Brouard, qui a dit que les palabres sur le créole sont prématurés parce qu'Haïti ne peut se développer avec le créole. »

Linguiste, proche de Yves Déjean, le farouche défenseur du créole haïtien, DeGraff a en horreur les dégâts qu'ont causés l'épistémologie francophile et les pratiques d'acculturation et d'exclusion au sein de la société haïtienne, que ce soit en Haïti ou en Diaspora. Dans sa réponse au discours de réception de Laferrière, il énumère six raisons « qui m'amènent, dit-il, en tant que linguiste qui travaille sur la langue et l'éducation comme facteurs de développement en Haïti, à critiquer le discours que Dany Laferrière a prononcé devant l'Académie française en date du 28 mai 2015 ».

Les six raisons sont les suivantes : 1) « Avec les grands pouvoirs viennent toujours les grandes responsabilités » ; 2) « L'Académie française est là pour défendre la France, pas pour défendre Haïti » ; 3) « Nous ne devons pas oublier qu'Haïti est un pays où tout le monde parle le créole à côté d'une petite minorité qui parle le français » ; 4) « Jean-Jacques Dessalines lui aussi défendait la langue créole et il savait bien que la France pourrait se servir de la langue française pour ligoter notre esprit » ; 5) « Moi aussi, comme linguiste, éducateur et académicien siégeant à l'Académie créole, je me sens obligé de défendre la langue créole même si je n'ai rien contre ni le français, ni aucune autre langue » ; et 6) « Je hais les barrières érigées entre les langues qui continuent de bloquer l'accès à la connaissance pour la plupart des Haïtiens. » (9)

Comme on le voit, les six raisons de DeGraff renferment toute une vision de la révolution linguistique en Haïti. Après avoir cité Amin Maalouf, membre de l'Académie française, qui s'est demandé dans sa réponse à Laferrière « Comment persuader nos contemporains, et notamment nos compatriotes, qu'ils ont toute leur place au sein de la civilisation globale qui se construit, sans qu'ils aient à sacrifier leur langue, leur culture, leur trajectoire propre, ni leur dignité ? Comment leur éviter de se sentir déposés, envahis, exclus ou marginalisés ? », DeGraff termine avec ces mots : « Le créole est important : pour apprendre aux élèves de se servir de leur langue maternelle comme de droit, ce qui leur aidera à devenir brillants dans n'importe quelle discipline qu'ils choisissent. Ainsi, ils pourront se servir de leur propre richesse linguistique et culturelle pour créer plus de richesse pour eux-mêmes et pour leur pays. » (10)

Tout au commencement de sa réponse, DeGraff s'est demandé si, après lecture, on ne va pas lui demander « si c'est parce que je suis contre le français que je critique Dany Laferrière ». Il estime que si on lit sa note on comprendra le bien-fondé de sa position. En vérité, je doute fort qu'on comprendra jamais – « on » se réfère ici à la classe intellectuelle francophile – pourquoi la domination de la langue et de la culture françaises en Haïti est servie comme obstacle non seulement au développement d'Haïti, mais aussi, plus profondément, à la complétude existentielle des Haïtiens.

À remarquer en outre que DeGraff soutient, comme d'ailleurs la majorité des linguistes haïtiens, la revendication qui demande que le créole haïtien devienne la langue d'instruction principale dans tous les niveaux de l'éducation, du jardin d'enfants à l'université.

Il y a justement aliénéation quand des données qui devraient normalement aller de soi – comme cet axiome sur l'enseignement dans la langue maternelle – ne sont pas si claires après tout et que les protagonistes, les individus « en situation », comme dirait Sartre, ferment leurs yeux ou deviennent récalcitrants aux possibilités de dépassement et de transcendance.

La transhistoricité de la domination culturelle

Edward Said, dans *Culture And Imperialism*, a bien compris ce qu'il appelle l'*interconnectivité* entre le passé et le présent colonial : « La façon dont nous articulons ou représentons le passé conditionne notre compréhension et notre point de vue du présent », dit-il. Il voit bien le rapport de complémentarité inter-pénétrante qui existe entre les diverses composantes de

Suite à la pae (18)

Le drapeau cubain flotte de nouveau sur Washington !

L'ambassade de Cuba aux États-Unis a été officiellement inaugurée. La Section des intérêts nord-américains à La Havane est également devenue ambassade des États-Unis à Cuba. C'est la fin officielle de 54 années de froid diplomatique. Les États-Unis et Cuba ont officiellement rouvert lundi 20 juillet 2015 leurs ambassades à La Havane et à Washington, nouvelle étape concrète du rapprochement historique engagé l'an dernier par Barack Obama et Raul Castro. Toutefois, les diplomates US attendront la venue de John Kerry fixée pour le 14 août prochain, pour hisser le drapeau américain à Cuba.

Voici le discours de Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba, à la cérémonie de réouverture de l'ambassade de Cuba aux États-Unis, le 20 juillet 2015

Son excellence Mme Roberta Jacobson, Secrétaire d'État adjointe et messieurs les fonctionnaires du Gouvernement des États-Unis qui l'accueillent

Honorables représentants du Congrès,

Chers représentants des organisations, des mouvements et des institutions nord-américaines, qui avez réalisé d'immenses efforts en faveur du changement de politique envers Cuba et de l'amélioration des relations bilatérales,

Chers représentants des organisations et des mouvements de l'émigration patriotique,

Messieurs les ambassadeurs, Camarades de la délégation cubaine,

Monsieur le chargé d'affaires, José Ramon Cabañas, fonctionnaires et personnels de l'ambassade de Cuba,

Chers amis, Le drapeau auquel nous avons rendu hommage à l'entrée de cette salle est celui qui fut abaissé il y a 54 ans, jalousement conservé en Floride par une famille de combattants des Guerres d'indépendance, puis par le musée de notre ville de Las Tunas, à l'est de Cuba, dans la perspective que ce jour finirait par arriver.

Le drapeau à l'étoile solitaire, qui incarne le sang versé avec générosité, le sacrifice et la lutte plus que centenaire de notre peuple pour l'indépendance nationale et la pleine autodétermination, face aux défis et aux dangers les plus grands, flotte de nouveau en ce lieu.

Nous rendons hommage à tous ceux qui sont tombés pour sa défense et nous renouvelons l'engagement



Bruno Rodríguez Parrilla, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba



Le drapeau à l'étoile solitaire, qui incarne le sang versé avec générosité, le sacrifice et la lutte plus que centenaire de notre peuple pour l'indépendance nationale et la pleine autodétermination

des générations présentes et, avec une confiance absolue dans celles qui viendront, de le servir avec honneur.

Nous invoquons la mémoire de José Martí, qui consacra sa vie à la lutte pour la liberté de Cuba et qui eut une connaissance profonde des États-Unis. Dans ses « Scènes nord-américaines », il nous a laissé une description claire de la grande nation du Nord et l'éloge de ce qu'elle avait de meilleur. Il nous a également légué un avertissement sur son appétit démesuré de domination, que toute une histoire de divergences a confirmé.

Nous sommes arrivés jusqu'ici grâce à la direction ferme et sage du leader historique de la Révolution cubaine, Fidel Castro Ruz, aux idées duquel nous conserverons toujours une loyauté suprême. Nous nous souvenons de sa présence dans cette ville, en avril 1959, pour promouvoir des relations bilatérales justes et son hommage sincère à Lincoln et à Washington. Les objectifs qui très tôt le firent venir sont ceux que nous avons tenté de poursuivre aux cours de ces décennies et coïncident parfaitement avec ceux que nous nous proposons aujourd'hui.

Beaucoup dans cette salle : hommes politiques, journalistes, personnalités des lettres ou des sciences, étudiants, activistes sociaux nord-américains, accumulent des heures infinies de conversations enrichissantes avec le Commandant, qui leur ont permis de mieux comprendre nos raisons, nos objectifs et nos décisions.

Cette cérémonie a été possible grâce à la volonté libre et inébranlable, l'unité, le sacrifice, l'abnégation, la résistance héroïque et le travail de notre peuple, et par la force de la nation et de la culture cubaines.

Plusieurs générations de la diplomatie révolutionnaire ont fait converger leurs efforts et ont eu leurs martyrs. L'exemple et l'éloquence trépidante de Raul Roa, le ministre des Relations extérieures de la Dignité, continuent de stimuler la politique extérieure cubaine et resteront dans la mémoire des plus jeunes et des futurs diplomates.

Je suis porteur des salutations du Président Raul Castro, expression de bonne volonté et de la solide décision politique d'avancer, à travers le dialogue basé sur le respect mutuel et l'égalité souveraine, vers une coexistence civilisée, en dépit des différences entre les deux gouvernements. Une coexistence qui favorise la solution des problèmes bilatéraux, stimule la coopération et le développement de liens mutuellement bénéfiques, comme le souhaitent et le méritent les deux peuples.

Nous savons que cela serait une contribution à la paix, au développement, à l'équité et à la stabilité du continent, à l'exercice des objectifs et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et dans la Proclamation de l'Amérique latine et les Caraïbes comme Zone de Paix, signée lors du 2e Sommet de la Communauté des États latino-américains et caribéens à La Havane.

Avec le rétablissement des relations diplomatiques et la réouverture des ambassades, s'achève aujourd'hui une première étape du dialogue bilatéral et s'ouvre la voie au processus complexe et certainement long vers la normalisation des relations bilatérales.

Le défi est grand, car il n'a jamais existé de relations normales entre les États-Unis d'Amérique et Cuba, en dépit d'un siècle et demi de liens intenses et enrichissants entre les deux peuples.

L'Amendement Platt, imposé en 1902 sous l'occupation militaire, affaiblit les efforts de libération qui avaient compté sur la participation ou la sympathie d'un nombre non négligeable de citoyens nord-américains, et fut à l'origine de l'usurpation du territoire cubain à Guantanamo. Ses conséquences néfastes ont marqué d'un sceau indélébile notre histoire commune.

Suite à la page 18

Premières conséquences de l'accord 5+1

Par Thierry Meyssan

Les politiciens et journalistes occidentaux sont perplexes face à l'accord 5+1. Beaucoup ne croient pas en nos analyses et ne parviennent pas à comprendre ce qui a été réellement négocié. Quoi qu'il en soit, pour Thierry Meyssan au moins trois éléments survenus cette semaine semblent directement être issus de cet accord.

La signature de l'accord des « 5+1 » avec l'Iran sur son programme nucléaire bouleverse le Proche-Orient et, par conséquent, l'ordre du monde. Alors que les commentateurs internationaux sont extrêmement hésitants sur ce qui va suivre, je poursuis mon analyse sur la base de ce que j'ai publié tout au long de ces négociations.

Après avoir neutralisé l'opposition cubaine, la neutralisation de l'opposition iranienne est un coup de maître pour Barack Obama car elle laisse la Russie et la Chine isolées. En effet, il s'agit bien d'une neutralisation : si l'Iran n'a pas complètement abandonné l'idéal anti-impérialiste d'Ali Shariati et de l'imam Rouhollah Khomeiny, il a renoncé à entrer en conflit avec les États-Unis, donc à exporter cette révolution.

Bien que l'on ignore les différentes annexes bilatérales entre Washington et Téhéran, on voit — en moins d'une semaine — un nouveau paysage commencer à se déployer, pour le moment conforme à mes pronostics [1].

Pendant que les politiciens états-unien se déchirent pour savoir s'ils vont ou non soutenir cet accord, l'Iran s'est retiré d'Aden qui est immédiatement tombée aux mains de la Force commune arabe, c'est-à-dire — contrairement à ce que son nom semble indiquer — d'Israël et de l'Arabie saoudite. Ce faisant, le détroit de Bab el-Mandeb revient sous contrôle de l'Otan. Le Saudi Ben Laden Group pourra construire un pont sur la mer Rouge reliant le Yémen à Djibouti. Israël et l'Arabie saoudite pourront exploiter les réserves naturelles de l'Ogaden (Éthiopie).

Au Liban, l'ancien ministre de l'Information, Michel Samaha, qui était incarcéré depuis 2012 pour avoir préparé des actions terroristes dans son pays sur ordre du président syrien Bachar el-Assad et du général Ali Mamelouk, chef des services secrets syriens, est soudainement revenu sur ses aieux. Il a également remis en question les vidéos produites par la police libanaise (FSI) pour le confondre et a exigé que celles-ci soient publiées dans leur intégralité ce qui pourrait en modifier complètement l'interprétation. Ce faisant, M. Samaha pourrait priver les adversaires

de la Syrie de leur unique argument contre elle, lors de son procès devant la Cour de cassation militaire, le 17 septembre. Car après l'effondrement de l'accusation antisyrienne dans l'affaire Hariri, l'affaire Samaha est le seul cas permettant d'accuser la Syrie de Bachar el-Assad de terrorisme.

L'arrestation presque simultanée de 29 passeurs en Turquie et de 431 jihadistes en Arabie saoudite sont les premières actions significatives d'Ankara et de Riyad contre Daesh. S'il est encore beaucoup trop tôt pour dire si les deux États vont effectivement abandonner leur leadership pour le premier et leur financement pour le second, ils semblent en prendre la direction. Leur objectif ne serait pas de détruire Daesh, mais de le chasser du Proche-Orient. En outre, le secrétaire d'État américain à la Défense, Ashton Carter, devrait arriver le 21 juillet dans la région pour implémenter les décisions du Conseil de coopération du Golfe du 14 mai à Camp David, c'est-à-dire pour donner à la Force arabe commune les moyens de lutter contre Daesh.

Plusieurs acteurs potentiels ne sont pas encore entrés en jeu, notamment les Européens. Il est peu probable qu'ils s'opposent à la mise en œuvre de l'accord, au contraire ils devraient tenter d'y jouer un rôle. À ce sujet, le ministre allemand des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a évoqué la possibilité de favoriser la paix en Syrie en organisant une conférence de type 5+1 sur ce sujet. Même si l'on ne voit pas très bien quelle pourrait être la légitimité d'une telle idée, ce genre d'initiative ne devrait pas mécontenter Washington. D'une part elle lui permettrait de changer plus facilement de politique vis-à-vis de la Syrie. Et, d'autre part, le terrain occupé par les Européens serait autant d'espace en moins pour l'Iran. De toute manière, pour Barack Obama, le moment est venu en Syrie de « traiter avec le vainqueur ».

Notes

[1] On se rapportera à ma chronique hebdomadaire durant ces deux dernières années. Notamment ces six articles : « Derrière l'alibi anti-terroriste, la guerre du gaz au Levant » (29 septembre 2014), « Ce que vous ignorez sur les accords états-uno-iraniens » (6 avril 2015), « Que deviendra le Proche-Orient après l'accord entre Washington et Téhéran ? » (18 mai 2015), « La prévisible défaite de la France au Moyen-Orient » (8 juin 2015), « Les projets secrets d'Israël et de l'Arabie saoudite » (22 juin 2015), « La Russie tire ses marrons du feu » (13 juillet 2015).

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 20 JUILLET 2015

AMBIANCE EXPRESS

- Restaurant
- Fritaille
- Patés

2025 Nostrand Avenue (just off Farragut Road) Brooklyn, NY

General Manager: Marie S

718.434.4287

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal!"

718-287-4949

DANA CARIBBEAN CUISINE

2026 Nostrand Avenue Brooklyn, NY 11210

The Finest in Haitian Food

Breakfast • Lunch • Dinner
Pâtés • Gateaux
Catering • Delivery • Parties

Chef: Véronique Pillard
Manager: Danaelle Bonheur

718.484.2335

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M (Entre E. 51 et Utica) 10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou

Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir

Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

Bar du Boulevard

Fritaille All Day, All Night FREE DELIVERY

Catering For All Occasions. Christenings, Weddings, Parties, Banquets, etc.

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster & E. 26th St.) Brooklyn, NY 11226

718.676.7447 & 7448

l'impérialisme : à savoir les composantes politique, économique, militaire et culturelle. Sa critique de la focalisation politico-économique des penseurs influents du XIXe et XXe siècles est un témoignage de ce souci : « Ces autorités [Max Müller, Renan, Charles Temple, Darwin, Benjamin Kidd, Emerich de Vattel, etc.] pour la plupart ont beaucoup débattu les questions politiques et économiques. Pourtant, très peu d'attention est portée sur ce que je crois être le rôle privilégié de la culture dans l'expérience impériale moderne, et très peu d'emphase est portée au fait que l'emprise globale de l'impérialisme européen du XIXe et XXe siècles projette toujours un spectre considérable sur notre époque. »

À un point de son livre, Said s'est demandé : « Peut-on parler de l'impérialisme comme étant si enraciné dans l'Europe du XIXe siècle qu'il devient indiscernable de la culture comme un tout ? » Anticipant une réponse des ses critiques, il continue : « L'objection qui dit que la culture ne devrait pas être considérée comme part de l'impérialisme peut être une tactique pour empêcher de connecter les deux. » Said a cité toute une liste d'auteurs européens (Conrad, Flaubert, Ruskin, Kipling, etc.) dont l'oeuvre reflète l'influence du discours impérialiste dominant : « Ce n'est pas nécessaire de minimiser le décalage de pouvoir mis en place par l'impérialisme et continué durant la rencontre coloniale. (...) La fiction de Kipling qui peint l'Indien comme une créature qui a clairement besoin de la tutelle britannique est certainement un aspect important du mode d'instillation insidieuse de l'hégémonie culturelle im-

périaliste. » (11)

Outre que Kipling et Flaubert, Said a parlé aussi de Camus, plus connu de l'intelligentsia étatsunienne comme un existentialiste *libéral*, comparé à Sartre, un *radical*. Said semble voir Camus pour ce que moi aussi j'ai toujours pensé qu'on a fait de lui : la caution intellectuelle de la droite qui ne veut pas aller aussi loin que les « irresponsables » comme Sartre, de Beauvoir ou Genet voulaient aller.

Dans une série d'articles publiés récemment sur le site *Alter Presse*, le politologue haïtien, Leslie Péan, a montré comment certains comportements des politiciens haïtiens d'aujourd'hui (tendances conspirationnelles, coups bas, opportunisme, déloyauté, manque de jugement sur les conséquences des actes posés, etc.) tirent directement leur source depuis le système esclavagiste et les pères fondateurs de la nation : « Le système de valeurs pourries sorties de l'esclavage a traversé deux siècles pour s'imposer au détriment des valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité. Les malfaiteurs aux képis et aux uniformes chamarrés font main basse sur l'espace haïtien. La zombification s'est répandue et la population constate médusée le comportement inqualifiable des autorités qui détruisent tout. » (12)

C'est le même phénomène qui s'est produit au niveau de la politique de langue et de la transmission de la culture en Haïti, même si son taux de fatalités et de destruction n'est pas aussi visible que dans son pendant politique. Des comportements, attitudes, façons de faire, privilèges et préjugés qui remontent depuis la colonie, continuent à

être ainsi prévalents malgré le passage du temps et les bouleversements politiques. Comment un peuple d'insurgés qui a combattu et vaincu les redoutables armées de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne, toutes des grandes puissances de l'époque, est-il arrivé à accepter la mystification du contrôle néocolonialiste par la langue et la culture ?

La mission éthique de l'écrivain

Le 28 juillet 2015 ramène le centième anniversaire de l'occupation étatsunienne d'Haïti. Cent ans que le pays est soumis et dominé, soit par l'impérialisme étatsunien, soit par la terreur d'un tyran pathologique. Cette journée de détresse aura endeuillé le pays pour longtemps, jusqu'à aujourd'hui encore, cent ans après. De même que la France avait passé la balance de paiement de l'indemnité de 1825 aux États-Unis sitôt que ceux-ci prennent charge d'Haïti en 1915, de même les États-Unis s'accommoderont de l'hégémonie culturelle française en Haïti. Après avoir facilité conjointement l'exil luxueux de Bébé Doc pour le dispenser de la justice, les États-Unis comploteront avec les Français en 2004 pour renverser le gouvernement constitutionnel de Jean-Bertrand Aristide.

Cette « duale opération » regroupant un détachement de marines étatsuniennes avec des forces spéciales françaises était une action illégale qui violait – quoi que vous pensiez du régime d'Aristide –, l'intégrité territoriale d'Haïti, détruisant également plusieurs décennies d'ardus efforts par les forces démocratiques haïtiennes et leurs alliés pour instituer un régime de droit en Haïti. Elle a aussi ouvert

la voie à la consolidation du contrôle impérialiste sur Haïti, affaiblissant les institutions proprement nationales haïtiennes ; une situation que viendra aggraver et envenimer le tremblement de terre du 12 janvier 2010.

C'est une Haïti terriblement affaiblie, démoralisée, accablée par une multiplicité de problèmes épineux que prendra en charge la soi-disant « communauté internationale », qui met sur pied une institution bidon, le Conseil intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), pour la gérer, selon le modèle néocolonial.

Tout le monde a le droit de faire ce qui bon lui semble de sa vie ; ça vaut aussi pour les écrivains. Mais je le trouve un peu indécent qu'on puisse déclamer un discours de plus d'une heure sur les belles lettres françaises et latino-américaines sans dire un mot sur la souffrance des peuples et sur les intérêts impérialistes et géopolitiques qui causent cette souffrance.

Je pense qu'il y a une mission éthique qui est dévolue à l'écrivain et qui est mise à profit même chez les plus amoraux et immoraux d'entre eux. En effet, même le Marquis de Sade, dans l'amoralité et Jean Genet, dans l'immoralité, ont poursuivi la mission éthique de l'écrivain : le premier pour montrer les hypocrisies et la faiblesse humaine cachées derrière le semblant de vertu de la société monarchique ; le second pour miner les fondations moralisatrices de la société bourgeoise moderne et insister sur une autre éthique.

Laferrère a dit dans l'émission de TV5 Monde qu'il est « dégagé » de la

politique, cette affirmation est un vœu pieux que la réalité ne supporte pas, car, comme l'a dit Jean-Paul Sartre dans *Qu'est-ce que la littérature ?*, l'écrivain est toujours « dans le coup, quoi qu'il fasse, marqué, compromis jusque dans sa plus lointaine retraite ».

Dans ce livre, Sartre a montré que même le silence est déjà une action, chargé de signification, parce qu'il cautionne l'état de fait ambiant imposé par le plus fort dans une problématique d'oppression, particulièrement dans une situation de domination coloniale ou de répression politique : « L'écrivain est, dit-il, *en situation* dans son époque : chaque parole a des retentissements. Chaque silence aussi. Je tiens Flaubert et Goncourt pour responsables de la répression qui suivait la Commune de Paris [1871] parce qu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher. » (13)

Oui l'écrivain, qu'il le veuille ou non, a, comme l'ouvrier ou le boulanger du coin, une « fonction sociale ». Préférer qu'on puisse « transcender » cette condition par un « dégagement » est une fabulation. C'est ce travail pluri-centenaire de ce que j'appelle dans mon dernier ouvrage *créole* la « zombification de Bouki » qui doit prendre fin aujourd'hui.

À un moment où toute l'Amérique latine et Haïti en particulier sont confrontées à une panoplie de problèmes et défis qui causent aux seins des populations beaucoup de bouleversements et malheurs demandant des engagements considérables à la fois étatique, collectif et individuel ; à un moment où l'être humain est de plus en plus dévalué au profit de sa valeur d'échange, de sa fortune person-

accord non viable qui assure au ministre des Finances allemand le temps et les arguments pour mettre sur les rails le Grexit tant souhaité ?

Mais en voilà assez. Mon jugement m'a amené à voter contre la ratification de l'accord de capitulation, en estimant que la doctrine Papan-

stantinou demeure inacceptable. D'un autre côté, je respecte parfaitement les camarades qui ont un autre point de vue. Je ne suis pas plus révolutionnaire-moral qu'eux ; mais ils ne sont pas plus responsables que moi, non plus. Aujourd'hui, ce qui est en balance, c'est notre capacité de préserver

comme la prune des yeux la camaraderie et la collectivité, en préservant le droit à l'opinion différente.

Pour conclure, il existe également un aspect philosophique au dilemme de conscience qui se pose à nous tous : Existe-t-il des moments où le calcul du bénéfice net est dépassé par

l'idée selon laquelle certaines choses ne doivent tout simplement pas être faites en notre nom (c'est-à-dire, « au nom de la gauche », NdT) ? Ce moment, est-il un de ces moments ?

Il n'existe pas de bonnes réponses. Seule existe la disposition honnête à respecter les réponses que

donnent nos camarades avec lesquels nous ne sommes pas d'accord.

Source: <http://www.efsyn.gr/arthro/giati-katapsifisa> 19 juillet 2015
Traduit par Christine Cooreman
Edité par Fausto Giudice
Tlaxcala 20 juillet 2015

NON sous conditions. Chacune des mesures contenues dans ledit accord a été rejetée par les citoyens avec une majorité assourdissante. Nous sommes tenus de défendre leur verdict, parce que notre pouvoir réside en eux. Et parce que nous, contrairement aux autres, nous n'avons jamais revendiqué ou voulu le pouvoir pour nous le partager et pour le désosser, comme l'ont fait les forces du mémorandum et de l'ancien système politique du bipartisme, vicieux et kleptocrate, de PASOK et de ND, qui ont l'audace maintenant de nous donner des leçons. Nous avons revendiqué le pouvoir pour le rendre au peuple. Le NON du peuple n'était pas un NON conditionnel. Le NON du peuple n'était pas un NON entre guillemets. Ceux qui pensent que le NON du référendum a été exprimé sous la

condition que le pays reste dans l'Euro, doivent alors reformuler la question et la poser à nouveau au peuple. Mais la question ne pourra jamais être celle à laquelle on voudrait nous faire répondre par la Troïka et son nouvel ultimatum. La question ne pourra jamais être Euro ou démocratie, Euro ou Droits humains, Euro ou Europe. Parce qu'il s'agit là de questions réactionnaires, anti-démocratiques, anti-européennes et anti-humanitaires. Des questions auxquelles le peuple a le savoir, la vigueur et l'expérience historique pour répondre.

Mais il faudra à un moment donné, car certains ont l'audace de parler du lobby de la drachme, parler aussi du lobby du système Simitis, du lobby de la "modernisation" qui revendique toujours à travers le système de corruption

de gouverner ce pays, et qui veut se justifier par des actions profondément anti-démocratiques et putschistes, qui est même arrivé jusqu'à l'intervention de monsieur Venizelos, demandant que le Parlement sanctionne le communiqué, c'est-à-dire qu'il ratifie un document sans fondement, afin de fournir des preuves de soumission et créer des situations sans retour possible.

Je n'ai aucun doute, et je le dis avec toute la clairvoyance de ma conscience claire, parce que c'est bien de notre conscience qu'à ces heures nous devons parler, que tant le gouvernement que le peuple sont tenus réellement par le NON au vote d'aujourd'hui. Il n'y a pas de place ici pour des illusions. Le groupe parlementaire doit aider le Premier ministre et le gouvernement qui se trouvent sous la con-

trainte du chantage en les armant, et ne pas leur porter le coup de grâce avec un OUI, pensant qu'il les aide, ou les supplier de lui faire du chantage, chose que le Premier ministre n'a pas fait, à l'inverse de ses prédécesseurs, et c'est tout à son honneur.

L'affaire de la gauche et de la démocratie, de l'émancipation sociale et populaire et de la libération, ce sont toutes les résistances, petites et grandes, qui la servent. Si le Parlement ne résiste pas au chantage aujourd'hui, il y cédera à nouveau. S'il légifère en acceptant des ultimatums, il le fera à nouveau, et il se verra contraint à le refaire très prochainement. Et s'il cède, s'il s'égaré, s'il se laisse paralyser, il se retrouvera face à lui-même et à sa conscience, mais aussi face à son âme.

Mesdames et messieurs, chers

collègues, si pour certains la question et la responsabilité pèsent lourd, il est important de considérer que dans notre histoire il y a eu des hommes qui ont pris en charge des responsabilités, quand elles sont tombées sur eux, et qui ont opposé de bien plus grandes résistances que ce NON de conscience à ce qui, en effet, doit être repoussé.

Je vous remercie.
15 juillet 2015
Merci à CADTM
Source: <https://www.youtube.com/watch?v=8pFkGQ5nJy4#t=83>
Date de parution de l'article original: 15/07/2015
Traduit par Daphné Kioussis - Vivian Dimitriou

En 1959, les États-Unis n'ont pas accepté l'existence d'une petite île voisine complètement indépendante et quelques années plus tard, encore moins, celle d'une Révolution socialiste qui a dû se défendre, et depuis lors, incarne la volonté de notre peuple.

Je fais référence à l'Histoire pour affirmer qu'aujourd'hui s'ouvre l'occasion de commencer à travailler pour fonder des relations bilatérales nouvelles et différentes à toutes celles qui ont précédé. À cet effet, le gouvernement cubain engage toute sa volonté.

Seule l'élimination du blocus économique, commercial et financier qui occasionne tant de dommages et de privations à notre peuple, la restitution du territoire occupé à Guantanamo et le respect de la souveraineté de Cuba donneront du sens à l'événement historique que nous vivons aujourd'hui.

Chaque pas à venir comptera sur la reconnaissance et la disposition favorable de notre peuple et de notre gouvernement, et recevra sans aucun doute les encouragements et l'approbation de l'Amérique latine et des Caraïbes et du monde.

Nous confirmons la volonté de Cuba d'avancer vers la normalisation des relations avec les États-Unis, dans



L'ambassade de Cuba aux États-Unis a été officiellement inaugurée

un esprit constructif, mais sans aucune atteinte à notre indépendance, ni ingérence dans les affaires qui relèvent de la souveraineté exclusive des Cubains.

Persévérer dans des objectifs obsolètes et injustes et ne se proposer qu'un simple changement dans les méthodes pour y parvenir, ne leur donneront aucune légitimité et ne serviront pas non plus l'intérêt national des États-Unis ni celui de ses citoyens. Toutefois, s'il en était ainsi, nous sommes prêts à relever ce défi.

Nous nous engagerons dans ce processus, comme l'écrivait le Président Raul Castro dans son message du 1er juillet au Président Barack Obama, « animés par l'intention réciproque de développer des relations respectueuses et de coopération entre nos peuples et nos gouvernements ».

Depuis cette ambassade, nous ne ménagerons aucun effort pour favoriser les relations culturelles, économiques, scientifiques, universitaires et sportives, ainsi que les liens d'amitié entre nos

peuples.

Nous transmettons le respect et la reconnaissance du gouvernement cubain au Président des États-Unis pour son appel au Congrès à lever le blocus et pour le changement de politique qu'il a énoncé, notamment pour sa disposition d'exercer ses facultés exécutives dans ce sens.

Nous nous souvenons tout spécialement de la décision du Président Carter d'ouvrir les Sections des intérêts dans les deux pays en septembre 1977.

J'ai le plaisir d'exprimer mes remerciements au gouvernement de la Confédération suisse pour sa représentation des intérêts cubains au cours de ces 24 dernières années.

Au nom du Gouvernement et du peuple de Cuba, je souhaite exprimer notre gratitude aux membres du Congrès, aux universitaires, aux dirigeants religieux, aux activistes, aux groupes de solidarité, aux chefs d'entreprise et à tant de citoyens nord-américains qui se sont efforcés pendant de nombreuses années pour faire en sorte que ce jour arrive.

À la majorité des Cubains résidant aux États-Unis, qui ont défendu et réclament une relation différente de ce pays avec notre nation, nous expri-

mons notre reconnaissance. Ils nous ont déclaré, avec émotion, qu'ils redoubleront d'efforts, loyaux à la tradition de l'émigration patriotique qui apporta son soutien aux idéaux d'indépendance.

Nous exprimons notre gratitude à nos frères latino-américains et caribéens, qui ont accompagné de façon décisive notre pays et ont réclaté un nouveau chapitre dans les relations entre les États-Unis et Cuba, de même que l'ont fait avec une extrême constance de nombreux amis partout dans le monde.

Je renouvelle notre reconnaissance aux gouvernements, ici représentés par le Corps diplomatique qui, avec leur voix et leur vote à l'Assemblée générale des Nations Unies et dans d'autres instances, ont apporté une contribution décisive.

José Martí organisa d'ici le Parti révolutionnaire cubain pour conquérir la liberté, toute la justice et la dignité pleine des êtres humains. Ses idées, revendiquées héroïquement durant l'année de son Centenaire, restent l'inspiration essentielle sur ce chemin que notre peuple a choisi souverainement.

Merci beaucoup
Granma 21 Juillet 2015

nelle, des *outputs* productivistes que son travail – ou son génie spéculateur – procure à la corporation ou à Wall Street ; à un moment où Haïti, le pays d'origine de Laferrière, gémit sous les poids de deux cents ans de brimades et contrôle impérialistes ou néocolonialistes, souvent camouflés sous le masque de la charité humanitaire ; à un moment où la langue identitaire du pays – le créole haïtien – essaie de s'affranchir de trois siècles de zombification et d'infériorisation au profit du français, la langue des élites, la langue à travers laquelle la France a pu continuer son contrôle sur l'Haïti indépendante (grâce en partie aux bonnes missions « civilisatrices » des Frères de l'Instruction Chrétienne) ; oui, à un moment où tant de questionnements sollicités des réponses, et où tant d'inquiétudes et de peines se bénéficieraient de la sagesse et de la connaissance d'un Académicien, l'allocation-fleuve de Dany Laferrière devant l'Académie française n'en dit pratiquement rien. Rien.

Sensible à la critique que son élection à l'Académie française provient du désir de la France de maintenir son ancienne colonie sous la coupe réglée de son hégémonie culturelle, Laferrière a recouru à une astuce : il s'est fait fabriquer une épée spéciale, coupée sous le signe de Legba, connu dans le panthéon vodou comme le dieu des chemins croisés, des rencontres, comme l'initiateur qui ouvre les cérémonies vodou, célébré par Laferrière comme le dieu des écrivains (pour ma part, je considérerais plutôt Simbi, la déesse vodou des eaux, des grands espaces marins, de l'émerveillement, comme la déesse des écrivains et des conteurs).

Naturellement, beaucoup ont vu dans l'invitation de Legba par Laferrière dans le grand temple de la culture française comme une métaphore de l'accession d'Haïti à la gloire littéraire mondiale, comme un grand honneur à la culture haïtienne. Ce serait peut-être vrai si cet « honneur » n'était pas assaisonné d'implications malencontreuses, s'il

n'était pas part des symboliques zombifiantes mentionnées plus haut : une symbolique est zombifiante quand derrière les qualités et positivités apparentes qu'elle exhibe se cache une intentionnalité dont la fonction principale est de mystifier, donner le change, illusionner. Legba à l'Académie française envoie une image frappante qui peut éblouir tout en véhiculant une image positive, une image généreuse, tolérante de la « mère-patrie », la France, dont, en réalité, la politique étrangère et culturelle a causé beaucoup de dommages à Haïti.

Legba à l'Académie française, c'est aussi ce que les États-Uniens appellent un « token », un gage, une sorte de fausse compensation pour son « dégageant » politique et son sentiment de trahison culturelle. Bien sûr ce dégageant est lui aussi un vœu pieux, parce que dans une totalité environnante comme Haïti où des hommes et femmes réels sont condamnés à des conditions de vivre sub-humaines elles aussi réelles et dues à l'action malhonnête et oppressive d'autres humains, un écrivain qui s'en dégage, c'est-à-dire, en clair langage, qui ferme ses yeux pour ne pas les voir, est en réalité complice de par l'impossibilité de neutralité dans l'enfer, comme l'a dit encore Sartre : « L'homme est l'être vis à vis de qui aucun être ne peut garder l'impartialité, même Dieu. Car Dieu, s'il existait, serait, comme l'ont bien vu certains mystiques, en situation par rapport à l'homme. » (14)

Conclusion

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'assertion de Dany Laferrière que l'Académie française ne sert à rien. Même si elle n'est plus la dispensatrice de mérite littéraire qu'on voulait la faire passer pour un temps, elle a montré, par l'élection même de Laferrière, qu'elle peut encore manipuler les esprits pour faire avancer les objectifs culturels de la politique impérialiste de la France. Les temps ont peut-être changé, mais non pas les habitudes, les réflexes, les intérêts.

Cela dit, quand bien même nous ne questionnons ni le mérite ni la qualification de Laferrière pour siéger à l'Académie française, nous regrettons seulement qu'il se soit laissé servir comme instrument des objectifs impérialistes de l'hégémonie culturelle française. Contrairement aux suggestions de l'apologie « révisionniste » mentionnée plus haut, Dany Laferrière est loin d'un créoliste, et sa déclaration à la chaîne de télévision TV5 Monde le prouve bien, des deux langues officielles d'Haïti, le créole et le français, il choisit celle-ci comme langue (unique) d'écriture et ne conçoit le créole que comme ajout folklorique dont on évoque à grands cris de cœur mais qu'on laisse dans le vestibule des grandes occasions.

À cause de toute cette réalité, l'élection d'un Haïtien à l'Académie française ne sert en rien les intérêts actuels d'Haïti. Peut-être que dans deux cents ans, quand la parité linguistique aura été accomplie en Haïti, l'élection de Laferrière sera vue sous un angle meilleur ; mais aujourd'hui où les Haïtiens ont encore si honte de leur langue maternelle qu'ils refusent de l'utiliser dans les occasions importantes de leur vie comme le mariage, l'enterrement, le baptême, la graduation, etc., on a encore un long chemin à faire. Et les mystifications ne feront qu'empirer les choses et retarder l'avènement d'une nation fière de sa langue et de sa culture afro-caraïbéennes.

-Tontongi
(Écrivain, éditeur en chef de la revue *Tanbou*)

Notes
Cf. Tontongi, « La France doit restituer à Haïti la rançon de l'indemnité », *Alter Presse*, 24 août 2010 : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article9913>

Laennec Hurbon, *Culture et dictature en Haïti : l'imaginaire sous contrôle*, éd. L'Harmattan, 1979.

Tontongi, « Les implications malheureuses de l'élection de Dany Laferrière »

ère à l'Académie française », *Alter Presse*, février 2014 : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article15940#VW918M-9VhHw>

Cf. Saïdo Alcény Barry : « Dany Laferrière : Un anti-Senghor à l'Académie française », *Parole en archipel*, 5 juin 2015 :

<http://parolenarchipel.com/2015/06/05/dany-laferriere-anti-senghor-a-lacademie-francaise/>
Joël Des Rosiers, « "Un fauteuil américain" pour Dany Laferrière sous la Coupole de l'Académie française », *Alter Presse*, 7 juin 2015 : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article18315#VX7vAPIVhHw>

Jean-Robert Léonidas, « Dany Laferrière à l'Académie française : un pied de nez à la vision misérabiliste d'Haïti », Édition en ligne du *Nouvel Observateur*, du 29 mai 2015 : <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1376130-dany-laferriere-a-l-academie-francaise-un-pied-de-nez-a-la-vision-miserabiliste-d-haiti.html>

[Mes remarques sur les réactions apologétiques à la consécration de Dany Laferrière des auteurs ici cités ne doivent pas être interprétées comme une critique d'eux-mêmes ou de leurs respectives oeuvres. Les réactions affectives ne sont pas toujours déterminées par affinités.]

Gérard Bissainthe « L'écrivain Dany Laferrière est-il un Immortel ou un Zombi dans le firmament intellectuel et littéraire d'Haïti ? », *Haïti Connexion*, 1^{er} juin 2015 : <https://groups.yahoo.com/neo/groups/HaitiConnexion/conversations/messages/141516>

Cf. Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Éd. Seuil, Paris, 1952, et aussi Mayotte Capécia, *Je suis Martiniquaise*, Éditions Corrèa, Paris, 1948.

Michel DeGraff, « Yon nòt sou Dany Laferrière nan Académie française »

Le Nouvelliste, 17 juin 2015 : <http://lenouvelliste.com/lenouvelliste/article/145966/YON-NOT-SOU-DA->

NY-LAFERRIERE-NAN-ACADEMIE-FRANCAISE-Defann-franse-pa-vle-di-sakrifye-kreyol-kreyol-se-nannan-istwa-nou-idantite-nou-dwa-nou-devlopman-nou :

« Kreyòl se yon lang yo te aprann mwen meprize lè m te ti katkat sou ban lekòl an Ayiti, nan Sen Lwi Gonzag, kote Frè Raphaël Berrou (yon blan franse) te konn di nou kreyòl pa fouti mennen nou pi lwen ke Lagonav. Epi frè Sen Lwi yo te fè nou aprann pa kè powèm Carl Brouard ki di ke pawòl kreyòl sa a se yon pawòl wòvòt paske Ayiti pa fouti devlope ak kreyòl la ». Les six raisons dans l'original étant :

1) Gwo pouvwa toujou makonnen ak gwo responsabilite ; 2) Académie française se pou defans Lafrans, se pa pou defans Ayiti ; 3) Nou pa dwe janm bliye ke Ayiti se yon peyi kote tout moun pale kreyòl a kote yon ti zuit pousantaj ki pale franse tou ; 4) Jean-Jacques Desalines tou t ap defann lang kreyòl la e li te konnen ke lafrans ka sèvi ak lang franse a pou mete chenn nan lespri nou ; 5) Mwen tou, kòm lengwis, kòm edikatè e kòm akademisyen nan akademi kreyòl ayisyen an, m oblije defann lang kreyòl la menm si mwen pa gen anyen ni kont franse ni kont okenn lang ; 6) Mwen rayi baryè lang k ap plede bare wout koneksans pou pifò ayisyen. [Traduit en français par nous.]

10. Ibid... « Kreyòl la enpòtan: pou timoun yo ka sèvi ak lang matènèl yo kòm sa dwa pou yo vin maton nan nenpòt ki disiplin. Kon sa, y ap ka sèvi ak richès lengwistik ak kiltirèl yo pou yo kreye plis richès pou tèt yo ak pou peyi yo. » [Traduit en français par nous.]

11. Edward Said, *Culture and Imperialism*, éd. Alfred Knopf, 1993.

12. Leslie Péan, Haïti : « Haïti : Mentalité d'esclave et régime politico-économique » (une trilogie), *Alter Presse*, avril-mai 2015 : <http://www.alterpresse.org/spip.php?article18163Al>

13. Cf. Jean-Paul Sartre, *Qu'est-ce que la littérature ?*, Gallimard, 1948.

14. Ibid...

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

APARTMENT WANTED

Looking to rent a 2 bedroom apartment in Brooklyn. Great job & great credit. Female. Non-smoker. Call 347.525.0133.

AUTO DONATIONS

Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call (855) 376-9474

DRIVERS

Drive where you're appreciated! MVT needs OTR teams for runs east of KS: ?Weekly home-time ?Sign-on bonus ?MPG rewards Mesilla Valley Transportation 915-791-8730 www.driveformesillavalley.com

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Éducation pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haïti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

HELP WANTED

Can You Dig It? Heavy Equipment Operator Career! We Offer Training and Certifications Running Bulldozers, Backhoes and Excavators. Lifetime Job Placement. VA Benefits Eligible! 1-866-362-6497.

HELP WANTED

ATTEND AVIATION COLLEGE- Get FAA approved Aviation Maintenance training. Financial aid for qualified students. Job placement assistance. Call AIM for free information 866-296-7093

HELP WANTED

\$8,000 COMPENSATION. EGG DONORS NEEDED. Women 21-31. Help Couples Become Families using Physicians from the BEST DOCTOR'S LIST. Personalized Care. 100% Confidential. 1-877-9- DONATE; 1-877-936-6283; www.longislandivf.com

LAND FOR SALE

SO. ADK LAKEFRONT! 1st TIME OFFERED! JULY 25TH & 26TH! 12 acres -Abuts State Land -\$39,900 9 acres -Lakefront -\$69,900 30 acres -3 Lakefront Cabins- \$299,900 144 acres- Lake Access- \$289,900 Less than 3 hrs NY City, 1/2 West of Albany! Call

888-905-8847 to register or tour at WoodworthLakePreserve.com

MORTGAGES

Your Homeownership Partner. The State of NY Mortgage Agency offers funds available for renovation. www.sonyma.org. 1-800-382-HOME(4663)

PERSONAL

Looking for a light-skinned Haitian women (grimel) for an affair and fun. Married or single. Open to getting serious. Age 24-34 in NYC area only. Please text or call Jean (Junior) 347.379.5765.

Outer Banks, North Carolina - Vacation Rentals

- Over 600 vacation homes in all price ranges!
- Kitty Hawk, Kill Devil Hills, Nags Head, and Southern Shores to Corolla
- July and August weeks still available!

Reserve your family vacation today!

Brindley Beach
VACATIONS & SALES

877-642-3224 . www.brindleybeach.com

DONATE YOUR CAR

Wheels For Wishes Benefiting

Make-A-Wish®
Metro New York and Western New York

100% Tax Deductible

*Free Vehicle/Boat Pickup ANYWHERE
*We Accept All Vehicles Running or Not
*Fully Tax Deductible

WheelsForWishes.org Call: (917) 336-1254

*Wheels For Wishes is a DBA of Car Donation Foundation.

REAL ESTATE

Delaware: New homes in Sussex and Kent counties from \$209,000 in communities close to Rehoboth Beach, Delaware Bay (Bower's Beach), or Nanticoke River (Seaford). 302-653-7700 www.LenapeBuilders.net

VACATION RENTALS

OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Resort Services. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED

CASH for Coins! Buying Gold & Silver.

Also Stamps, Paper Money, Comics, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY: 1-800-959-3419

WANTED

\$WANTED\$ COMIC BOOKS Pre-1975: Original art & movie memorabilia, sports, non-sports cards, ESPECIALLY 1960's Collector/Investor, paying cash! Call WILL: 800-242-6130, buying@getcashforcomics.com.

WANTED: HOUSE TO BUY

I'm looking to buy a 1, 2, or 3 family home in Brooklyn or Queens. Pre-approved & pre-qualified by bank. Call me directly and save broker's fees! 347.525.0133

ABLE HEALTH CARE

HOME HEALTH AIDES!

EXCELLENT PAY & BENEFITS

NEW HIGHER PAY RATES

HHA's with Car Needed in All Areas

FREE Training Classes

Classes Start July 6 in Islandia & White Plains and July 20 in Hempstead

Full Time, Part Time, Weekends
All Shifts - All Locations

GREAT BENEFITS

Health Insurance
Vacation, Sick Pay, Personal Pay
Immediate work & bonus for HHA's with certificates

ABLE
Certified Home Health Agency

Nassau 516-634-2116 Suffolk 631-729-2378
Brooklyn 718-947-3692 Queens 718-947-3672
Bronx/Westchester 914-470-9928
www.ablehealthcare.com



CATERING & TAKE-OUT

Now 2 Locations in Brooklyn



1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J)
718.258.0509



2816 Church Avenue
(b/t Nostrand & Rogers Aves.)
718.856.2100



Annual Celebration of the Assault on Moncada The Event that launched the Cuban Revolution

Dinner - Reception 6:00pm
Program 7:00pm

The Malcolm X & Dr. Betty Shabazz Memorial and
Educational Center

3940 Broadway, New York, NY 10032
(Take the A or 1 Train to 168th. Washington Heights)

Murette's BANQUET HALL



Baby Shower • Weddings • Conferences
• Dinner Events • Repass
• Birthdays • Graduation • Much More!

4618 Avenue N (btwn Schenectady & E. 46th), Brooklyn, NY

Nou pale kreyòl!

Tel: 646.474.7560

RED HOOK SHIPPING

Boxes • Barrels • Containers • Vehicles
Direct shipping from Brooklyn, NY to Haiti
We own 3 ships: Sloman Rover, Trans Gulf & Glamor.



Direct to
Port-au-Prince,
Miragoâne &
St. Marc

Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave., Brooklyn, NY 11231

Phone: 718.855.1555 • Fax: 718.855.1558

www.redhookshipping.com

AROMARK SHIPPING

YON KONEKSYON DIREK POU AYITI

SHIPPING FULL CONTAINER LOADS & VEHICLES
TO **HAITI, JAMAICA, GUYANA** AND
THE REST OF THE CARIBBEAN ISLANDS

973-690-5363



WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS
FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY

12 DAYS TO HAITI

We specialize in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, cars, trucks, buses from NY port to Haiti every week, sailing time 10-12 days.

Please call **GABRIEL** or **ROBERT**

Email: solutions@vmtrucking.com

www.HaitiShipping.com